

France Forum

- *Japon, paradoxes de la puissance*
- *La vérité en crise*
- *La liberté, pour quoi faire ?*
- *En 1990, que veut le Tiers-Etat ?*
- *L'aube de la chrétienté occidentale*
- *Saint Bernard :
mystique et politique*
- *Francisque Gay
ambassadeur au Canada*
- *Arts et lettres*
- *Grands hommes en leurs légendes*

Michel DRANCOURT - Jean-Marie DOMENACH - François FEJTÖ - François GUÉRARD - Jean CHÉLINI - Maurice BLIN - Tomasz MICHALOWSKI - Philippe SÉNART - Yvan CHRIST - Marc DARMON - Jacques NANTET - René PUCHEU - Étienne BORNE.

Au Crédit Agricole,
anticiper est notre force.

C'est notre 6^e sens.

Anticiper les évolutions techniques et financières,
anticiper les nouveaux modes de vie,
anticiper le monde de demain,
c'est prendre de l'avance, c'est avoir la capacité d'imaginer.

Être la banque de l'agriculture, riche du bon sens, et devenir le premier groupe financier européen*;

construire l'avenir, faciliter l'accès à la propriété, et conforter sa place de premier financier de l'immobilier pour les particuliers;

écouter les turbulences du monde, entendre les mouvements de la Bourse, et accéder au titre de premier gestionnaire SICAV;

se diversifier dans l'assurance, créer Prédica, filiale spécialisée, et se classer parmi l'une des premières compagnies d'assurance-vie françaises;

s'investir dans l'ingénierie financière, gérer 14 introductions en bourse dans l'année, s'inscrire au premier rang des intervenants sur les marchés financiers,

c'est avoir la capacité d'anticiper, c'est devancer pour gagner!

Mais gagner, pour le Crédit Agricole, c'est avant tout gagner votre confiance;

en assurant à tous nos clients le meilleur service, en les faisant bénéficier par un réseau de 10 000 agences, de la compétence de nos 15 000 conseillers, nous gagnons chaque jour leur fidélité.

C'est là que réside notre réussite, celle du leader incontesté des métiers de l'argent.

* en bilan consolidé.



CA CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION
Etienne Borne, Henri Bourbon
Jean Aubry

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10
Abonnement annuel 120 F
Abonnement de soutien de 150 F à 200 F

Sommaire **263-264**

Juillet-Septembre 1990
30 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

- LE JAPON OU LES PARADOXES DE LA PUISSANCE**
DÉBAT AVEC MICHEL DRANCOURT
ET JEAN-MARIE DOMENACH p. 2
- LA VÉRITÉ EN CRISE**
PAR ÉTIENNE BORNE p. 12
- VIVE LA LIBERTÉ - MAIS POUR QUOI FAIRE ?**
PAR FRANÇOIS FEJTÓ p. 17
- EN 1990, QUE VEUT LE TIERS-ÉTAT ?**
PAR FRANÇOIS GUÉRARD p. 19
- L'AUBE DU MOYEN AGE. NAISSANCE
DE LA CHRÉTIENTÉ OCCIDENTALE**
PAR JEAN CHÉLINI p. 26
- MYSTIQUE ET POLITIQUE CHEZ SAINT BERNARD**
PAR MAURICE BLIN p. 33
- LA DIPLOMATIE CANADIENNE DE FRANCISQUE GAY**
PAR TOMASZ MICHALOWSKI p. 35

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTÉRAIRE**
PAR PHILIPPE SÉNART p. 45
- UN SCULPTEUR VRAI : MAURO CORDA**
PAR YVAN CHRIST p. 54
- DISQUES**
PAR MARC DARMON p. 55

NOTES DE LECTURE

- LA PENSÉE D'ALEXIS DE TOCQUEVILLE**
PAR JACQUES NANTET p. 56
- DE LA GAUCHE DISSIDENTE AU NOUVEAU PARTI SOCIAL
(LES MINORITÉS QUI ONT RÉNOVÉ LE PS)**
DE JEAN-FRANÇOIS KESLER
PAR RENÉ PUCHEU p. 58

PROPOS DU TEMPS

- GRANDS HOMMES EN LEURS LÉGENDES**
PAR ÉTIENNE BORNE p. 62

LE JAPON OU LES PARADOXES DE LA PUISSANCE

Débat avec Michel DRANCOURT
et Jean-Marie DOMENACH

Le 19 juin 1990, au Club France-Forum de Paris et sous la présidence de Jacques Golliet, Sénateur de Haute-Savoie, Membre de la Commission des Affaires étrangères, nos amis Michel Drancourt, délégué général de l'Institut de l'Entreprise, auteur de "L'Economie volontaire : l'exemple du Japon" (1), et Jean-Marie Domenach, ancien directeur d'Esprit, se sont interrogés sur ce Japon, étrange et mystérieux, dont la puissance et les performances sont, depuis que l'Empire soviétique a implosé, devenues pour l'Europe comme pour les Etats-Unis le principal sujet d'intérêt, voire d'inquiétude.

Michel DRANCOURT

Jusqu'à l'année dernière, la "montée du Japon" s'imposait à tout le monde. Et puis nous avons vécu d'autres aventures. Le Chancelier Kohl rappelait, le 17 janvier dernier à Paris, qu'il avait dit à son équivalent japonais Toshi Kaifu : "Les prochaines années ne seront pas celles du Japon mais celles de l'Europe". En réalité, nous pouvons nous interroger. Sommes-nous en train de vivre "le retour de l'Europe" ? Ou la domination japonaise va-t-elle s'affirmer ?

Pour parler du Japon - un peu différemment de ce que j'ai fait dans le livre sur "L'économie volontaire" - je procéderai avec la méthode de Pierre Massé qui, vous le savez, recommandait que l'on décrive le présent et le futur à l'encre, puis au crayon - j'ajoute, en pointillé.

Pour ce qui est de l'encre, voici quelques rappels. En 1950, le produit national japonais était trois fois plus faible que le français. Il est aujourd'hui nettement trois fois plus gros et l'écart ne cesse de se creuser. J'ai parlé de l'Europe tout à l'heure en termes de produit national : pour autant que cela ait un sens, l'Allemagne (Est-Ouest) plus la France, plus la Belgique, cela ne fait pas encore le Japon.

Le Japon a gagné la première manche de la globalisation économique. Il a démarré par une formidable pro-

gression industrielle et, après, est devenu une grande puissance financière. J'insisterai beaucoup sur l'industriel. Pourquoi ? J'ai de grandes discussions avec mon ami Michel Crozier, qui ne cesse de nous parler, comme l'ont fait bien d'autres depuis Daniel Bell, de la société post-industrielle. Je ne nie pas que la nature des activités change, que le travail industriel proprement dit n'est plus exactement celui qu'on connaissait dans la sidérurgie taylorienne, mais je constate que les deux grands pays qui, aujourd'hui, entraînent l'économie mondiale, sont des pays où la réalité industrielle est la plus forte, j'entends le Japon et l'Allemagne.

Le Japon est devenu le centre du plus gros ensemble industriel du monde entier. Le développement industriel est désormais plus fort dans l'aire du Pacifique que dans l'aire de l'Atlantique. Cette réussite japonaise est fondée sur de très grandes entreprises. En effet, de nombreuses études ont voulu nous faire croire qu'il y avait là, comme partout, beaucoup de petites entreprises. C'est vrai, mais les grandes entreprises japonaises représentent des locomotives du mouvement. Leur taille et leur diversité leur permettent de se lancer, par exemple, dans les composants électroniques en perdant de l'argent pendant cinq ans, le reste des activités bouchant les trous, le temps de prendre des parts de marché significatives. Les grandes entreprises industrielles japonaises ont mené une politique du moyen terme, et non pas du trimestre, comme les Américains. La grande force des entreprises japonaises, c'est de s'appuyer sur un marché intérieur, dont je vous redirai qu'il est un marché réellement protégé, pour partir à la conquête du monde en termes de parts de marché.

Cette croissance s'est opérée au travers de produits mondiaux. Le dernier produit en date que je vous recommande, si vous aimez le bruit chez vous, c'est le karaoké... Qu'est-ce que cet "engin" ? C'est en réalité un écran de télévision, un magnétoscope et un appareil d'enregistrement. Vous projetez un clip sans le son. Vous

composez votre musique. Eh bien ça marche, comme ont marché la plupart des produits japonais, car les entreprises japonaises, ce que nous en voyons en tout cas, réalisent des produits mondiaux s'adressant à un public solvable. Des appareils de télévision, des automobiles, maintenant des composants. Vous me direz : les composants, c'est un peu plus subtil, parce que, quelquefois, il arrive que des entreprises publiques en achètent.

Dans sa politique de croissance, le Japon s'est adressé aux marchés solvables. Nous savons très bien que, chez nous, le développement industriel s'est fait plutôt avec des ensembles, souvent admirables, donnés ou vendus à des pays auxquels il fallait donner l'argent nécessaire pour qu'ils puissent nous les acheter.

Bien entendu, le Japon évolue et introduit de plus en plus de valeur ajoutée dans ses produits, mais il n'en reste pas moins que la base sur laquelle il a construit sa puissance existe toujours.

Curieusement, le Japon n'est pas le champion du monde de l'exportation. L'Allemagne vient avant. Mais les grandes entreprises industrielles japonaises ont ciblé des marchés et se sont concentrées sur une vingtaine de produits. En gros, vingt produits au sens large du terme (y compris les produits dérivés) représentent plus de 80 % des exportations japonaises. La voiture la plus vendue l'an dernier est la Honda Accord. Les constructeurs japonais maîtrisent désormais 25 % du marché de l'automobile américain, plus de 40 % en Californie. Comme ils sentent là-bas qu'une résistance s'organise, ils visent l'Europe. Ils ont actuellement 11 % du marché européen, ils visent 25 % et il est assez vraisemblable qu'ils les obtiendront. Le problème est de savoir dans quel délai. C'est toute l'histoire des quotas. Il est évident que les combats de défense contre des entreprises de type japonais ne peuvent pas donner de résultats durables. Pour l'emporter ou être équilibré avec les Japonais, il faut être aussi compétitif qu'eux. Mais dans quel délai ?

La voiture n'est qu'un des secteurs de cette offensive. Le plus inquiétant pour nous, c'est celui des composants électroniques. Les Japonais représentent actuellement plus de la moitié de la production mondiale de composants, occupent plus de la moitié du marché mondial. Or, des composants, il y en a partout. Une incidence pour vous dire qu'autrefois, nous avions estimé que dans un pays comme la France, il nous fallait une politique d'industrialisation militaire pour ensuite déboucher sur le civil. Vous savez qu'aujourd'hui, pour fabriquer des composants qui vont dans les fusées, il faut faire beaucoup de téléviseurs et de magnétoscopes. On prend les composants des magnétoscopes et, de là, on décline le militaire. Ce qui fait que, pour être fort dans le domaine des composants, il faut être fort sur certains prochains marchés protégés et surtout sur les marchés de l'électronique grand public. D'où le combat de Thomson et de Philips en Europe. D'où, au passage, le combat de la télévision haute définition dont dépend en partie l'avenir, car si des groupes comme Philips ou Thomson ne disposent pas de l'atout des normes, alors, bonjour les

dégâts ! Nous serons en réalité entre les mains de fabricants de composants japonais. Les Japonais ont déjà provoqué des pénuries de composants au milieu de l'année dernière pour augmenter les prix. Dès lors que vous avez dans le cas précis 70 % de la production mondiale, vous faites ce que vous voulez. Cela s'appelle un monopole. Le seul grand compétiteur des Japonais en matière de composants, c'est IBM. D'où les regroupements auxquels nous assistons et assisterons autour du leader américain, et sans doute de Motorola qui a également relevé le gant.

La croissance japonaise s'appuie aussi sur une politique mercantiliste à la Colbert. Pendant des années, le Japon a exporté le double de ce qu'il importait. En réalité, le Japon, c'est Louis XIV avec l'électronique. Je vends beaucoup, j'achète le moins possible. Il est l'exception mondiale. Les Allemands aussi vendent beaucoup, mais ils importent beaucoup. Les Coréens vendent beaucoup mais ils importent beaucoup. Le Japon, lui, se protège. Il le fait avec un art consommé car les droits de douane au Japon sont les plus faibles du monde. La bonne foi japonaise est apparemment totale. Vous pouvez faire ce que vous voulez au Japon, seulement le système de distribution est entre les mains des producteurs. Autrement dit, là-bas, c'est l'équivalent de Thomson qui contrôle l'équivalent de Darty. J'aime mieux vous dire que si Thomson contrôlait Darty, on y vendrait moins de produits japonais. Entrer dans le système de distribution japonais coûte horriblement cher alors qu'entrer dans le système de distribution européen coûte les remises que vous accordez aux distributeurs.

La protection du Japon se fait surtout au travers du système de distribution et par des trucs bien connus qu'on utilise d'ailleurs dans le monde entier. Jean-Louis Vilgrain, à l'époque où il était encore Vilgrain, avait un jour entrepris de vendre au Japon des croissants surgelés. Vous savez que, pour des croissants surgelés, il faut utiliser la pâte dans les 40 jours. Le dédouanement se faisait toujours curieusement le 39^e jour ! Alors Vilgrain est allé vendre ses croissants à Hong Kong et il a renoncé aux Japonais qui ont en plus toujours refusé d'importer même de la farine. Le lobby de l'agriculture japonaise est beaucoup plus puissant que le lobby de l'agriculture française.

La croissance japonaise est liée aussi au travail des Japonais et au style de management de leurs chefs d'entreprise. Tout le monde l'a dit, et l'Institut de l'Entreprise a été le premier à le dire fort en France, puisque c'est à partir de 1975 que nous avons organisé des missions là-bas pour montrer comment faisaient les Japonais. Nous avons constaté qu'effectivement les salariés japonais, ceux que l'on vous montre, sont tout à fait associés à la vie de l'entreprise et y adhèrent fortement. Nous avons cru constater, mais là j'ai corrigé cette erreur d'optique, que la réalité des discussions, des pouvoirs mêmes, venait plutôt d'en bas. En fait au Japon comme partout, il y a des gens qui commandent. Simplement ils ont l'astuce de commander en donnant le sentiment aux

gens de la base qu'ils ont une partition à jouer. Il se trouve que les Japonais discutent beaucoup. Mais la conclusion sert toujours les intérêts de l'entreprise.

Ruth Benedict avait montré, dès avant la dernière guerre mondiale, dans un ouvrage, je crois, jugé remarquable par les Japonais eux-mêmes "Le chrysanthème et le sabre", que le Japonais considère l'accomplissement du devoir comme finalité de l'existence. Le travail est ce qui donne un sens à la vie. Au reste, la recherche du bonheur individuel n'est pas dans sa nature. Il éprouve de la joie à participer aux performances collectives. De façon caricaturale, quelqu'un a dit un jour que le Japon est le seul pays socialiste vraiment capitaliste. Il est certainement difficile pour un Occidental d'aller aussi loin dans l'engagement professionnel.

Ne nous faisons cependant pas plus faibles que nous ne sommes. Je trouve que, tout compte fait, et avec moins de travail, nous nous défendons quand même assez bien par rapport aux Japonais. Car, entre nous, les Japonais dont on dit qu'ils travaillent 2 200 heures par an, s'ils travaillaient avec notre efficacité, nous qui travaillons 1 600 heures en moyenne par an, ils nous écraseraient totalement ! Je crois donc qu'il y a aussi des faiblesses dans le système japonais, que nous connaissons mal, et l'une d'elles, c'est justement le fait que la personne se fond dans le collectif.

Je passe rapidement sur l'atout japonais de la qualité, parce que tout le monde en parle, notamment avec la recherche du "triple zéro" - "zéro défaut, zéro stock, zéro délai" - inventé, je vous le rappelle, par les Américains. Toute la campagne sur la qualité, c'est IBM 1936. Seulement cela a été revu et corrigé par des profs américains qui ont cru bien faire en portant la recette au Japon. Les Japonais l'ont adoptée à leur manière, en faisant souvent l'économie du taylorisme.

Voilà pour le développement industriel et la puissance industrielle. Voici, plus rapidement, la puissance financière.

Les Américains souhaitent que les Japonais importent plus, dépensent plus, travaillent un peu moins. Mais, dans le même temps, ils se disent qu'il ne faudrait pas que cela aille trop vite quand même parce que l'épargne japonaise finance les déficits américains. Les Etats-Unis, certes, actuellement, font des progrès et réduisent très progressivement leur déficit : mais, s'il n'y a pas l'épargne japonaise, il n'y a pas d'équilibre mondial. Nous avons en plus le problème de l'Allemagne, qui contribuait aussi à l'équilibre américain, mais comme l'Allemagne va dépenser une part importante de son épargne en direction de l'Est, l'épargne japonaise sera plus nécessaire encore. Vous savez que la Bourse japonaise donne des frissons aux Européens qui y placent de l'argent. Je ne la leur recommande pas. D'abord parce que la Bourse japonaise n'est pas du tout comme nos Bourses à nous. Les Japonais sont des joueurs. Il y a dans la Bourse du Japon un côté "jeu" que nous ignorons. Deuxièmement

les entreprises financières japonaises, comme Nomura, ont une capacité financière qui leur permet d'agir de plus en plus sur la Bourse du Japon et sur les Bourses mondiales. Nomura pourrait racheter l'essentiel des valeurs américaines.

J'en viens au *crayon*. Il y a une évolution de la demande de biens de consommation, c'est vrai, à la suite du rapport Maekawa, suggéré par les Américains pour préconiser, comme je l'ai dit, un peu moins de travail, un peu plus de consommation. Les Japonais essaient d'être les bons élèves de la classe. Ils se sont rendu compte qu'il y avait une limite à ne pas franchir, un peu comme des nouveaux riches, comme l'ont été les Américains en d'autres temps. Il ne fallait pas qu'ils rachètent le Rockefeller Center. C'est la bêtise qu'il ne faut pas faire si l'on ne veut pas s'attirer les foudres de la presse américaine. Vous pouvez prendre la majorité des firmes chimiques, vous pouvez prendre la majorité de firmes peu visibles, par exemple des fabricants de machines à fabriquer des composants, encore qu'il y ait eu là un holà américain, mais il ne faut pas acheter Rockefeller Center, car après cela, la télévision en parle et l'opinion se dit "l'ennemi arrive". C'est un peu ce qui s'est produit récemment et ce qui risque de se produire s'il y a quelques erreurs psychologiques japonaises en Europe. D'où le fait que les Japonais, qui sont très astucieux, se sont dit : "comme nous avons des moyens financiers, nous allons moins exporter mais nous implanter", et c'est ce qu'ils sont en train de faire. Si vous êtes maire d'une commune et si vous cherchez une entreprise, cherchez des japonaises, vous avez plus de chance de les attirer que si vous cherchez des allemandes ou des américaines, c'est l'évidence. Les Japonais sont sollicités aujourd'hui par toutes les Datar de la terre et la très libérale Angleterre, qui leur accorde des subventions, les plus fortes que j'aie jamais connues en tant qu'ancien Commissaire à la reconversion industrielle. Seulement les Anglais sont intelligents, ils trouvent des moyens tels qu'ils ne sont pas enregistrés à Bruxelles. Ils sont donc purs et font de l'implantation avec des appuis qui ne se voient pas. Nous, nous mettons tout sur la table comme la Cour des Comptes, et nous sommes accusés de n'être point libéraux.

Les Japonais sont en train de passer de la qualité à la sophistication. C'est un souci normal pour un pays, devenu très riche, de vendre très cher son travail et d'acheter de moins en moins cher le travail des autres. Alors se pose la question : que résultera-t-il d'un Japon passé de la modestie à la puissance ? J'aurais tendance à terminer là-dessus parce que pour moi, c'est le *pointillé*. Il y a quelque chose que je ne comprends pas dans le phénomène japonais. Je l'ai décrit comme un Européen qui est allé au Japon dès 1962 et a suivi ses développements. Mais j'en parle "de l'extérieur".

Que veut faire le Japon de sa puissance ? En réalité il ne jouera un rôle mondial que si le Yen devient une monnaie mondiale. Or une monnaie mondiale signifie que le pays qui cherche à l'avoir admet que les conséquences de cette situation s'appliqueront à toutes les

données de sa politique intérieure. Le dollar est une monnaie mondiale parce que les Etats-Unis ont agi avec un sentiment de responsabilité mondiale, qui leur a coûté cher en termes budgétaires. D'ailleurs depuis 1971 ils ont essayé de répartir les charges. Il n'en reste pas moins qu'ils ont assumé leurs responsabilités. Les Japonais ne prennent pas le chemin d'assumer la responsabilité d'une monnaie mondiale.

Par ailleurs, nous pouvons nous inspirer de leur modèle quant à la structuration des entreprises. Si nous pouvons tirer quelques enseignements de leurs méthodes de travail, je ne crois pas que nous puissions transposer exactement leur modèle de société. J'ai l'impression que ce modèle va quelque peu évoluer par les femmes. Les Japonais, comme nous, vieillissent. Comme ils ne trouvent plus de main-d'œuvre et que, racistes comme ils sont, ils ne veulent pas en importer, ils sont bien obligés d'embaucher des femmes. Les femmes japonaises sont bien formées et, au fur et à mesure qu'elles vont s'introduire dans les entreprises, ce sera comme partout ailleurs. Vous savez, une femme est précise, ne parle pas beaucoup et pose de vraies questions. Le climat change dans les entreprises lorsque les femmes s'y mettent : il y a moins de palabres, moins de temps de travail et plus de productivité. Des transformations vont donc s'opérer au Japon, mais cela ne suffira pas à faire du Japon un modèle qui puisse, comme l'a été le modèle américain, nous inspirer vraiment. En revanche, il inspire des pays asiatiques.

Nous assistons pour l'instant au déclin du modèle américain. Je ne crois pas au modèle européen unique parce que la nature de l'Europe, c'est sa diversité. Mais je crois à l'existence de la réalité européenne et au style de chacun. Le modèle dominant reste tout de même, du point de vue économique, le modèle américain, même s'il est déclinant. Quant au modèle japonais, que veulent en faire les Japonais ? Autrement dit, nous sommes, pour la première fois dans l'histoire, en face d'un phénomène extraordinaire, une très grande puissance qui ne sait pas elle-même ce qu'elle veut en faire.

Jean-Marie DOMENACH

Qui peut se vanter de bien connaître le Japon ? Les étrangers ? Sûrement pas ! Quant aux Japonais ils n'aiment pas en dire très long sur leur pays. Je me bornerai à des paradoxes et vous y donnerez la réponse que vous souhaitez.

C'est une vieille histoire, l'approche paradoxale du Japon ! Reportez-vous à l'un de nos meilleurs classiques, *La famille Fenouillard*. L'arrivée de la famille Fenouillard à Tokyo est un morceau superbe. Le père Fenouillard prétend que le Japon est un pays archaïque, et M^{me} Fenouillard que c'est un pays moderne. A l'entrée du Palais Impérial, (on est dans les années 1880), on voit un soldat à la prussienne, avec un fusil, et M^{me} Fenouillard triomphe : c'est un pays moderne ! On arrive à la Cour où l'on voit tous les courtisans avec leur costume de fête. C'est alors M. Fenouillard qui triomphe : c'est un pays

archaïque !

Il est très difficile de sortir de ce *paradoxe fondamental* entre l'ancien et le moderne. Je ferai une première remarque. L'idée reçue en Europe, en Occident généralement et qui vient de Max Weber (Karl Marx avait le même point de vue) est que le capitalisme et la performance technique étaient caractéristiques de la tradition occidentale et qu'elles avaient en particulier pour fondement la bourgeoisie, et plus précisément la bourgeoisie puritaine. Maintenant, avec le Japon, nous avons la certitude inexplicée, mais explicable certainement, que d'autres chemins peuvent conduire à la modernité, que plusieurs cultures peuvent supporter, nourrir le capitalisme, l'investissement, la performance technique. Songeons aussi à Heidegger qui nous a expliqué que la technique, c'était l'oubli de l'Être. Or nous voyons au Japon la puissance technique coexister avec une culture qui témoigne d'un sens de l'Être que nous avons presque perdu. Elle est fascinante cette entente amoureuse entre un peuple et sa technique. On ne voit pas un escalier roulant en panne à Tokyo. C'est un spectacle unique au monde qui a profondément une raison culturelle qu'il faudrait chercher à expliquer. Tel est le premier paradoxe.

Voici le *deuxième paradoxe* : Le Japon est un pays riche où les gens sont pauvres. Il y a quelques personnes très riches au Japon mais, globalement, le comportement du Japonais est sobre, sinon austère. Ce sont des gens qui ont l'habitude de la pauvreté, et je crois que ça a été une des raisons du développement dont vient de parler Michel Drancourt. Comment développer et prolonger un comportement austère ? L'austérité là-bas, on n'a pas besoin de la suggérer par des discours, elle est là. Comportement austère au sein d'un pays qui est, au moins financièrement, le plus riche du monde, et cette opposition est extrêmement frappante jusque dans la vie quotidienne : elle fait l'un des charmes du Japon, où se maintiennent des structures, des mentalités, des mœurs qui relèvent de la pauvreté au bon sens du mot, pas de la pénurie mais d'une culture et d'une morale de la pauvreté, pour qui un sou est un sou, pour qui la nourriture est rarement une fête.

Cela me pose une autre question. Comment se fait-il que l'argent n'ait pas réussi à corrompre la moralité japonaise au point où elle a corrompu d'autres moralités - encore que, au niveau supérieur, au niveau politique, on ait assisté à des scandales gigantesques ?

Mon *troisième paradoxe* est celui qui relie la précarité et cette énergie qui pousse les Japonais à travailler et à investir. Cette précarité tient en particulier à la vie dangereuse du Japon dans une zone de tremblements de terre. Il ne faut jamais oublier deux choses au Japon : l'une c'est la langue, l'autre c'est le tremblement de terre. Ce n'est pas du même ordre mais c'est fondamental.

Comment se fait-il que cette précarité n'ait pas conduit les Japonais à la dépense, à la jouissance, mais au contraire à investir avec acharnement, puisqu'ils empruntent même sur trois générations. Il est vrai qu'ils

ne vivent pas dans la même durée que nous.

Mon *quatrième paradoxe*, qui résume et peut-être en partie explique les autres, c'est que nous avons affaire à une société (je vais employer un mot savant qui a été forgé par le sociologue Louis Dumont), à une société holiste, du grec *holos*, le tout. C'est-à-dire une société traditionnelle, hiérarchisée, partiellement "castée". Il y a encore des castes au Japon, même si les Japonais n'aiment pas qu'on leur en parle. Voilà une société du modèle le plus traditionnel, le plus hiérarchique qui soit, qui s'est avérée capable d'intégrer, et même, dans une certaine mesure, de développer l'individualité. C'est un des points les plus intéressants du livre de M. Maury "*40 patrons parlent*", qui vient de paraître aux éditions du Seuil, que cette démocratie dans l'entreprise, au moins en apparence (il faut toujours chercher, au Japon plus qu'ailleurs, les choses qui sont derrière les choses) mais il semble que le patronat japonais, en général, ait réussi à faire participer son personnel, à le consulter plus que chez nous. On dit que le Japon est un pays hiérarchique et la France, un pays démocratique. Je veux bien mais il n'y a pas beaucoup d'entreprises en France où les patrons déjeunent à la cantine. La société japonaise offre un contraste troublant entre une réalité souvent cruelle, impitoyable même, et d'un autre côté une convivialité étonnante. L'atmosphère qui règne dans les petits bistrotis des villes, dans les quartiers qui n'ont pas encore été saccagés, est gaie, amicale. Cela n'a pas du tout l'allure glacée, hiérarchique, un peu prussienne que l'on assigne en général aux Japonais. Il faut essayer de comprendre, ne pas opposer des comportements ou des mentalités les uns aux autres et chercher comment ils s'articulent. Peut-être est-ce précisément l'aspect traditionnel et holiste de cette société qui permet une communication plus facile, du moins dans certains lieux et à certains niveaux. Je ferai une hypothèse au passage : ce n'est sans doute pas par hasard qu'en France les implantations les mieux réussies des entreprises japonaises se sont faites en Bretagne et en Alsace. Il y a dans ces deux pays des restes de tradition de société holiste, où les Japonais se sentent mieux à l'aise, je crois, que dans les régions les plus modernisées de France.

Il faut renverser nos catégories quand on cherche à comprendre le Japon ; cesser d'opposer, mais penser de façon systémique, l'imbrication des structures et des comportements. Ce qui m'a frappé chez les Japonais c'est leur capacité de recyclage qui parfois nous semble cocasse. Les Français ont beaucoup de peine à comprendre qu'il y ait des sociétés qu'on appelle grossièrement de gangsters, de mauvais garçons et qui ont pour tâche d'aider la police. Ces sociétés ont un Conseil d'administration, sont cotées en Bourse, ont leur temple et leurs dieux. Lorsque j'y étais, il y en avait une qui venait de faire faillite. La Bourse est dangereuse au Japon. C'est très surprenant pour un Français mais le résultat est que la sécurité à Tokyo est la meilleure du monde. De même existe un recyclage financier puisque, dans beaucoup d'entreprises, il y a un quêteur qui passe à la fin du mois et qui reprend une partie du salaire, qui est donc réinvesti

immédiatement et qui servira aussi de bourse, de dot, pour les enfants. Voilà un système qui se boucle sur lui-même. Ainsi encore le système des bars où des jeunes femmes charmantes abreuvent, un peu plus qu'il ne le faut, des travailleurs qui sont fatigués, qui ont besoin de consolation et qui naturellement bavardent. Je donne raison à Michel Drancourt : dans les bars, ce sont les hommes qui bavardent et les femmes qui écoutent, mais ce qu'elles entendent n'est pas perdu pour tout le monde. Si l'homme se plaint de son patron il est probable que le patron en sera averti. Peut-être y a-t-il là aussi une manière d'assurer une excellente sécurité dans les grandes administrations de l'Etat.

C'est donc au Japon le règne de la non-contradiction : il faut ne pas heurter, il faut s'intégrer. Le Japonais éprouve un profond bonheur dans cette intégration à un certain niveau qui n'est pas celui de la caporalisation. Le mot de bonheur devait être prononcé ici à propos du Japon, il revient dans la bouche des chefs d'entreprise, dans les entretiens que Maury a eus avec des patrons japonais et dont l'un lui a même dit que la finalité de son entreprise c'était le bonheur, le bonheur de son personnel par quoi il rejoint le vieux paternalisme. Cette manière d'intégration est extrêmement intéressante. Je ne donne qu'un exemple : Drancourt évoquait tout à l'heure l'industrie automobile, son ami Calvet a moins bien réagi que Honda. Qu'a fait Honda ? Honda a fait la somme de toutes les limitations, interdictions et contraintes imposées dans tous les pays du monde aux automobiles et puis, il a sorti des automobiles qui répondent à toutes ces spécifications. Le résultat, d'ailleurs, est que, depuis quelques années, on peut se promener à Tokyo sans être empoisonné par les échappements.

Je crois qu'il y a un autre espace-temps là-bas : c'est mon *cinquième paradoxe*. 14 % environ du territoire japonais est habitable mais le territoire symbolique est immense. La richesse inouïe de cette langue et de cette culture que je n'ai pu qu'approcher à travers des linguistes fait que l'espace est dans leur culture. C'est fantastique d'avoir réussi à conserver cela, bien que la langue soit érodée puisque (c'est un problème pour les traducteurs) elle devient incompréhensible de siècle en siècle et, même maintenant, chaque vingt ans, un certain nombre de caractères disparaissent.

Le temps non plus n'est pas de même nature que le nôtre. Les Japonais ont une histoire linéaire et cyclique. Et, quand je songe à cette opposition, fréquente chez nous, entre le changement et la permanence, j'évoque les temples japonais reconstruits aussi chaque vingtaine d'années en bois, ce sont les mêmes et ce ne sont plus les mêmes.

"Paradoxes de la puissance"...

Le *dernier* et il est redoutable, c'est la faiblesse du pouvoir. Le Japon est une puissance énorme et très faible. Puissance économique et financière, mais qui, non seulement se heurte à des contradictions gigantesques - celles de la spéculation foncière, une accumulation

financière qui risque de se retourner contre elle-même -, mais c'est une puissance qui déborde la politique, qui n'est pas intégrée dans un projet, dans un contrôle. Le grand problème des Japonais c'est cela : la politique se réduit à une gestion des finances et de l'économie. Est-ce que les dirigeants politiques ne seront que des délégués, sinon les domestiques des grandes affaires ?

Il ne faut pas aller chercher là-bas, comme certains industriels naïfs le croient, des "trucs" comme ils allaient en chercher aux Etats-Unis, il y a trente ans, parce que la plupart de leurs trucs ne sont pas intégrables chez nous. Les Japonais vivent dans cet intermédiaire entre l'ombre et la lumière, dans ce que Tanizaki a appelé la pénombre. C'est différent de la clarté française. Une des grandes leçons qu'ils nous donnent, c'est celle de la fécondité d'une culture qui est à la source de leur réussite. Bien sûr nous n'avons pas leur langue qui, en elle-même, comporte un écart, écart entre le caractère chinois et la phonétique qui permet de poétiser.

Quand on méprise le Japon, je réponds toujours que je ne connais pas d'autre pays au monde où le plus grand journal (il titre à 9 millions d'exemplaires) "l'Ashai Shimbun" publie en première page chaque jour un poème. Vous imaginez un poème en première page du "Monde" ou du "Figaro" ? Je crois que c'est un certain rapport à la culture que des hommes d'entreprise, et plus généralement des Français, pourraient tirer de la méditation de l'exemple japonais. Cette réussite technique a un rapport profond avec la langue, avec cette culture symbolique. Vous trouverez là-dessus des pages passionnantes dans le livre d'Augustin Berque sur l'espace japonais.

Je me suis laissé dire au cours de mon dernier voyage, il y a juste un an, que la dernière décennie serait une décennie culturelle. Qui a proclamé cela ? Je ne sais pas, le Japon le reprend à son compte et je me dis que c'est une initiative qui ne serait pas mauvaise : elle aura pour avantage de freiner un peu cette puissance et aussi, je pense, de ramener les Japonais au plus près de ce culte de la beauté qui a été de tout temps leur caractéristique.

*
* *

Ces deux exposés ont suscité un vif intérêt, dont ont témoigné les nombreuses questions posées aux conférenciers, lesquelles ont permis à ces derniers d'apporter d'utiles compléments.

ROLE DES ETATS-UNIS DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA PUISSANCE JAPONAISE

Michel DRANCOURT

Je partage tout ce qu'a dit Jean-Marie Domenach. Une remarque complémentaire sur le capitalisme et la bourgeoisie. Le Japon n'aurait pas pu se développer comme il l'a fait s'il n'avait profité de l'existence des Etats-Unis qui sont le seul Marché Commun existant

réellement au monde. En fait, au lendemain de la guerre, le combat était le même à l'Est et à l'Ouest. Les Américains penchaient à juste raison, et l'avenir l'a prouvé, que le meilleur moyen de lutter contre le communisme était la prospérité. En Europe, ils l'ont favorisée en suscitant l'union. Au Japon, ils l'ont favorisée en laissant librement l'accès des produits japonais au marché américain. S'il n'y avait pas eu l'apport américain, l'entrée du Japon dans la modernité aurait été beaucoup plus difficile. Je crois également que le rôle d'une certaine intelligentsia américaine a été déterminant. Le Japon a eu un shôgun qui s'appelait le Général Mac Arthur. Il a eu - ainsi que son entourage - une influence considérable sur le Japon.

INNOVATIONS JAPONAISES DANS LES METHODES DE TRAVAIL ET LE MODE DE GESTION DES ENTREPRISES

Michel DRANCOURT

Les Japonais sont, je crois, des gens sérieux et méthodiques. Ne voyez pas dans le propos qui va suivre quoi que ce soit de désobligeant. Peut-être ne se considèrent-ils pas aussi intelligents que nous croyons l'être, nous, ce qui fait que lorsqu'ils voient quelque chose, ils le notent. Même les patrons, là-bas, ont la sagesse de ne pas penser avoir la science infuse. C'est vrai que, depuis toujours, les Japonais se sont beaucoup intéressés à ce qui se passait ailleurs.

Sur le terrain de l'entreprise proprement dit, je peux vous donner la technique, car je l'ai vérifié à maintes reprises, selon laquelle se déplace une délégation japonaise. Il y a le patriarche, ce que nous appellerions le patron, et qui est entouré de sous-patrons. Il y a une hiérarchie très nette. Viennent ensuite l'équivalent des jeunes administrateurs civils qu'on trouve dans les cabinets ministériels en France et qu'on trouve aussi dans les grandes entreprises. Lorsqu'il y a des discussions, vous ne verrez jamais un Japonais tout seul. C'est la raison pour laquelle, si vous les recevez, ne soyez jamais seul. Soyez cinq ou six, sinon vous n'y arriverez pas. Faites comme eux, c'est-à-dire que celui qui a le plus de poids parle le moins possible. Il y a quelqu'un qui est chargé de poser des questions, un autre de répondre. Là, c'est l'homme de la cinquantaine. Celui de trente ans prend des notes, des photos, et, le soir, par télex ou autre système, transmet les informations à l'entreprise au Japon. Lorsque la mission revient, les résultats qu'elle a enregistrés, les informations qu'elle a eues ont déjà été décortiqués. On ne passe pas son temps à raconter ce qu'on a vu, on va à l'essentiel. Vous savez qu'en France, il suffit - j'en ai moi-même l'expérience - que vous reveniez d'une mission d'études et que vous disiez "je crois que ce serait intéressant que j'en fasse part à ceux d'entre vous qui sont intéressés". La réponse est très souvent : "il y a belle lurette qu'on connaît ce que vous allez nous raconter". Les Japonais ont de l'humilité devant les faits, et une grande pratique des techniques d'information.

Une anecdote, lors d'une des missions de l'Institut de

l'Entreprise, nous avons apporté le livre de Silvère Seurat sur le transfert de technologie. Notre mission durait huit jours. Nous sommes arrivés un lundi chez Kawasaki. Nous avons une réunion finale le vendredi où figuraient les représentants de Kawasaki. Le vendredi à 15 heures, on me demande : "l'auteur du livre est-il là, car nous avons dix questions à lui poser ?" Ils avaient lu, étudié le livre et avaient déterminé avec précision les questions à poser. Extraordinaire !

Les Français, pour avancer, ont toujours besoin de se donner des défis et de faire mieux que les Américains, que les Japonais, etc... En définitive, les missions que nous avons montées là-bas, et beaucoup d'autres, ont eu des résultats très concrets. Lors des visites nombreuses que j'effectue dans les entreprises françaises, je constate que la leçon japonaise a porté. "Ce sont les hommes qui font la différence" est un slogan désormais pris très au sérieux dans les entreprises françaises majeures. Mais nous avons encore des efforts à accomplir.

Il est vrai que le niveau de formation japonais moyen, en tout cas dans les entreprises que nous visitons, est supérieur à celui que nous trouvons en France. D'autre part, il y a une pratique japonaise que je n'ai encore jamais vu transposée en France. Pourquoi les cercles de qualité qui, là-bas, sont dans le système et non pas, comme disait J.M. Domenach, "un truc posé", fonctionnent-ils très bien ? Parce qu'à la sortie de l'équivalent des Grandes Ecoles, on prend le polytechnicien moyen de 23 ans, on le met à la base, à la chaîne, chez Toyota ou ailleurs. Il a une rémunération qui ressemble à celle du gars qui est à la chaîne. Il va être jugé dans les trois ans qui suivent, non pas sur son brillant technique, mais sur sa capacité à dialoguer avec les gens. Il y a une grande différence entre des cercles de qualité animés ou avec la présence de ce qui est l'encadrement futur de l'entreprise, et des cercles conduits par des contremaîtres du tas. Personnellement, j'attends qu'en France le Polytechnicien moyen entrant dans l'entreprise aille à la chaîne pendant quatre ans, avec un salaire simplement un peu supérieur à celui de l'atelier.

Cela étant, tout en nous inspirant de ce que font les Japonais, nous devons inventer les méthodes permettant de développer notre productivité, en dépit du poids beaucoup plus lourd que fait peser sur le travail l'Etat français comparé à l'Etat japonais.

La manière dont les Japonais gèrent les entreprises en Europe ? C'est un démarrage. Pour nous, c'est très visible parce que c'est concentré sur quelques secteurs d'activités. Il est toujours plus facile de réussir une implantation lorsqu'on sélectionne les gens qu'une reconversion ou une action à l'intérieur d'un pays.

J'étais en Alsace lundi dernier et je me suis fait expliquer comment on sélectionnait les gens de Sony. Il est évident que beaucoup de gens qui sont embauchés par des entreprises françaises ne passeraient pas la barre. Il y a donc une forte sélection au départ, qui favorise un bon climat.

Deuxièmement, on ne le dit pas assez, il y a des échecs. Les gens de Saint-Quentin savent que Motobécane n'a quand même pas été un très grand succès et, à ma connaissance, les victoires communistes aux élections de Saint-Quentin sont à mettre au compte d'un échec japonais. Donc il en existe aussi. Je crois que nous assisterons effectivement à d'autres échecs durant les années qui viennent.

Cela étant, à propos des réussites japonaises, je voudrais parler rapidement des salaires. En général les rémunérations de base dans les entreprises de type japonais à la base sont supérieures aux nôtres. La méthode japonaise est, comme chacun le sait, fondée sur un fixe + primes. La part de primes est importante. On verra comment la transposition s'opérera dans les entreprises japonaises implantées en Europe.

ORIGINALITE PROFONDE DU JAPON

Michel DRANCOURT

Parmi les livres qu'il faut lire sur le Japon, vous trouverez le mien, bien sûr, et celui de Maury, "40 patrons parlent", qui est excellent. Il faut lire le livre de Karel van Wolperen, qui vient de paraître chez Fayard, traduit en français, et qui a eu un grand succès aux Etats-Unis : "L'énigme de la puissance japonaise", titre qui est un peu le même que celui de notre conférence de ce soir.

Van Wolperen explique le Japon par les conformismes, le conformisme familial, le conformisme qui tient au respect des anciens et à la tradition, et au fait que, dit-il, chacun au Japon joue une partition. Sa thèse, qu'il est venu nous expliquer il y a quelques jours à l'Institut de l'Entreprise, est que, curieusement, au Japon, il n'y a pas de pouvoir. Il n'y a pas le pouvoir, il n'y a pas quelque part à l'Elysée quelqu'un dont on peut dire "c'est Dieu !". Lorsqu'un Premier Ministre est nommé, il va rendre visite à l'équivalent de François Perigot - F. Perigot serait un jeune homme là-bas - le candidat à la présidence du patronat japonais ne saurait envisager cette carrière qu'à partir de l'âge respectable de 70 à 75 ans.

Le gouvernement, l'armée, la police, les bandits, les professeurs qui n'ont pas beaucoup de pouvoirs, les administrations, tout cela s'équilibre, chacun joue sa partie avec sans doute un poids plus grand pour le cercle des grands chefs d'entreprise. L'une des difficultés pour les Japonais ou les Japonaises, c'est de sortir du sentier qu'on leur a indiqué. Et quand ils le font, ils sont mis à l'index. D'où le fait que les Japonais ayant longtemps vécu dans nos pays, lorsqu'ils rentrent chez eux, ne trouvent d'emplois que dans des entreprises européennes ou américaines installées au Japon. Incidemment, du point de vue de l'avenir du management, ceci va poser un problème aux entreprises japonaises : au fur et à mesure qu'elles vont se développer dans le monde, elles seront bien obligées d'expatrier des cadres. Si ces gens, au moment où ils reviennent comme les nôtres, ne retrou-

vent pas la place qu'ils auraient méritée, cela entraînera des difficultés.

Donc, des pouvoirs qui se combattent, s'équilibrent entre eux. On sait à peu près comment chacun va jouer la partie, ce que le MITI, le Ministère du Travail, vont faire. Ces administrations ne s'entendent pas plus que les nôtres. En préparant mon livre, j'avais trouvé des statistiques sur les demandes d'emploi japonaises qui étaient un peu plus fortes que ce que l'on disait. J'ai eu une réunion à Tokyo avec une équipe du MITI. Je dis : "tenez, voilà des chiffres très récents d'emploi, pouvez-vous me les confirmer ?" Grand branle-bas de combat. On appelle trois jeunes agents du Ministère qui, deux heures après, reviennent et soufflent quelques chose à l'oreille de mon interlocuteur : "Mais où avez-vous eu ces chiffres ?" Je lui réponds : "tout bonnement à l'Ambassade du Japon à Paris et ils sont en provenance du Ministère du Travail". "Oh, me disent-ils, ils ne valent rien !"

Se neutralisant en quelque sorte à l'intérieur du pays, les Japonais, en revanche, font corps à l'extérieur.

Autre facteur pour comprendre le Japon et que Jean-Marie Domenach a souligné : les Japonais sont très sensibles aux menaces permanentes qui pèsent sur eux.

"Futuribles" a repris récemment un article tout à fait intéressant d'une banque japonaise : "Si Tokyo tremblait". Si Tokyo tremblait, c'est une économie équivalente à celle de l'économie anglaise, et même un peu plus, qui disparaîtrait en quelques minutes, et ce serait sept ans de crise pour le monde entier.

Le Japon, même s'il vieillit, a tout de même produit beaucoup d'enfants pendant un certain temps. Sur ses 103 ou 104 millions d'habitants, il ne peut en nourrir par lui-même qu'une trentaine de millions. Il est tenu par l'extérieur. Ce sentiment, cette conscience de la vulnérabilité, expliquent aussi que les Japonais se sentent engagés dans une même aventure.

En France, il est très difficile d'obtenir cette cohésion parce que la France est un pays de cocagne... Au Japon, il n'y a pas de cocagne, il y a l'obligation de survie.

La religion ? L'étude des religions, je vous renvoie aux articles d'Hubert Landier qui prétend que le bouddhisme se prête mieux à une bonne vie sociale à l'intérieur de l'entreprise que le catholicisme. Mais je ne suis ni assez bouddhiste ni assez chrétien-social pour faire une vraie comparaison. Je constate d'une façon très banale que nous sommes une société fondée sur la personne et que le Japon n'est pas une société fondée sur la personne.

CONTAMINATION POSSIBLE PAR L'OCCIDENT ? LE JAPON A-T-IL DES POINTS FAIBLES ?

Jean-Marie DOMENACH

Comme Michel Drancourt je crois qu'ils se font des illusions ceux qui s'imaginent qu'après nous avoir pris, comme on dit chez nous, nos secrets techniques ils vont

nous prendre nos microbes et qu'ils travailleront moins et auront envie de partir en vacances. On en est encore très loin, il suffit d'assister à l'extraordinaire spectacle de la grève de printemps. C'est le moment où précisément sont négociées ces fameuses primes, ce *bonus* dont parlait Michel Drancourt. Quant on voit circuler les locomotives avec de grandes inscriptions "Nous sommes en grève", c'est pittoresque, et c'est instructif pour un usager du métro parisien. Ce sont là des mœurs plus civilisées, même si on a envie d'en sourire.

Donc je crois, comme Michel Drancourt, que l'élément déstabilisant dans ce qu'il a appelé cette compacité, et que j'appelle le holisme, ce sera les femmes dont j'ai lu dans son livre que la moitié d'entre-elles déjà travaillaient. Ce chiffre m'a surpris, parce que les femmes travaillent rarement avant que leurs enfants, quand elles en ont, soient en mesure de quitter la maison. Donc, si les femmes entrent plus avant dans la vie professionnelle et sociale, il y a des hiérarchies (parce que, dans une société holiste, les hiérarchies sont entrecroisées), qui vont s'effondrer. Je ne dis pas du tout que les femmes sont opprimées, au contraire, en un certain sens elles ont davantage de pouvoir que chez nous puisqu'elles règnent en maîtresses sur la maison. Ça c'est un élément extrêmement important sur lequel on peut compter peut-être pour déstabiliser la société japonaise.

Je dis en passant que je trouve très remarquable que la peur du Japon ne semble pas régner dans cette salle, et je trouve cela très bien parce que nous avons tendance, puisque notre ennemi proche est en train de s'affaiblir, à nous en chercher un plus loin et je crois que ce serait une très mauvaise chose de se fasciner de façon hostile sur le Japon bien que je sois revenu, en juin de l'année dernière, très, très impressionné par ce sentiment de puissance, de performance, de perfection technique que donne la société japonaise, cette manière d'ajuster les hommes à la machine, qui est quelque chose de si rare chez nous. L'observation d'un chantier a toujours quelque chose de très instructif. On y voit la façon dont se coordonnent les activités. C'est admirable là-bas, quoique inquiétant. Je ne sais pas si Michel Drancourt a visité les usines Honda. Il y a dans les ateliers de grandes loges où se trouve peinte une déesse japonaise avec ses cent bras, et dans chaque main est inscrit le nom d'un ouvrier avec les notes qu'il a méritées de ponctualité, de zèle, etc... Là on sent bien ce qu'est cette totalité à la fois enfermante et libératrice.

Parmi les faiblesses du Japon, il y a l'enseignement, non pas l'enseignement primaire (d'ailleurs il faut le faire : quatre alphabets dont le nôtre et dont un qui comprend 2 500 signes, ce n'est pas commode à mémoriser). Or, on leur apprend leur langue, et on ne pourrait pas en dire autant en France. C'est fondamental. Quant à l'apprentissage de l'anglais dont on nous rebat les oreilles il me semble très faible pour une dépense d'énergie énorme.

Quelles sont les faiblesses du Japon ? Elles résultent d'un excès de puissance qui est difficilement contrôlable. A la question que j'ai posée je n'ai aucune réponse : y

a-t-il une force politique capable de contrôler ce système, de l'orienter, d'en faire un projet, ou bien cette puissance va-t-elle se gouverner elle-même, se mettre en état de pilotage automatique, ce qui risque de la conduire à une catastrophe si certaines limites sont dépassées. Il y a des gens hostiles au Japon qui espèrent un Pearl Harbor économique, ce qui n'est pas du tout mon cas.

D'autre part, le problème auquel nous nous trouvons confrontés à Paris est là-bas dix fois, vingt fois plus grave, c'est celui de la spéculation financière, de la hausse insensée du prix des terrains qui a pour conséquence la distance entre l'entreprise et le domicile, qui aboutit à des trajets infernaux, de deux, trois ou quatre heures par jour dans des wagons bondés. Voir défiler tous ces gens dodelinant de la tête, à moitié endormis, dans d'interminables réseaux de trains de banlieue et de métro, est quelque chose qui n'est pas du tout réconfortant. D'ailleurs les mégapoles japonaises ont un aspect assez désagréable. Détruites par les bombardements ou les tremblements de terre, elles ont été trop souvent reconstruites de façon monotone. C'est d'ailleurs un autre paradoxe : comment se fait-il qu'un peuple aussi ami de la beauté, probablement le plus soucieux de la beauté dans le moindre détail de sa vie quotidienne, comment a-t-il pu tolérer une pareille destruction de son paysage ? Ce qu'est devenue la Mer Intérieure, c'est pour moi une tristesse et une énigme à laquelle les Japonais ne semblent pas s'intéresser.

Pour ce qui concerne l'influence de la religion dans la culture, je crois que justement, dans ce sens de la beauté naturelle qui est la leur, il y a une religiosité qui fait qu'on consacre à la divinité un très bel arbre, un très beau rocher. Les Japonais sont pour la plupart ce que nous appelons des païens, leur religion enveloppe la nature entière et colore toute la vie.

Deuxièmement je verrai l'influence religieuse au niveau de la communauté civique. Les Japonais ont la chance, que nous n'avons pas, d'avoir une sorte de religion civile, une très forte imprégnation morale qui, à mon avis, est due à une attitude religieuse en profondeur qui fait que les relations humaines se déroulent sur la base de la fiabilité. On retrouve cela aux Etats-Unis sur une base chrétienne moins marquée. Il est important pour des relations sociales, et aussi pour une économie, de pouvoir compter sur les gens, de savoir qu'on ne cherchera pas à vous rouler. L'honnêteté extraordinaire des Japonais ! Ils feront deux kilomètres pour vous rendre un sou, mais, si vous avez oublié de le leur donner, ils feront aussi deux kilomètres pour vous le reprendre. Il y a là une rigueur extrême dans les comportements moraux. Je ne suis pas spécialiste du bouddhisme, il me semble qu'il y a dans ce système qui est à la fois celui du bouddhisme et de la religion des ancêtres quelque chose qui est un soutien pour la cité, une sorte de garantie de l'honnêteté des relations humaines.

Michel DRANCOURT

Je propose de parler rapidement de quelques fai-

blesse japonaises sur le terrain économique.

La première faiblesse japonaise tient au fait que désormais l'économie japonaise est tellement imbriquée à l'économie américaine que, s'il n'y a pas une entente entre les Etats-Unis et le Japon, les deux risquent de tomber dans la crise. Les Japonais n'en sont pas encore conscients, du fait d'une certaine fierté, pour ne pas dire orgueil. Mais les sages japonais le savent très bien.

La deuxième faiblesse japonaise, c'est certainement le problème du vieillissement de la population. Le système japonais n'a pas prévu de vieillissement. Toutes les statistiques nous montrent que l'entrée massive dans le troisième et le quatrième âge au Japon pèsera bientôt sur les entreprises japonaises plus que sur les nôtres. Les Japonais seront nécessairement obligés de la prendre en charge et cela coûtera plus cher. Je rappelle ce que je disais sur l'appel nécessaire au travail des femmes qui risque de rompre l'équilibre familial japonais. En plus, toute une partie de l'activité japonaise ira ailleurs. Cela entraînera plus de vulnérabilité parce que jusqu'à maintenant le système était compact.

Il y a une faiblesse à laquelle je ne crois pas. Très régulièrement Philippe Pons (du Monde) nous écrit de très bons articles. Il a en plus écrit récemment un livre remarquable : "d'Edo à Tokyo", où il montre que le niveau de formation japonais était bien supérieur au nôtre avant même la prise de contact du Japon avec l'Occident. Périodiquement, il explique dans ses articles que la jeunesse japonaise ne va pas continuer à supporter très longtemps ce qu'on exige des gens dans les entreprises. Je reste sceptique. D'abord je pense que, pour les Japonais, le fait de se plaire dans l'entreprise est la principale satisfaction de l'existence. Là-bas comme ailleurs, et plus qu'ailleurs, le travail, c'est la vie. On est avec des gens, on est avec les autres, on souhaite développer sa vie sociale... Je constate, comme me l'a dit d'ailleurs l'une de mes meilleures sources d'information qui est dans cette salle, qu'autrefois pour intégrer les jeunes dans les entreprises japonaises, il fallait quatre semaines. Aujourd'hui, il faut quatre mois, mais les jeunes s'intègrent, la diversité des activités est telle... Je crois que cet attachement à l'entreprise, cet engagement dans l'action, les Japonais vont les garder.

LE JAPON ASSUMERA-T-IL SES RESPONSABILITES MONDIALES DE GRANDE PUISSANCE ?

Jean-Marie DOMENACH

Les Japonais sont-ils conscients de leur responsabilité mondiale ? Je vous dirais, autant que je l'ai senti, ils commencent à le devenir. Il le deviennent par de bons et de mauvais côtés. Le bon côté c'est qu'ils sentent qu'ils ne pourront pas longtemps continuer à développer cette puissance sans en prendre la responsabilité. Le mauvais côté c'est un certain complexe de supériorité qui commence à se développer là-bas, et une certaine commisération, qui n'est pas toujours sans raison d'ailleurs, à notre

égard, surtout à l'égard des Français. D'après ce que je sais, ils prennent une part de plus en plus grande aux investissements destinés à aider une partie du Tiers Monde). Est-ce seulement dans les régions asiatiques ?

Je me suis rendu au lycée japonais Seijo, près de Colmar, nous avons passé plus de deux jours à discuter. Bien qu'ils entretiennent d'excellentes relations avec la population environnante, ils ne fraternisent pas beaucoup, et ce lycée n'ouvre pas ses portes aux Français, à la langue ni aux élèves. La question que j'ai posée au Proviseur : accepterez-vous des élèves français ? il l'a écartée, en disant "plus tard". Il semble que les travailleurs, les personnels des entreprises japonaises en France, je dis bien "il semble", trouvent plus de confort matériel et moral que dans beaucoup d'entreprises françaises, plus d'écoute également, et que la situation soit assez bonne, mais ce n'est pas toujours la réussite parfaite. En gros l'expérience semble jugée satisfaisante par les personnels.

Michel DRANCOURT

Les Américains poussent les Japonais depuis longtemps à prendre une part du fardeau occidental. Si l'on considère que la Défense fait partie du fardeau, il faut constater que le troisième budget militaire du monde, actuellement, est le budget japonais bien que la Constitution japonaise interdise au Japon d'exercer des activités militaires. C'est à la fois un élément positif et un élément négatif car, dans un certain type d'activités, les Japonais vont devenir très compétitifs.

Les Japonais prennent une part du fardeau mondial en apportant leur épargne à un monde qui n'en fait plus. J'observe, comme Jean-Marie Domenach, des prises de position du Japon trop visibles pour être tout à fait neutres. Hier on annonçait que le Japon envisageait de créer une zone de culture intensive permettant d'alimenter quarante millions de bouches au Sahel. C'est très bien qu'ils s'intéressent à ce genre d'action. Restera à voir comment. En réalité, l'influence du Japon sur le monde résulte surtout du fait qu'il sert de modèle et d'animateur à l'ensemble du Sud-Est asiatique. Les investissements les plus lourds du Japon se situent dans le Sud-Est asiatique - j'entends les investissements en direction des pays en développement. Il y a un phénomène dont il faudra observer ce qu'il donne, qui est le phénomène de la délocalisation à laquelle les Japonais procèdent de plus en plus, qui fait que des pays comme la Malaisie, la Thaïlande, sans doute l'Indonésie demain, vont s'industrialiser très rapidement. On dit que les Japonais s'intéressent à des prises de position dans les pays de l'Est ex-communistes. Mais il y a un phénomène très curieux sur lequel on n'a que peu de renseignements, c'est la relative lenteur de l'action japonaise en direction de la Chine. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de réalisations japonaises en Chine qui aient réellement marqué l'opinion mondiale. Lorsque je rencontre des industriels japonais, je trouve qu'en paroles ils s'intéressent à la Chine et qu'en réalité, ils font comme nous, ils pensent

que tant que ce sera un régime communiste, il n'y aura rien à faire.

Le meilleur moyen que les Japonais auraient de prendre une part du fardeau mondial - j'en reviens au problème du Yen, monnaie mondiale - serait - non sans inconvénient pour nous - qu'en réalité ils prennent une part politique plus grande aux différentes assises mondiales, part qu'ils commencent à prendre au G7, dont, au passage, je dis qu'il est une sorte de Gouvernement mondial très informel.

QUELLE POLITIQUE EUROPEENNE FACE A LA CONCURRENCE JAPONAISE ?

Michel DRANCOURT

Il est certain qu'on ne peut pas refuser des implantations japonaises. Il est par ailleurs normal qu'un pays se développant fort veuille être présent dans le monde entier.

Vous avez raison d'insister sur la notion de réciprocité. Il est quand même absurde que des entreprises japonaises reçoivent des aides importantes pour venir concurrencer nos propres entreprises et qu'à ma connaissance on n'ait jusqu'à maintenant offert ni à Thomson ni à Philips des aides substantielles pour s'installer au Japon. Il y a là un problème qui est européen. Nous avons un Marché Unique qui est un grand projet, mais dont Henri Froment-Meurice a remarqué qu'il n'avait pas de dimension extérieure. Pourquoi ? Parce que là-dessus les Européens n'ont pas le même point de vue. Nous, nous menons en permanence une course de rattrapage. L'Angleterre, elle, est devenue le cheval de Troie des Japonais parce qu'elle a tellement saccagé sa propre industrie que le seul espoir qui lui reste, c'est que d'autres la rétablissent à sa place. Les Allemands sont assez sûrs d'eux. On n'a qu'à regarder l'automobile. Les exportations automobiles allemandes vers le Japon, en masse d'argent, sont équivalentes aux importations allemandes d'automobiles. Mercedes et BMW ont bien joué et ne tiennent pas du tout à ce que le marché japonais se ferme. Nous, nous fabriquons des voitures moyennes sur lesquelles la compétition japonaise est la plus dangereuse, nous souhaitons, comme Volkswagen, qu'il y ait un certain délai avant d'offrir tout le Marché Unique à nos concurrents asiatiques.

Dernière observation. Il faut que l'Europe prenne plus conscience de la force qu'elle représente. Les Japonais sont sensibles à la force. Pour éviter d'être écrasés par eux, il faut oser les contrer. Espérons que les Allemands se rendront compte bientôt que même eux sont vulnérables aux offensives des Japonais et feront en sorte que l'Europe, au lieu d'être un simple marché en voie d'unification, devienne un grand ensemble économique-politique du début du XXI^e siècle.

(1) Dont France-Forum a rendu compte dans son numéro d'octobre-décembre 1989 (n° 256-257) pp. 60-62.

LA VÉRITÉ EN CRISE

par Étienne BORNE

Encore une crise ? On aurait raison d'être d'avance lassé. Pas de vocable aujourd'hui plus banalisé que ce terme de crise. Crise de la religion et crise des mœurs. Crise de la civilisation et crise de l'économie, tant libérale que socialiste. Crise de la culture et, pour faire plus philosophique, crise de l'esprit. Liste qui ne sera jamais exhaustive. Ce mot de crise qui devrait désigner un moment anormal et violent, rompant brièvement une stabilité avant que survienne un nouvel équilibre, est en passe d'assez bien nommer l'état permanent de ce siècle en proie, décennie après décennie, aux bouleversements et aux incertitudes.

Il est toutefois possible de discerner dans ce tohu-bohu une crise majeure, qui se retrouve en chacune et qui de plus pourrait en expliquer la virulence. Cette crise des crises serait ce qu'il faut bien appeler la crise de la vérité.

Crise qui apparaît dans le commun des opinions et des pratiques, de plus en plus privées de références, mais dont on ne voit pas assez, qu'en se radicalisant, elle ne camoufle plus ce qu'elle a de dramatique.

*
**

“Chacun sa vérité”. Piteuse sentence, qu'on ne peut au surplus énoncer sans se contredire, puisqu'elle n'est vraie, c'est-à-dire valable, pour tous les individus et toutes les cultures qu'en se niant elle-même. On le savait, bien avant Pirandello, depuis la réfutation socratique de Protagoras. Mais d'être inconsistante et dûment réfutée n'a jamais empêché une opinion de courir le monde. Et spécialement en notre siècle où qui la contredit fait figure de dogmatique attardé. Le “chacun sa vérité” est, impli-

cite ou explicite, la préphilosophie ou l'antiphilosophie, quasi spontanée, à laquelle est confronté l'enseignant lorsqu'il entreprend de faire faire à des adolescents de ce temps l'apprentissage de la philosophie.

Ce "chacun sa vérité" est en effet dans l'air de l'époque. La maxime est d'autant plus agréable à l'esprit qui pense court et vite qu'on en fait un aimable principe de tolérance. Que chacun vive sa vérité comme il lui plaît et ne cherche pas à l'imposer à autrui, et s'établira entre les hommes une convivialité de bons sens et de bon goût. Sur ce thème qu'en dehors du deux plus deux font quatre et quatre et quatre font huit, rien ne puisse être véritablement prouvé et cru, se développe un mol consensus qu'on imagine irénique. Bien à tort car ce défi à la vérité était le propos du *Dom Juan* de Molière, homme d'épée, de dol et de sublime méchanceté.

On dira que si un tel état d'esprit se développe au point d'imprégner les mentalités, la raison de ce phénomène psychologique et sociologique se trouve dans l'affadissement ou l'écroulement de ces systèmes qui, tel le marxisme de la grande époque, prétendaient avoir décrypté le sens de l'histoire, être porteurs d'une croyance rationalisée de part en part et se proclamaient capables d'apporter aux hommes et aux peuples la liberté et le bonheur. Fausses synthèses qui, parce qu'elles se donnaient pour l'absolu de la vérité, ont fait soupçonner que la vérité elle-même ne soit qu'un vocable vide.

L'indéniable crise des idéologies a donc été comprise comme une crise de la vérité. Il n'est pas jusqu'à l'"*aggiornamento*" entrepris par l'Eglise catholique à Vatican II, avec son propos d'œcuménisme, d'ouverture au monde, de respect de toutes les libertés et d'abord de la liberté religieuse qui n'ait été perçu comme un refoulement des grandes affirmations dogmatiques dans un souci d'apostolat et d'adaptation au siècle. On a compris ou voulu comprendre que désormais le catholicisme, changé en un christianisme plat, sans dimension verticale, n'annonçait plus des vérités éternelles et ne prêchait qu'une philanthropie parfumée de piété. Ici encore c'est la vérité, le nom et la chose, qui ont paru désertier des horizons, désormais sans points cardinaux.

Dira-t-on que cette situation n'a rien de nouveau et d'exceptionnel ? que le scepticisme est une possibilité permanente et surtout dans les cultures qui ont subi l'heureuse et dure épreuve de la modernité scientifique et philosophique et font du doute l'aiguillon de la recherche et comme le sel de l'esprit ? qu'il n'est pas, dans les temps les plus classiques, d'affirmation qui n'ait d'autant plus suscité de négations qu'elle était haute et insolite ? et que par exemple, son histoire en témoigne, la foi religieuse, notamment dès la prédication de l'Evangile a été une provocation à l'incrédulité. La contemporaine crise de la vérité ne serait alors qu'une variante conjoncturelle d'une crise structurelle, caractéristique de la modernité, dès lors que celle-ci, d'une manière irréversible, et dans tous les ordres de la pensée, fait méthode et doctrine de l'interrogation toujours renouvelée.

Thèse minimaliste et illusoirement rassurante. Les iconoclastes de ce temps ne se contentent plus d'avancer que telle vérité sur Dieu ou sur l'homme qu'on croyait solidement établie donne des signes d'usure et a cessé d'être "crédible" à une époque où l'esprit humain se façonne à l'école des sciences et des techniques. Rien de décisif, car a-t-on jamais épuisé les ressources de l'esprit ? On avait déjà annoncé bruyamment, brillamment "la mort de Dieu" puis en corollaire "la mort de l'homme". Tumulte épisodique, car les réfutations de la foi religieuse et de la croyance humaniste sont toujours réfutables ; les discours de l'athéisme et de l'anti-humanisme théorique suscitent inmanquablement des contre-discours et il y a des réserves d'apologétique au fond des besaces bien-pensantes : on s'était trompé sur Dieu et sur l'homme ; les grands douteurs ont frayé les routes ; une autre vérité de Dieu et de l'homme se lève sur l'horizon, plus vraie que les fantômes enfin abolis.

Réfutations classiques ou nouvelles apologétiques s'écroulent dès lors que l'idée même de vérité est considérée comme la dernière des idoles métaphysiques. Il ne s'agit plus de savoir, quête ou enquête, où se trouve la vérité, ici ou ailleurs, si, perdue, elle doit être non pas trouvée, mais retrouvée, si, cachée aujourd'hui, elle sera dévoilée demain ; ou encore si cette vérité est à jamais inaccessible et ne peut être dite dans le discours des hommes. C'est ce questionnement lui-même, jadis honorable et honoré, que nos avant-gardes disqualifient en le disant insupportablement obsolète. La mort de Dieu ou la mort de l'homme ne sont toujours proposées qu'en sursis ; l'homme peut toujours être restauré et Dieu ressusciter. La mort de la vérité impose une issue autrement fatale. Sur le cadavre de la vérité la pierre tombale est définitivement scellée. Et alors seulement la mort de Dieu et la mort de l'homme ne sont plus des comédies dramatiques et deviennent des tragédies sans espérance.

Voilà donc bien bouleversé le paysage culturel. La modernité proprement dite, par opposition aux dogmatismes antique et classique, laissait toujours ouverte la question de la vérité. Si cette question est raturée en tant que question, il faut conclure que nous entrons dans un autre âge de pensée et que nous avons changé de modernité. C'est sans doute ce que veulent dire les habiles de ce temps lorsqu'ils nous parlent de "post-modernité". Serions-nous sortis de la modernité ? L'événement, présenté d'une manière ambiguë et embrouillée, serait alors de vaste importance.

Contrairement à l'assertion fameuse de Hegel, la philosophie n'achève rien de ce qu'elle entreprend. Par contre elle est toujours présente aux commencements, et il fallait un penseur neuf et une pensée imprévisible pour rompre avec deux millénaires et demi de philosophie occidentale et par-dessus le marché trois mille ans de tradition judéo-chrétienne qui, d'un côté comme de l'autre, faisaient référence à la vérité. Vérité de sagesse ou vérité de salut. Ce génie novateur, flamboyant de lyrisme, fulgurant de polémiques dévastatrices s'appelle Frédéric Nietzsche.

Le prophète de l'ultime révolte, telle qu'il ne peut y en avoir de plus subversive, descend du rocher du Sûrlei comme Moïse du Sinaï, ce Moïse qu'il hait plus véhémentement encore qu'il ne déteste Jésus ; comme Moïse, il rapporte d'une orageuse illumination des tables, qui ne sont plus celles d'une Loi, brisée à jamais, et sur lesquelles se trouvent inscrites les formules de la grande et définitive subversion : "*Fiat vita, pereat veritas*".

Pereat veritas. La vérité doit mourir pour que l'homme soit libéré. Non pas qu'il n'y ait dans l'homme un besoin de vérité qui semble irrépressible. Mais c'est une longue habitude d'esclave que Nietzsche entend démystifier une fois pour toutes. Le besoin de vérité ne serait rien d'autre qu'appétit de sécurité, une perversion malade de la volonté de puissance. Il faut à l'homme pathologiquement peureux un monde rassurant, gorgé de finalités bien reconnaissables, alors que lui est proposé sans qu'il puisse remercier personne un univers sauvage, exaltant, incohérent et insensé, surabondant de hasards et de nécessités, qui les uns comme les autres sont autant d'occasions pour une authentique volonté de puissance. Le goût et la recherche de la vérité supposent une volonté d'impuissance, frileuse et démissionnaire, éludant les risques, anxieuse de repos avant toutes choses. Et ce repos elle croit le trouver dans la vérité, illusion consolante qui, avec leur secrète complicité, mystifie ses amants. L'ennemi à affronter et à abattre est donc cette idée de vérité, que platonisme et christianisme mettent en fin de compte dans la pensée de Dieu afin de la faire antérieure au réel et plus réelle que le réel. L'amour de la vérité ne serait alors que calomnie de la vie, désertion du monde, bref nihilisme.

En demandant, à grand fracas, non ce qu'est la vérité et où elle se trouve, mais à quoi sert cette valeur que le gros du troupeau appelle vérité, l'imprécateur a été aussi le révélateur de bien d'autres pensées, différentes de la sienne et qui, consciemment ou non, pourraient trouver en Nietzsche le ressort de leur plus grande force. Si bien qu'autour de cet "athée de rigueur", comme dit le père Valadier, et qui n'apparaît si rigoureux que parce qu'il est premièrement un athée de la vérité, s'ordonne une culture de subversion, que le seul Nietzsche avait poussée d'un coup à ses dernières conséquences.

Marx présente Nietzsche dans sa théorie de l'aliénation. Pour démystifier les idées morales et religieuses qui sont ornement et justification pour le monde capitaliste et bourgeois, Marx montre que ces idées ne font référence à la vérité que par imposture utile afin de perpétuer par cette ruse le pouvoir des dominateurs sur les dominés. Bel exemple d'aliénation puisque ceux-ci, par le jeu sans innocence d'une fausse croyance, deviennent étrangers à leur propre réalité et situent dans un arrièremonde déjà nietzschéen leurs intérêts ainsi dévitalisés. L'idée, qui se disait vraie par ruse et arrogance, n'était qu'idéologie. Mais le marxisme n'en est que plus fort s'il devient intégralement nietzschéen, si c'est l'idée de vérité et non telle ou telle croyance qui est aliénante. Si la vérité est l'idéologie des idéologies, alors le combat révolution-

naire, délié de toute référence abstraite et générale, est à lui-même sa propre norme et, tendu vers le seul résultat concret, n'en devient que plus efficace.

Lorsque Freud s'interroge sur "l'avenir d'une illusion", il n'est question, au premier degré, que de religion et de paradis dans le ciel ou à venir sur terre, qui ne sont pour ce considérable thérapeute que des névroses douces bien faites pour vacciner les hommes contre les plus graves délires auxquels les exposerait une perception moins imaginative du réel. Mais quelle autre vigueur prendrait la démystification freudienne, si elle était repensée par le génie nietzschéen et si cette illusion prise au second degré était l'idée de vérité elle-même qui, sous prétexte de donner sens à toutes choses, fait l'homme vulnérable aux mythes, aux systèmes, aux idéologies et le rend étranger à sa terre natale ? Au surplus Freud, décrypteur des rêves, a inventé une technique de traduction-traïson qui fait des représentations de l'imaginaire un apaisement symbolique des pulsions ainsi aseptisées et délivrées de leur fébrile inquiétude. N'est-ce pas de cette manière que chez Nietzsche, la volonté de puissance se trompera elle-même, préférant au réel une vérité qui n'est alors que songe incapable d'interrompre un sommeil qui démobilise les énergies. Chez Marx aussi, une logique analogue, poussée à son terme, assimilait la vérité à un opium qui fait rêver le peuple à côté du réel contre le réel.

Ainsi se constitue cette trinité du soupçon, Marx, Nietzsche et Freud, dont Paul Ricœur a si heureusement parlé. En vérité trinité bien hétéroclite, tant sont différents, et jusqu'à l'antagonisme, les intérêts et les intentions de chacun. Et cependant convergence réelle puisque tous apportent des armes qui, réunies, permettent de concentrer les feux sur cet unique objet de leur ressentiment qu'est en fin de compte pour chacun et pour tous l'idée de vérité. En fait les maîtres du soupçon font plus et autre chose que de soupçonner une accusée, c'est au nom d'un "*pereat veritas*" qu'ils prononcent sa condamnation à mort.

On n'en finirait pas de seulement désigner les courants de pensée qui, malgré de visibles, nombreuses et fortes concurrences, sont cependant concourants pour rejoindre au moins virtuellement ce point focal : *pereat veritas*. On se contentera pour le montrer d'un bref repérage dans ce qu'il est convenu d'appeler notre champ culturel, longtemps occupé par des "ismes" tour à tour à la mode, existentialisme, structuralisme et dans lequel les sciences humaines tendaient de plus en plus à prendre la place d'une philosophie refoulée et marginalisée.

Qu'on dise avec Heidegger que l'essence du "*Dasein*", nom savant de la réalité humaine, se confond avec son existence ou qu'on affirme avec Sartre l'absolu primat de l'existence sur l'essence, on veut signifier par-là qu'il n'y a pas de vérité qui, mesure de l'être, lui donnerait intelligibilité et sens. D'où il suit pour Sartre que la liberté humaine, déliée de toute norme préétablie, crée des valeurs sans aucune sorte de garantie et décide souverainement du bien, du mal et du sens de l'existence. La

vérité devient l'ennemi Numéro Un de la liberté. Nous sommes bien dans la postérité de Nietzsche.

De même avec Heidegger, en dépit de son application à effacer les traces de cette origine. Comme Nietzsche, Heidegger trouve la première inspiration de sa pensée chez les présocratiques et dans la Grèce la plus archaïque, avant que ne commence, selon Heidegger, ce qu'il appelle la grande dérive "onto-théologique" de la pensée occidentale, victime dit-il d'un platonisme des essences. La philosophie des Idées, que les épigones ont coutume de disqualifier par le seul mot d'essentialisme, aurait en posant le primat de la vérité désenchanté et dévitalisé un monde qu'on ne peut "habiter" que si d'une manière ou d'une autre les dieux reviennent, comblant l'attente du poète Hölderlin - qui était pour Heidegger la Bible et les prophètes. On sait combien le mot d'ordre heideggerien de la "fin de la métaphysique" a intimidé les esprits dans l'intelligentsia. Le meurtre ainsi perpétré est tout nietzschéen.

Les structuralismes qui ont fait figure d'antithèses et d'antidotes pour les existentialismes, attentifs au squelette plutôt qu'au visage, aux relations plus qu'aux termes, ont mis à la mode un formalisme qui a envahi nos linguistiques et nos logiques ; le signifié, c'est-à-dire l'idée, s'efface au profit des signifiants, les mots, qui se signifient les uns les autres. Le souci exclusif de la cohérence, dans une radicale indifférence aux contenus, n'est qu'une caricature de l'amour de la vérité. L'épistémologie, pas seulement des mathématiques, mais aussi des sciences naturelles et des sciences humaines, est tributaire de ce formalisme qui, ne retenant des concepts que leur ossature abstraite, les déleste de leur poids vivant de vérité.

Des concepts on dira qu'ils ne sont valables que dans la mesure où ils demeurent "opérateurs" et permettent d'ordonner et de maîtriser une matière. Des idées ? Certes pas. Des outils et qui sont vite périmés. Les œuvres de l'esprit ne sont que des produits et on croit les avoir compris, mythes ou philosophies, dans la mesure où on a expliqué à quoi ils servent ou à quoi ils servaient dans une culture donnée. Se demander ce que ces œuvres contiennent de vérité, question incongrue par excellence et que longtemps il a été interdit de poser. La vérité est morte là où l'universel est proscrit. La boucle est maintenant bouclée. De la banale maxime "chacun sa vérité" on est passé sentence après sentence à un arrêt d'inquisition "*pereat veritas*". Vivrions-nous dans un monde où la vérité, terrorisée, n'aurait d'autre issue que de fuir et se cacher ?

Il n'est pas si sûr pourtant que Nietzsche ait gagné. D'abord parce que, constatation naïve, un esprit qui parviendrait à tuer la vérité se suiciderait lui-même. Qu'il y ait des idées immanentes à l'esprit et qui l'éclairent du dedans, lui et le monde, on peut qualifier de platonicienne cette assertion fondamentale et fondatrice, il reste que comme le disait Bergson, contre ses propres thèses, ce platonisme est naturel à l'intelligence humaine. Avant qu'aucun cercle n'ait été construit dans le monde, ses

rayons étaient déjà égaux. N'y eût-il jamais eu une action véritablement juste dans la société des hommes, il suffit du choc d'une injustice à nommer et à dénoncer pour que, éclairant l'émotion du cœur, paraisse, avec toute son exigence, l'idée de justice. Et l'homme ne se libérerait jamais d'une illusion ou d'une erreur s'il n'y avait en lui l'idée de vérité, critère et norme de toutes ses pensées. L'esprit est libre et il peut toujours douter d'une vérité, mettre l'évidence elle-même entre parenthèses, mais il ne douterait pas s'il n'avait l'idée de vérité à laquelle telle ou telle vérité, qu'elle soit relativisée ou bien limitée par une autre vérité, peut n'être pas adéquate. Idée de la vérité qui, elle, est indubitable.

Lorsque Pascal dit que "nous avons une idée de la vérité invincible à tout le pyrrhonisme" (qui est, pour lui, la forme la plus radicale du scepticisme), il ne formule pas seulement, d'un trait génial, la plus dense de ses pensées, il inscrit sur l'airain, en raccourci, la philosophie de toutes les philosophies, et à laquelle ne peuvent pas ne pas se référer même leurs diversités et leurs antagonismes. Et qui de surcroît permet à la philosophie d'attendre et de pressentir un au-delà de la philosophie. Car l'esprit n'est pas la cause et le principe de l'idée de vérité qu'il découvre en lui et qui pourrait bien être, selon l'expression cartésienne, la marque de l'ouvrier sur l'ouvrage. Telles sont, à la jointure de la raison et de la foi, les leçons convergentes du Livre de la Sagesse et du prologue à l'Évangile de saint Jean.

Ainsi l'idée de vérité illumine l'esprit qui la nie et qui pense cette négation, comme première et ultime vérité. De plus cette négation de la vérité, il ne peut la communiquer que si lui et autrui partagent la même négation. Et quel est alors le lien de cette communauté des esprits sinon l'idée de la vérité qui imprime son sceau sur toute pensée. L'athée de la vérité, celui que réfute saint Anselme, ne peut, puisqu'il pense, être l'insensé dissident de toute sagesse et il confirme la parole johannique sur le Verbe qui éclaire tout homme, et même celui qui ne le reconnaît pas.

Le "*pereat veritas*" de Nietzsche est lui aussi, lui d'abord, un témoignage rendu à la vérité. Il n'y a pas, dites-vous, de vérité extérieure et antérieure au monde, ce serait calomnier ce monde et enchaîner la liberté. Fort bien, mais alors ce monde devient l'unique et totale vérité. L'amour du monde, *amor fati*, tient lieu de sagesse et de salut. Vérité, sagesse, salut on n'échappe pas à cette métaphysique qui, parce qu'elle est inscrite en pointillé dans l'esprit humain, revient par la fenêtre si on l'a chassée par la porte. Ce monde passe, mais la vérité ne passe pas. Zarathoustra n'a pas cassé la vénérable maxime, puisque, faisant du monde la seule vérité, il a, par la révélation du retour éternel, qui n'est elle-même que le retour d'une antique mythologie, affirmé, lui aussi, que la vérité ne passe pas et qu'elle a quelque chose à voir avec l'éternité.

Nous n'en sommes plus à Nietzsche, mais aux petits nietzschéens qui proliféraient par complicité médiatique, sous forme de multiples nietzschéo-freudo-

marxistes. Et qui dès qu'ils entendaient parler de vérité criaient qu'on conspirait contre leur liberté et, par-dessus le marché, contre la liberté de l'homme en général. Comme si, alors, ils ne faisaient pas de la liberté, absolument désentravée, l'essence même de l'homme. Il y a donc bien une essence et donc une vérité de l'homme. La cause est entendue : l'idée de vérité accompagne toute avancée de la pensée comme le faisait la colonne de nuée, puis de feu pour les Hébreux marchant dans le désert. Et pour rappeler une dernière fois les grands initiateurs, l'aliénation marxiste suppose qu'il y a une vérité de l'homme, abîmée dans les vicissitudes de l'histoire et qu'il s'agit de restaurer ; en donnant sens aux délires, Freud atteste qu'il y a bien une idée de la vérité qui est déjà là et qui veille, même la nuit sur toutes les errances de l'homme ; de même que chez Nietzsche la vérité de l'homme, encore en enfance et mystifié par le faux éclat des arrière-mondes, est dans le surhomme capable de supporter cette révélation fort métaphysique ou plutôt pré-philosophique : l'éternité du monde.

Les temps sont en train de changer, le règne de Nietzsche ou plutôt du nietzschéisme vulgaire pourrait être proche de son terme. Sont maintenant à la mode des néo-humanistes et qui, tel Alain Finkielkraut, voient dans le culte de la différence pour la différence, le "tout-culturel" qui écrase les hiérarchies et qui, par peur de l'ethnocentrisme, emprisonne chaque ethnie dans sa tribu, ce qu'il appelle justement une "défaite de la pensée". On nous apprend que l'universel est la nourriture de l'esprit, ce que nous savions depuis longtemps, j'allais écrire depuis toujours. Mais le dire fut longtemps témérité plutôt que vaillance, car on s'excluait ainsi de l'avant-garde. Toutefois ces hirondelles ne font pas le printemps et la crise de la vérité n'est que partiellement dénouée. Car la vérité n'est pas un produit manipulable et consommable et elle demande trop à l'esprit pour n'être pas soupçonnée et refoulée. Pour sortir de la crise il faudrait que soit dégagee philosophiquement la vérité de la crise de la vérité.

Cette crise, c'était l'hypothèse initiale, est la crise de toutes les crises, crise de l'éthique et de la politique, crise des mœurs et de la religion, lesquelles, dans chacun de ces ordres, sont des crises de la pensée, car à chaque fois c'est la vérité de l'homme qui est tenue pour insupportable. D'où refoulement. Mais il y a des retours du refoulé. Et d'abord dans l'ordre de la morale et de la politique. Les droits de l'homme sont aujourd'hui dans toutes les bouches. Mais comment l'homme aurait-il des droits, et qui requièrent inconditionnellement le respect, s'il n'était qu'un produit, un résultat, un objet naturel et culturel à l'intersection des lois biologiques et sociologiques, lesquelles, même incontestables en elles-mêmes sont incapables d'expliquer ce qui en lui reste irréductible. Là est la vérité de l'homme en dehors de laquelle la morale n'est que commodité ou convenance. On discutera entre philosophes pour savoir si l'obligation fonde la vérité ou la vérité l'obligation. De toutes façons, sont soudées et inséparables vérité et obligation. Ce qui n'est pas sans grandes conséquences politiques, métaphysiques,

religieuses.

Politiques : qu'est-ce que la vérité ? demande le procureur romain, alors qu'il l'a devant lui, pure et désarmée, au moment où il s'appête à laisser condamner l'innocent et le juste. Scepticisme et agnosticisme sont les idéologies utiles aux tyrans qui doivent premièrement faire violence à la vérité avant de faire violence aux hommes. Et, s'il est vraiment pensé, c'est entre humanisme et machiavélisme que se noue le débat politique.

Métaphysiques et religieuses : l'allégation de transcendance n'est pas possible en dehors d'une vérité qui est dans l'homme sans être tout entière de l'homme. La parole qui invite à croire et à aimer suppose pour être seulement entendue que l'homme et l'humanité sont quelque chose de substantiel, que tout homme est mon semblable, que fraternité ne va pas sans paternité et qu'il y a en tout homme, et en tension féconde, un enracinement dans le singulier et une vocation à l'universel. Ce que répète notre pape à tous les carrefours du monde. La parole n'est pas désincarnée, elle a son histoire et elle pérégrine à travers toutes les cultures, mais elle s'adresse à cette part de l'homme qui, étant esprit, émerge au-dessus de toute culture et de toute histoire. La bonne nouvelle est indivisiblement révélation de l'Amour et révélation du Verbe.

La vérité n'est pas lointaine, inaccessible, introuvable. Nous ployons sous le fardeau des vérités qui de toutes parts nous interpellent, comme on dit aujourd'hui, vérités empiriques et vérités théoriques, vérités scientifiques et vérités philosophiques, vérités morales et vérités religieuses, elles sont multiples et nous arrivons mal à les accorder les unes avec les autres. Telle est, originelle, l'inquiétude de l'esprit. Tout se passe comme si la vérité souffrait passion à travers les hommes et l'histoire des hommes. L'espérance passe par la passion, car notre idée de la vérité nous avertit que, malgré les apparences, la vérité ne saurait être contraire à la vérité. Le péché contre l'esprit serait de faire système et bientôt fanatisme d'une vérité qu'en idolâtrant on rendrait ennemie de toutes les autres. Le devoir de l'homme est, entre Babel et Pentecôte, de racheter cette diaspora, de travailler au remembrement de la vérité, car on ne peut réconcilier les hommes qu'en cherchant un accord entre les parts de vérité dont les uns et les autres justement se réclament. Mais la tâche est sans fin et ce n'est qu'au terme et au-delà de l'histoire qu'apparaîtra, en Dieu, l'unité de la vérité. Foi dans la vérité qui fait se rejoindre philosophie et théologie.

"Nous avons une idée de la vérité". "On se fait une idole de la vérité elle-même". Idée si nous la servons, sachant qu'elle n'est pas entièrement de nous, et alors la vérité est aussi chemin et vie. Idole morte si nous prétendons nous servir de la vérité comme d'un instrument et l'asservir aux intérêts du siècle. Du choc entre ces deux pascalienues pensées, jaillit l'étincelle. On ne peut dire ni mieux ni plus.

Etienne BORNE

VIVE LA LIBERTÉ - MAIS POUR QUOI FAIRE ?

par François FEJTÖ

Au moment où, avec l'effondrement de la religion et de l'Eglise communistes et de leurs dépendances dans le monde entier, où le libéralisme politique et économique se félicite d'être débarrassé de son seul concurrent planétaire, il me paraît utile de prêter attention à des penseurs qui, s'enveloppant du *peplum* de Cassandre, nous mettent en garde contre un excès d'optimisme quant à l'avenir de nos institutions politiques, de notre mode de vie, de notre civilisation.

Des avertissements de ce genre ne manquent pas depuis Diderot, qui a prédit que "les civilisations atteignent généralement un sommet à partir duquel la décadence est inéluctable", et Valéry, qui constatait mélancoliquement que les civilisations sont mortelles. Avant lui, Nietzsche évoquait le danger de sombrer dans le nihilisme et, après lui, Spengler et Toynbee sonnaient l'alarme sur le déclin de l'Occident. D'ailleurs, depuis le début de notre siècle, une suite de terribles catastrophes, deux guerres meurtrières, les horreurs du nazisme et du stalinisme, la propagation du terrorisme et de la drogue, ont déjà ébranlé la foi naïve héritée du Siècle des Lumières dans le progrès et le perfectionnement constants du genre humain.

Les 45 années de paix (du moins au niveau macropolitique, car beaucoup de sang a coulé pendant ce temps-là) et l'écroulement successif des dictatures militaires et idéologiques viennent de faire renaître le sentiment qu'à la fin les choses finissent par s'arranger pour le mieux et certains de nos philosophes sont allés jusqu'à entrevoir, à travers la fin de la guerre froide, la fin de l'histoire, dans le sens dramatique du terme. C'est un fait que l'Europe, les Etats-Unis, le Japon, talonnés par quelques pays du Sud-Est asiatique et l'Amérique latine, ont spectaculairement progressé au cours de la seconde moitié du XX^e siècle mais... écoutons les écologistes qui montrent le revers de la médaille, les dégâts peut-être irréparables que nos progrès ont infligés à la nature. Écoutons les démographes qui, par la voix d'un des plus éloquentes entre eux, Jean-Marie Poursin (1), prédisent que, si la tendance actuelle au déclin continue, en 2025, ce qui n'est pas loin, - les pays de la Communauté européenne compteront 215 millions d'habitants, au lieu de 320 actuellement, tandis que le nombre des Maghrébins augmentera de 185 à 396 millions, avec les conséquences politiques, culturelles et morales qu'un développement pareil comportera.

Certes, il faut se méfier des futurologues (2). Qu'on me nomme un seul qui aurait prévu, il y a cent ans, qu'entre la Russie, la Chine, l'Inde et le Japon, alors au même niveau, - c'est le plus pauvre, le moins développé, qui l'emporterait ? Quel soviétologue a prévu l'état de l'URSS en 1990 ? A l'inverse, qui a prévu le *baby-boom*

français de 1942 ? Peut-on être sûr que le choc de l'unification n'arrêtera pas le déclin de la nation allemande ? Et l'on sait que la richesse, le degré de civilisation des nations, dépendent bien moins du nombre des citoyens que de leur compétence, de leur créativité. Ceci dit, le nombre compte, et il n'est pas sans intérêt de prévoir que la Turquie, avant 2025, aura selon toute probabilité plus d'habitants que l'Allemagne et l'Italie ensemble ; que l'espérance de vie moyenne mondiale monterait en puissance à partir de l'an 2000 pour arriver à cent ans en 2050 - époque à laquelle la baisse de fécondité atteindra aussi les pays nouvellement industrialisés. L'humanité commencerait alors à se *stabiliser* avec 10 à 11 milliards en 2095. Cependant d'ici là, la Birmanie, le Kenya, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Zaïre remplaceront les cinq pays actuellement les plus peuplés (Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Espagne, Pologne) ; le Bangladesh, qui compte actuellement 80 millions, en aura 234 en 2025. Ainsi, il faudrait nous préparer à une toute nouvelle hiérarchie qui menace les avantages acquis du monde développé et marquera la fin de la prépondérance non pas de l'Europe - "c'est déjà fait" - mais de ses enfants de sang et de langue. "La course à la croissance démographique et la concurrence antagoniste qu'elle pourrait provoquer, sont totalement irréalistes", dit Poursin. "L'Occident a définitivement perdu sur le terrain du nombre une prééminence qu'aucune mobilisation ne lui permettrait de regagner". Poursin nous laisse réfléchir aux conséquences de ce constat.

Un autre penseur - l'un des plus brillants démystificateurs qu'ait connus la philosophie en France depuis 30 ans, Jean Baudrillard(3) - vient d'entrer en scène avec un ouvrage particulièrement riche en arguments destinés à refroidir l'espérance nouvelle engendrée par le "déblocage" des pays de l'Est (4). "Extraordinaire péripétie que cette décongélation de la liberté à laquelle nous assistons, écrit-il, mais que devient la liberté lorsqu'elle est décongelée ?" Opération périlleuse, en effet, à y regarder de près. Baudrillard comprend bien que l'URSS et les pays de l'Est ont constitué en même temps qu'un congélateur, un test et un milieu expérimental pour la liberté, parce que celle-ci y était séquestrée et soumise à de très hautes pressions. Tandis que l'Occident, lui, "n'est qu'un conservatoire, ou mieux un dépotoir de la liberté et des droits de l'homme". "Si l'ultra-congélation était la marque distinctive et négative de l'univers de l'Est, l'ultra-fluidité de notre univers occidental est encore plus scabreuse, dit-il, puisque, à force de libération et de libéralisation des mœurs et des opinions, le problème de la liberté ne peut plus simplement y être posé puisqu'il est virtuellement résolu. L'idée en a disparu". "A l'Est, ajoute-t-il, elle a été assassinée, mais le crime n'est jamais parfait. Il sera expérimentalement très intéressant de

voir ce qu'il en est de la liberté lorsqu'elle fait surface, lorsqu'on la ressuscite après qu'on en eût effacé tous les signes".

Baudrillard a sans doute raison - du moins pour certains, sinon pour tous les pays, libérés de l'hégémonie soviétique - lorsqu'il affirme que "la liberté décongelée n'est peut-être pas si belle à voir". Les moments d'euphorie, de bonheur, qu'on éprouve en sortant de la prison, en détruisant les Bastille, échappent au regard du philosophe. Mais certains aspects de son analyse de la *glasnost* méritent qu'on s'y arrête. Il voit dans la soudaine ouverture et prise de conscience "la transparence rétroactive de tous les signes de la modernité, - en accéléré et de seconde main, - de tous les signes positifs et négatifs confondus, c'est-à-dire pas seulement des droits de l'homme, mais des crimes, des catastrophes, des accidents, dont on note une joyeuse recrudescence en URSS depuis la libéralisation du régime. voire même la redécouverte de la pornographie et des extra-terrestres, tout cela frappé jusqu'ici de censure". Il s'agit là évidemment d'une ruée au rattrapage, de récupération rapide, de tous les développements bons et mauvais - Baudrillard s'aperçoit surtout des mauvais - que l'Occident libéral a vécus depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. La recherche des causes de leurs malheurs actuels conduit les intellectuels et les historiens d'Europe centrale et de l'Est à des *play-back* accélérés à travers les paysages d'un passé refoulé, à un retour du roulé de plus en plus lointain, au survol de l'histoire tourmentée, de Brejnev à Khrouchtchev, de 1956 à 1945, de Staline à Hitler, à Lénine et à Marx. "Au train où nous allons, dit Baudrillard, nous serons bientôt revenus au Saint-Empire Romain Germanique... Restaurations, régressions, réhabilitations, résurgence des vieilles frontières, des vieilles différences, des singularités, des religions, résipiscence même au niveau des mœurs... Nous sommes dans un gigantesque processus de révisionnisme, non pas idéologique mais de révision de l'Histoire elle-même... Cela peut-être dans le secret espoir, avec le nouveau millénaire, de recommencer à zéro si nous pouvions tout restaurer dans l'état initial ? Mais d'avant quoi ? D'avant le XX^e siècle ? D'avant la Révolution ?".

Assurément, Baudrillard croit que tout ce que peut faire à présent l'Est libéré, c'est de nous rejoindre, rejoindre l'Ouest, dans la course à la catastrophe de notre civilisation qu'il croit, lui - un peu comme Cioran mais plus systématiquement, avec moins de cynisme souriant - inévitable. Selon Baudrillard la catastrophe qui nous guette n'est pas celle de cet épuisement des ressources que l'on avait prévue. De l'énergie sous toutes ses formes, il y en aura de plus en plus, l'énergie nucléaire est inépuisable, l'énergie solaire, celle des marées, des grands flux naturels, et même des catastrophes naturelles, des séismes et des volcans, est inépuisable ; on peut faire aussi confiance à l'imagination technique. Ce qui, par contre, est dramatique, c'est la dynamique du déséquilibre, l'emballement du système énergétique lui-même qui peut produire une dérégularisation meurtrière, à une échéance très brève... Rien ne nous protège, dit Baudril-

lard, d'une épidémie totale. Les risques encourus par l'espèce humaine sont moins des risques par défaut - extinction des ressources naturelles, déprédation de l'environnement, etc. - que des risques par excès : "emballement de l'énergie, réaction en chaîne incontrôlable, autonomisation folle".

Après avoir lu les analyses érosives de Baudrillard, ce "philosophe au discours morose et prophétique" (5), sur tous les domaines de la modernité, sans boussole, sans critères, économiques, esthétiques, sexuels, sur le terrorisme, les *média* déchainés, le sida, sur Khomeiny et sur Heidegger, sur Ciccilina, Michaël Jackson et Rushdie, sur New-York et Tchernobyl, on se demande où il veut en venir ? De quoi veut-il nous convaincre ? Veut-il nous dégoûter définitivement de la liberté et du libéralisme ? Réveiller en nous cette "peur de la liberté" dont Carlo Levi a su si bien analyser l'action au lendemain de la guerre ? Baudrillard paraît éprouver un malin plaisir en nous rappelant à l'esprit tout ce à quoi, par instinct de conservation, nous refusons de penser : que nous courons, que l'histoire nous fait courir, qu'elle nous fait créer des instruments toujours plus sophistiqués pour l'accélération de notre course, sans que nous sachions où nous allons. Est-on vraiment libre, peut-on se croire libre quand on n'a pas la maîtrise des instruments que nous multiplions ? Ne serait-il pas raisonnable de nous arrêter un moment dans la course frénétique dans laquelle nous sommes engagés, obsédés par la productivité et la compétitivité pour réfléchir sur ce que nous voulons au juste atteindre avec une puissance sans cesse accrue mais qui se sert de notre liberté plutôt qu'elle ne la sert. C'est là, probablement, le sens du message de Baudrillard.

On a demandé un jour à G.B. Shaw le but qu'il poursuivait en écrivant ses pièces de théâtre. "J'écris pour inquiéter", a-t-il répondu. Baudrillard écrit pour nous inquiéter. En ce qui me concerne, il y a réussi.

François FEJTO

(1) Jean-Marie POURSIN, "L'Homme stable", Gallimard 1989.

(2) Cf. Bernard CAZES, "Histoire des Futurs. Les Figures de l'avenir de Saint Augustin au XXI^e siècle". Seghers, 1986. Le livre de Cazes rappelle magistralement les avatars de ce que J. De Maistre a appelé "l'éternelle maladie de l'homme, qui est de vouloir pénétrer l'avenir". Un avenir qui ne laisse jamais de nous surprendre.

(3) Jean Baudrillard, âgé de 60 ans, sociologue de formation, enseigne la sociologie à l'Université de Paris X (Nanterre). Ses principales œuvres sont : La Société de Consommation, Gallimard 1970 ; De la Séduction, Galilée, 1979 ; Les stratégies fatales Galilée, 1983 ; La gauche divine, Grasset, 1984 ; Amérique, Grasset, 1986 ; Cool Memories, Galilée, 1987. Son œuvre agressive, décapante, est plus prisee aux Etats-Unis qu'en France.

(4) Jean BAUDRILLARD, "La Transparence du Mal, Essai sur les phénomènes extrêmes", Galilée, 1990.

(5) Jean BAUDRILLARD caractérise lui-même ainsi ses propos en conclusion de son livre, "La Société de Consommation", Idées, Gallimard 1970.

EN 1990, QUE VEUT LE TIERS-ETAT ?

par François GUÉRARD

Il est devenu banal de constater que les institutions politiques ne remplissent plus leur office puisque, visiblement, le courant passe difficilement entre les citoyens et leurs représentants. Les premiers n'ont plus confiance dans les seconds. Malgré l'abondance et la sophistication des sondages, les hommes politiques, dans l'opposition comme dans la majorité présidentielle, paraissent souvent ne plus savoir ce que veulent leurs mandants, ni comment surmonter l'indifférence ou même l'allergie croissante dont ils se sentent l'objet. Et ce n'est pas en se saisissant du moindre prétexte pour se quereller entre eux de plus belle, encore une fois au sein de l'opposition comme de la majorité, qu'ils mettront fin à ce discrédit. Bien au contraire !

Le plus urgent ne serait-il pas de se mettre à l'écoute des Français pour découvrir ce que sont réellement leurs aspirations ? En 1990, que veut le Tiers-Etat ?

Il ne ressemble pas plus à celui de 1789 qu'à celui de 1950. Il est composé massivement de salariés modestes, moyens et aisés ; il se gonfle de couches de professions intermédiaires et d'employés, mais également de professions supérieures. Ces salariés aspirent volontiers à créer des entreprises nouvelles, à "bouger" dans la vie professionnelle et sociale. Les "indépendants traditionnels"

sont de moins en moins nombreux.

Dans l'ordre de la vie courante, les écoles publiques et les écoles privées leur ont appris à vivre en société. Ces personnes saluent les voisins, quelles que soient leur couleur de peau et leurs convictions religieuses et morales. Elles se sentent responsables dans la cité, quelle que soit leur position. Elles se sentent solidaires les unes des autres. Elles aiment leurs enfants, leurs familles, leurs amis. Elles ne les trahissent jamais. Elles aiment la France et l'Europe. Elles sont attentives aux drames comme aux réussites de leurs frères humains, dans le monde entier.

Dans l'ordre politique, elles n'acceptent pas de se voir imposer d'en haut des solutions inspirées d'un hyper-égalitarisme ou d'un hyper-libéralisme.

Se référant plus ou moins consciemment à la culture humaniste, chrétienne et laïque dont elles sont encore imprégnées, elles aspirent au dialogue. Elles se reconnaissent dans le refus des extrêmes. Elles rejettent les solutions de guerre civile, en rouge ou en noir. Elles situent leurs approches dans la lignée des modèles démocratiques proposés par un Tocqueville au siècle dernier. Elles se méfient de vertus révolutionnaires dont l'histoire nous enseigne qu'elles sont trop souvent devenues folles, tout

en reconnaissant la générosité qui les habite.

Ce corps d'idées repose sur une vision mondiale. Point de "mondialisme" pour autant, mais un constat simple : l'inspiration nationaliste ne peut plus guider seule l'action politique. Le principe d'égalité entre les hommes et les continents n'est pas abstrait. Concrètement, il se traduit par une volonté d'égale attention aux communautés humaines les plus diverses dans le monde. Chinois, Slave, Américain du Sud ou du Nord, Européen : chacun vaut d'abord en tant que personne.

La vision mondiale s'impose par réalisme. Quand une catastrophe nucléaire frappe l'Ukraine, ce n'est pas un drame ukrainien ou soviétique. C'est plus qu'une nation ou même un continent qui sont touchés, mais le milieu humain sur une bonne partie de la planète. Le pétrolier qui déverse sa cargaison sur les côtes de l'Alaska concerne la terre entière car l'accident peut arriver à des centaines de pétroliers sur toutes les côtes du monde. Partout la vie des hommes dépend des richesses naturelles. Quand le drame est continu et passe les frontières, - pollutions destructrices des forêts, des eaux potables, des hautes couches atmosphériques protégeant la vie sur terre - l'action ne peut être qu'internationale.

De même la recherche fondamentale, et les recherches appliquées au sens large, deviennent un ensemble complexe d'affaires planétaires. Chaque continent y a sa part, mais aucun n'a l'assurance d'arriver seul à la découverte, ni de posséder parfois les fonds nécessaires pour y parvenir. Les problèmes d'éthique des savants et des médecins se posent de plus en plus à l'échelle internationale. Un jour viendra où ils devront figurer à l'ordre du jour des "sommets" des grands aux côtés des affaires de régulation de la croissance économique mondiale, du déséquilibre des paiements entre pays du Nord et du Sud, ou entre pays riches.

A travers les développements qui vont suivre, cette dimension mondiale des problèmes et des solutions sera toujours présente, même lorsqu'il n'y sera pas explicitement fait référence.

REJET DE L'HYPER-EGALITARISME ET DE L'HYPER-INDIVIDUALISME

Il convient de tirer la leçon de la faillite, du reflux et de la dislocation des *modèles hyper-égalitaristes*.

La vogue en aura été incroyablement longue et tenace. Au cours des vingt premières années de l'URSS, sa première lame monte dans l'opinion de quelques pays industrialisés, dont la France. Dans les vingt années suivantes, sa faveur persiste, relancée par les sacrifices de l'URSS dans le combat des Alliés après que Hitler ait contraint Staline à la guerre. Le déclin commence lentement, après 1960, mais des traces innombrables de son influence subsistent, aujourd'hui, dans les comportements spontanés de notre féodalité politique de gauche.

Il faut dire que le "modèle" hyper-égalitariste avait connu, après guerre, une seconde vague de faveur, dans les pays pauvres du Sud cette fois. Et cette lame lointaine

avait suscité, chez nous, une nouvelle aberration à gauche. Le modèle soviétique se trouvait "refertilisé", pour la seule raison qu'il réussissait souvent à prendre bouture sur le terreau nationaliste des pays du Sud qui accédaient à l'indépendance, sans trouver pour autant le chemin du développement économique et social.

Aujourd'hui encore, la dissipation du mirage menace d'être longue (Vietnam, Cuba), voire tragique (Chine, Cambodge).

Pays riches ou pays pauvres : les nationalisations, le parti unique, le "modèle" socialiste ne résolvent rien. L'égalitarisme infantilise les peuples, décapite leurs élites économiques actives, ruine les appareils de production modernes ou traditionnels, conduit aux pénuries, à la famine, à la tyrannie. Ici, une nomenklatura non productive consomme des ressources qui sont minces. Là, une pseudo-élite militaire prend le pouvoir, et surarme. Tous gaspillent la matière grise ou la font fuir. Sous une forme ou une autre, policière toujours, souvent sanglanté, des régimes dictatoriaux tiennent les peuples pliés et sacrifiés au "modèle".

En tout état de cause, la sortie du communisme, l'instauration ou le rétablissement, à la place, de régimes de liberté politique et d'économies de marché seront rudes et, ici ou là, n'iront pas sans dangereuses secousses. En France même, il subsistera longtemps, dans les comportements politiques et sociaux, des traces de la faveur dont a joui, pendant tant d'années, et dans de si nombreux cercles, le modèle hyper-égalitariste.

Mais il convient aussi de se défier des *dérives hyper-individualistes* des régimes de liberté implantés en Occident, accompagnées parfois d'hyper-permissivité, de déclin des valeurs et des pratiques de solidarité, d'atteintes à quelques-uns des fondements de la société, qu'il s'agisse des structures familiales ou de la déontologie des affaires...

Bon nombre de nos réformes récentes de société ont joué contre l'enfant et la famille. Elles n'ont été accompagnées que de mesures dérisoires en faveur des naissances.

Au plan strictement économique, le modèle libéral, tel qu'il fonctionnait aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a été transposé "brut" en France. Par exemple, à la différence de ce qui peut être observé aux Etats-Unis, point de composante généreuse telle que des bénévoles d'assistance développés ; point d'outil de stricte application des règles libérales telle qu'une justice économique active ; pas assez non plus, de cet amour puritain pour la démocratie qui, au moins à l'ordinaire, donne de la retenue quand on exerce le pouvoir aux Etats-Unis.

Les Français comprennent aujourd'hui, acceptent et soutiennent notre système d'économie de marché comme à aucune autre époque, depuis cent ans en ce pays ; les affrontements de la concurrence entre les firmes ne les effraient pas. Ils refusent, en revanche, que les libéraux sans expérience les menacent de faire table rase de tout un passé de solidarités entre les personnes.

Maison de l'Europe à Strasbourg

UNE CAUSE VALABLE : L'EUROPE COMMUNAUTAIRE

Le seul modèle en mesure de les mobiliser aujourd'hui existe, ou presque, car c'est une construction en cours : l'Europe communautaire. Ce fut, il y a quarante ans, l'œuvre de "pères fondateurs" qui eurent le courage de briser avec le passé guerrier de nos peuples, et de leur offrir une perspective rompant aussi avec les comportements casaniers.

Tout inachevée qu'elle soit l'Europe communautaire constitue déjà une vitrine et une école exemplaires dans le monde. Elle devrait devenir très vite le phare de ces gouvernants d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie, de plus en plus désespérés dans leurs impasses collectivistes ou ultra-libérales - le phare, aussi, de ces hommes nouveaux qui obtiennent, à l'Est, un bout de liberté précaire, sans la moindre recette de survie.

En quoi consiste cette exemplarité européenne ? En l'art de jouer conjointement, dans une société libre et sous un Etat de droit, de l'efficacité économique et des solidarités sociales ; en l'offre d'un modèle de mesure dans son choix libéral et sa tenue humaniste de l'économie de marché ; en un effort d'efficacité économique, sans dérive vers les compétitions exacerbées entre individus, tempéré - et amélioré dans la qualité et la performance - par l'expression des multiples solidarités. Point d'égalitarisme forcené, vain et désuet, mais une attention quotidienne aux effets des inégalités entre les catégories sociales, entre les personnes de tous âges et états, entre

les riches et les pauvres par le savoir, etc.

L'Europe nous apprend en outre que les voies d'expression des solidarités ne sont pas seulement financières, institutionnelles, collectives, mais aussi associatives. Elle tient le bénévolat à l'américaine ou même certains volets du paternalisme de firme des Japonais, pour des réserves à exploiter par les imaginations européennes qui, par ailleurs, bénéficient des expériences particulières de chacun des Douze en matière de solidarité.

En outre, l'Europe communautaire contribue à créer un nouveau type de relations internationales qui est aux antipodes des accords secrets entre les Etats ou les blocs. Les modes de concertation hérités des époques d'affrontements européens entre nationalismes, puis d'affrontements mondiaux bloc à bloc, montrent souvent leur caractère obsolète. Les méthodes de concertation européenne seront probablement, demain, la voie royale des diplomates dans un monde consensuel. C'est grâce à cette concertation que les douze nations admettent, aujourd'hui, qu'on commence à toucher aux droits régaliens des Etats. Grâce à elle, la cohérence des politiques économiques, bénéfique à chaque peuple, s'affirme peu à peu. Dans le respect des différences inévitables...

Car l'exemplarité dans le réalisme n'est pas la moindre qualité de la construction européenne. Il y eut des montagnes de rêves derrière les côteaux bien concrets, et robustes, qu'établirent, au début, les "pères fondateurs". Ce sont ces rêves, et des audaces réelles, qui ont donné

leur foi aux générations qui travaillèrent ensuite à assurer les pas quotidiens vers l'avenir. Nul ne sait quand viendra une véritable armée européenne, mais on devine ce que seront, en premier lieu, les traits d'une fabrication communautaire des armements. L'Europe de la matière grise est à portée de vue (recherche, éducation). Celle de l'espace aussi. Et l'Europe verte continue. L'institution monétaire commune est à horizon peut-être encore lointain, mais le Système monétaire européen (SME) joue bel et bien un rôle essentiel que prennent en compte même ceux qui restent en dehors.

La curiosité scientifique, l'humanisme, la tolérance, la foi religieuse seront les piliers de la France, de l'Europe communautaire en marche vers l'an 2000.

LES ACTIONS A PRIVILEGIER

Familles et associations seront des moteurs décisifs de rénovation de la société.

Il importe que la *famille* continue d'être tenue pour essentielle ; elle constitue l'assise de la société ; le dynamisme démographique passe nécessairement par de nombreux couples harmonieux ; il est dangereux de les décourager. En France, mais aussi en Allemagne et en Italie, dans toute la C.E.E. d'aujourd'hui, les populations veulent conserver, et parfois développer les confort acquis, notamment en matière de protection sociale. Volonté irréalisable sans de nombreux enfants quand la durée moyenne de vie approche, puis dépasse, les 80 ans. Il est inévitable de reposer le problème de la fécondité et du soutien de la famille avant l'an 2000 en sortant du flou actuel sur la politique à mener vis-à-vis des familles européennes et sur les modalités d'intégration des familles venues d'ailleurs.

Il convient d'être attentif aux faits de société des récentes années, par exemple le regain de faveur de l'institution familiale chez les adolescents et les moins de 25 ans. D'autres retournements se dessinent, en particulier chez les femmes qui sont les premières concernées en ces domaines. Le discours féministe n'est plus exactement ce qu'il était il y a trente ou vingt ans : il devient plus féminin.

Avec les familles, souvent dans leur prolongement, les associations devraient devenir les moteurs décisifs de rénovation de la société. La voie associative est loin d'être suffisamment exploitée et encouragée dans notre pays. C'est pourtant là que s'opère l'initiation à la démocratie, que se forment les élus de demain, que se trouve la voie royale des renouvellements politique et sociaux.

Toute institution publique ou privée en quête d'un nouveau dynamisme, toute collectivité nationale ou locale à la recherche de nouveaux moyens d'action, devrait pouvoir s'entourer d'*associations* démultiplicatrices des efforts. Notamment en matière de solidarité. C'est dans ces associations de toutes sortes qu'à la sortie du logement, de la famille, de l'entreprise, les hommes et les femmes de toutes générations et toutes conditions sociales devraient pouvoir trouver les lieux privilégiés de

satisfaction de leurs besoins d'amis, de loisirs, de culture, de savoirs neufs, et de générosités.

Il convient aussi de faire droit à l'une des plus profondes aspirations des Français d'aujourd'hui, qui est de faire sauter les blocages, dénoncés ou non, qui paralysent notre société.

La construction de l'Europe devrait être l'occasion d'en finir, par exemple, avec des *systèmes rigides de rémunération* qui commencent d'ailleurs à s'assouplir. Les cœurs et les courages étouffent dans certaines hiérarchies de salaires, appuyées sur des grilles immuables, dans la fonction publique, mais aussi ailleurs, dès qu'un grand nombre travaillent ensemble. Ces grilles sont périmées le plus souvent. L'arbitraire des responsables d'avant 1914 ou 1940 dont elles protégeaient l'acquis, a bel et bien disparu, presque partout. Devenues sans objet, ou obsolètes, beaucoup de barrières ne ferment plus la voie qu'à l'espoir des hommes, qu'à l'expression de leur courage de changer pour s'adapter au temps.

Tenir l'horizon ouvert, c'est par exemple offrir aux débutants dans l'existence, qu'ils appartiennent au secteur privé ou au secteur public, la perspective d'une *carrière sans blocage pour tous ceux qui "bougent"*, progressent dans l'expérience et la formation, apprennent à changer d'activité et de profession quand il le faut.

Aucune grille, aucun enfermement de corps, aucun dispositif de formation, ne doivent plus bloquer ceux qui veulent avancer et font effort pour cela. La société et tous ses systèmes (rémunérations, éducation, formation continue, etc.) doivent maintenant encourager aux franchissements heureux des barrières naturelles qui peuvent subsister (différences de cultures, inégalités d'aptitudes physiques et intellectuelles, handicaps de sexe ou d'âge).

Facteur de cohésion sociale, de progrès de l'économie et de développement des personnes, la vie professionnelle serait faite, pour celui ou celle qui le souhaite, de changements qui valorisent les hommes et apportent du mieux vivre. De bonnes voies d'*éducation permanente* et de *renouvellement des savoirs*, une bonne panoplie de "pauses-formation" seraient établies. L'Etat, les entreprises, les syndicats eux-mêmes soutiendraient de tels dispositifs. De libres associations, notamment privées, les mettraient en œuvre.

Utopie ? Non. Le rêve serait plutôt de croire que la société de 1989, incroyablement fermée à l'espoir, puisse durer longtemps. Dans les administrations, les risques d'explosion sont évidents depuis plusieurs étés, printemps, automnes et hivers. Les concours ne disparaîtront pas. Mais disparaîtra l'assurance pour la vie de carrières closes. L'ignorance et la paresse, qui peuvent venir avec l'âge, trouveront des sanctions. L'ouverture vers les sommets pour les actifs responsables et inventifs sera pleine et entière. Briser les frontières de corps, de catégories. Abolir la caricature d'ouverture que constitue la pratique actuelle des promotions partisans ou corporatistes "au tour extérieur". Abolir, même, l'obligation de fait de se cantonner et confiner dans le secteur

public quand on est au bas ou au milieu de l'échelle, alors qu'elle n'existe plus en haut. Et également effacer les frontières avec le secteur privé où tel ou tel, qui aspire à une fonction publique, mériterait d'y apporter un œil et du sang neufs.

Quant au *dialogue social*, il doit se renouveler à tous les niveaux. Ses outils apparaissent vieilliss après quarante ans d'usage. Dans ces vêtements d'un autre âge, les partenaires d'aujourd'hui ne trouvent pas les moyens de rénovation du dialogue. Les organisations sociales traditionnelles, y compris du côté des employeurs, perdent leur audience et connaissent souvent de singulières tourmentes. Des "collectifs" supplantent les syndicats dans les époques de crise. Ce ne sont pas seulement les 1^{er} mai qui ne sont plus ce qu'ils étaient.

LES CONDITIONS DU SUCCES

Encore faut-il, pour mener à bien une telle évolution, des pouvoirs publics qui ne soient pas perpétuellement au bord de la défaillance, ou partagés, à l'italienne, entre les partis et les réseaux d'intérêts. Depuis 1958, il est clair qu'un Etat en mesure de gouverner convient aux Français. Il est tout aussi clair qu'ils redoutent comme la peste les menaces de main basse sur les institutions par un homme, un clan, un réseau occulte.

C'est probablement aussi avec toute l'Europe des Douze qu'il faut, maintenant, nous interroger sur la capacité de résistance à un choc majeur des *institutions nationales et communautaires*.

Pour "l'usage interne", la Constitution de 1958 n'est certainement pas à durcir quant au rôle de l'Etat et du pouvoir exécutif compte tenu du risque de dérive vers une monarchie républicaine et autoritaire, du risque de perversion de la République par l'argent et le clientélisme.

En effet ce risque s'est aggravé, après 1962, avec la pratique de recourir, lors des scrutins de portée nationale, aux grands média modernes dont les coûts d'accès vont croissant et sont devenus considérables. Là, un coup d'arrêt est indispensable. La *fragilisation de la démocratie française par l'argent* ne date pas d'hier mais l'ampleur qu'elle atteint aujourd'hui commande de la tenir désormais pour totalement inacceptable. Maintenant, le pire serait sans doute d'avancer un système de tolérances acceptées par la Loi. C'est un dispositif d'ensemble cohérent d'éradication du mal qu'il nous faut mettre en place. La démocratie est un bien suffisamment précieux pour les populations (et rare à l'échelle de la planète) pour être scrupuleusement abritée de l'argent et des intérêts particuliers, comme du totalitarisme des clans. La démocratie ne doit pas se trouver en position d'être suspectée.

Il lui faut aussi demeurer vivante. Dans un pays grandement à l'aise, dont les citoyens se trouvent largement pourvus de protections collectives, *la démocratie doit être bien connue de tous et associer vraiment le plus grand nombre aux décisions*. Or la transparence du jeu et

la connaissance du fonctionnement de nos institutions semblent tout à fait insuffisantes en ce pays. L'éducation civique a quasiment disparu des écoles.

On s'est beaucoup lamenté sur les derniers taux d'absentéisme. Les compétiteurs feraient bien de s'éveiller avant les scrutins de demain. Leurs assauts médiatisés obscurcissent plus qu'ils n'éclairent les sujets. L'intelligence des faits recule, chez les citoyens, quand les documentations électorales conçues par des publicitaires se donnent pour seule priorité d'agir sur les comportements. Les abstentions sont à la mesure des absences de véritables explications, civiques et politiques, sur les enjeux.

Pour demeurer vivante, la démocratie doit être également servie par un Etat qui décentralise sans peur toutes les décisions qui peuvent l'être. L'association des citoyens aux choix est plus aisée à réaliser en bas qu'en haut. Chaque fois qu'un grand problème apparaît difficile à résoudre par le pouvoir central, se demander s'il ne trouverait pas des solutions plus aisées au niveau local. Ensuite, redistribuer les attributions entre les collectivités territoriales : il faut viser à trouver, en chaque domaine, les bons niveaux de prise de décision, ceux où le choix se révèle le plus efficace, le plus intelligent, le plus mobilisateur de l'intérêt des citoyens qui verseront l'éventuel impôt qui en découle.

En matière de bien-être de la population, d'éducation des hommes, d'expression des solidarités sociales, les *collectivités locales* ont toujours été des lieux créatifs. Elles peuvent l'être plus encore depuis la décentralisation mise en œuvre en 1982. Le revenu minimum d'insertion a été la création de collectivités locales qui constataient directement le développement de nouvelles pauvretés en dépit de toutes les grandes "machines nationales" de protection sociale.

Les collectivités territoriales (Communes, Départements, Régions) doivent devenir les hauts lieux d'innovation de demain en matière de solidarité, de bien être quotidien, d'éducation et formation, de diffusion des savoirs neufs et, probablement aussi, de culture et d'ouverture des hommes sur l'Europe et le Monde. Il est également probable que les collectivités locales participeront de plus en plus aux rénovations nécessaires dans les grandes "centrales nationales" de protection ou de formation, auxquelles les populations restent à juste titre attachées.

En tous domaines, le système de cogestion de l'élu local, du fonctionnaire territorial et du fonctionnaire d'Etat, est promis à un bel avenir. Cogestion plus ou moins étendue, plus ou moins partagée par la nature des choses, les compétences respectives, les approches diverses des besoins. Une évolution se dessine pouvant aller un jour, par exemple, jusqu'à la création d'universités régionales sur initiative motrice des Régions elles-mêmes.

De toute manière, le bien être des populations ne peut être totalement assuré par l'argent et les dépenses publiques. Sur l'Etat, les collectivités territoriales ont un

avantage : leur disposition particulière à créer et soutenir des associations locales démultiplicatrices, aux moindres coûts, grâce notamment au bénévolat, de certains efforts sociaux par exemple. L'allocation vieillesse et la retraite complémentaire ne suffisent plus au quatrième âge : la main humaine et le cœur doivent intervenir. La distribution à domicile de l'aide matérielle aux familles, aux personnes âgées et isolées exige sans doute de l'argent, mais aussi plus encore : du dévouement, du courage, de la générosité de ceux qui s'y consacrent, de manière professionnelle ou non, dans le cadre d'associations sans but lucratif. Les collectivités locales excellent à repérer les besoins de cette nature, dans les populations bien connues des élus ; elles sont les mieux en mesure de doser les soutiens à de telles associations et d'apprécier l'usage qui en est fait par leurs animateurs.

Encore convient-il de veiller à ce que les collectivités locales pratiquent une démocratie véritable.

L'usage trop facile du référendum à l'échelle de la commune, du département ou de la région est à éviter. Mieux vaut prendre le temps de présenter des dossiers complets d'information, de s'expliquer clairement sur les vrais sujets et les vrais enjeux.

Surtout faire main basse sur la ville n'a rien à voir avec la démocratie locale. Il faut éviter de tomber dans le clientélisme observé parfois, en Europe, dans les pays où les pouvoirs centraux sont très décentralisés. Nous nous sommes, certes, dotés de Cours Régionales des Comptes. Et nous disposons de tribunaux administratifs. Il reste que les Français aimeraient être assurés, soit individuellement, soit par le truchement de leurs groupes ou associations de disposer de moyens d'appel parfaitement accessibles quand ils se considèrent lésés par telle ou telle décision d'une collectivité territoriale. La pratique de la transparence s'impose en matière de démocratie locale. A défaut, il faut pouvoir tenir "hors clan" et "hors intérêts" les pouvoirs publics décentralisés.

Quant à l'environnement, la politique ne peut plus s'en désintéresser. Nous n'avons pas assez aimé, pendant les "Trente Glorieuses" et après, nos forêts, nos garrigues, nos espaces naturels. Cet amour des choses de la création, comme disent beaucoup d'entre nous, il nous faut maintenant l'exprimer complètement dans des actions de toutes natures (notamment préventives) et de tous caractères (collectifs, privés, associatifs).

Il doit être répondu complètement aux questions sur l'état de l'environnement. Avec des dossiers scientifiques complets : économique, sociaux, écologiques. Pas seulement avec quelques bouffées archaïques de romantisme. Pas davantage, non plus, avec les seuls arguments des gestionnaires des clans intéressés, bâtis pour démontrer le bien-fondé de leur cause particulière.

Dans le domaine nucléaire, "l'esprit de clan" doit s'effacer, même à EDF, devant la nécessité de bilans et d'inventaires exhaustifs des dommages éventuels et des risques. Résumons : la croissance économique est indispensable ; hors d'un climat libéral elle ne dure pas ; hors

de la tenue des surveillances nécessaires quant à l'environnement non plus. Le maintien de la vie sur la planète, et le bonheur de l'homme dans ses espaces, sont aussi nos enjeux aujourd'hui.

Dans l'espace urbain, le "non au béton" ne date pas d'hier. Modestement, trop timidement peut-être beaucoup d'élus locaux se battent depuis toujours contre une densification à outrance qui ne date pas non plus d'hier.

"Dessine-moi un parc, un très grand parc, seulement avec des arbres, des prés et des fleurs. Peut-être aussi un mouton vivant, si tu sais encore ce que c'est..." Personne ne répond au Petit Prince.

Ces Petits Princes se tairont-ils quand ils seront devenus grands ? Il est grand temps, dans les collectivités locales, que les comportements se remettent à neuf, sur le chapitre de l'écologie aussi.

Afin d'accélérer les changements de comportement, on peut imaginer "d'encourager le courage à conserver" des élus locaux. Pourquoi ne pas créer, par exemple, un Conservatoire national des espaces naturels aux portes des villes, à l'image de notre Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, ou de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île de France ?

Ces organismes tiennent à l'abri du béton plus de 400 kilomètres de bord de mer français, et des milliers d'hectares de forêts d'Île de France. Peut-être suffirait-il de fixer pour les villes quelques normes élémentaires, et de les inviter à se donner l'obligation d'atteindre en dix ou vingt ans tel ou tel pourcentage d'espaces verts. Nous avons d'innombrables possibilités pour gagner beaucoup de batailles quant à la qualité de la vie dans nos villes. La pression démographique qui chassait le vert, ne devrait plus grandir ; plus d'arrivées massives de migrants ruraux, comme après la guerre.

En bref, d'ici à l'an 2000 ou 2010, si nous le voulons vraiment, nous pourrions dessiner dans la ville le grand parc du Petit Prince.

POUR UNE RENAISSANCE MORALE ET SPIRITUELLE

Le Tiers-Etat de 1990 est réaliste, confiant, optimiste. Il ne veut pas tout changer d'un coup : les révolutions et la lutte des classes sont bien finies. Il pense avoir tout l'avenir devant lui. En revanche, il commence aussi à s'impatienter. Il est de plus en plus persuadé que ce pays devrait et pourrait, dans la croissance retrouvée, être mieux gouverné qu'il ne le fut dans l'expansion (1950-1973) ou dans la crise (1974-1987).

Les gens du Tiers-Etat d'aujourd'hui s'acceptent très divers. Ils se veulent respectueux de leurs différences. Les empreintes laissées par les idéologies en reflux s'estompent rapidement ; ils n'en garderont que de vagues souvenirs en l'an 2000.

Mais, reconnaissons-le, il souffle comme un vent de colère dans le Tiers-Etat à l'encontre "des professionnels de la politique". Le spectacle donné par ces derniers,

dans l'opposition comme dans la majorité, évoque une arène qu'aurait garnie à ras bord quelque diable fou de la tauromachie. Tout s'y passe comme si ce diable-là avait précipité d'un coup tous les taureaux, toreros, picadors et orchestres prévus pour dix saisons. Dans le vacarme, les gradins n'ont aucune chance d'entendre quelque chose ou de se faire entendre des acteurs.

Le Tiers-Etat en colère en 1989 est-il donc dépolitisé ? Pas du tout : mais il a appris à se défier des mirages suscités par les idéologies et les modèles d'hier, à ne plus s'en remettre à de grands pouvoirs, politiques ou économiques, lointains et centralisés. Il constate que, pour agir, les voies sont devenues multiples. Il sait qu'il lui faut regarder de plus en plus hors de nos frontières, qui sont ouvertes. Regarder vers la Communauté Européenne, mais aussi vers le reste du monde. Le bonheur des uns dépend aussi du bonheur des autres. Il sait qu'il lui faut regarder non plus seulement vers les seuls centres de représentation et de décision situés à Paris, mais aussi vers tous ceux existants sur la surface de l'Hexagone : Régions, Départements, Communes. Il sait enfin que la palette des outils peut s'élargir à tous niveaux, avec la participation fervente des citoyens quand ils la souhaitent. Ces outils relèvent de tous les secteurs d'activités publiques, mais aussi semi-publiques, associatives, familiales, individuelles et marchandes.

Mais il est très conscient, sur toutes ces voies, des dérives possibles. Le Tiers-Etat de 1990 aspire à une vraie morale de la transparence et de la concertation, de la tolérance et de l'ouverture, s'imposant souverainement à tous les décideurs, grands ou petits, publics ou privés.

Nous étouffons trop souvent sous des simulacres de démocratie. En France, les gens du Tiers acceptent des politiques une certaine dose de politesses et de propos convenus sans importance. Ils n'en apprécient pas moins les langages directs et les conduites droites. En tout cas, ils tiennent en profonde aversion l'hypocrisie et les jeux de cartes truqués ; ils demandent de la sincérité et de l'honnêteté dans la vie sociale et politique, comme dans la vie courante.

D'avantage de transparence et de concertation véritables : c'est le remède, préventif et curatif, à bien des dérives possibles sur les voies habituelles et nouvelles de l'action.

Un exemple. Ce sont de bonnes et excellentes choses que la décentralisation et les contrats de plan Etat-Région. Le risque de tirer à hue et à dia en certains domaines n'est pourtant pas nul. Dans les financements croisés, qui contrôle la mise en œuvre ? L'Etat ne va-t-il pas, quelquefois, pour s'éviter des sélections toujours difficiles entre des régions inégales, s'abandonner à des saupoudrages de moyens finalement inefficaces pour toutes ?

Le moment serait donc mal venu de jeter aux orties la planification à la française telle qu'elle se développe aujourd'hui. D'une part, le Plan est devenu un orga-

nisme de soutien de nos différents appareils techniques de prévision ; cette prévision est pluraliste. Le Plan s'est heureusement débarrassé de ses ambitions obsolètes à prédire et à nous imposer "un" avenir. Mais, d'autre part, il doit certainement demeurer le cadre de vrais échanges entre les grands acteurs, le lieu éminent de leur "ardente concertation". Les propositions de politique économique doivent pouvoir trouver au Plan les "garde-fous" pertinents qui leur sont nécessaires pour devenir des projets applicables.

Autre direction : depuis toujours, dans ce pays, les grands travaux de l'Etat et des monopoles publics naissent dans la plus grande opacité. Leurs créateurs, souvent inspirés, travaillent en secret ; les têtes et les mains se dissimulent dans de farouches pratiques colbertistes. Le Plan peut devenir, pour ces grands projets mobilisateurs d'immenses moyens financiers, parfois porteurs de nuisances et d'inégalités, un autre atelier de création, dans la transparence et la concertation avec tous les acteurs qu'ils concernent.

Il faut enfin : davantage de tolérance dans la société, davantage d'ouverture des uns aux autres dans l'ordre politique ! Les Français ne se contenteront plus des simulacres de l'une et de l'autre.

Soyons clair, d'abord, sur le chapitre souvent douloureux de la tolérance. Quand survient un drame du racisme, de l'intégrisme religieux, du rejet d'êtres humains différents, il ne suffit pas de se donner bonne conscience en bon "préposé à l'indignation". S'indigner, oui ; condamner, oui ; des lois existent, qu'il faut appliquer sans faiblesse. Mais le bon sens commande tout autant de soigner tous les jours, dans la pratique sociale ordinaire, les comportements d'exclusion que semblent finalement secréter les sociétés de tous les temps, en tous lieux de la planète.

Point de pitié pour celui qui verse sur les mauvaises pentes de l'humanité ! Moins de pitié encore pour le démagogue qui cultive cette face noire ! Ne nous dissimulons pas pour autant que les bonnes pentes de cette humanité ont besoin de se trouver cultivées et quotidiennement soutenues.

Pas d'illusion non plus sur l'aptitude des polices à supprimer les moteurs de ces terrorismes : ils découlent d'une foi déviée d'elle-même, tombée dans l'envers noir de l'humanité. Les solutions sont politiques et aussi spirituelles.

N'ayons pas peur des renaissances de la foi. En Afrique et en Asie, les sociétés traditionnelles s'indignent souvent de l'incrédulité des Occidentaux. A juste titre. Que revivent, chez nous, la foi du chrétien, celle du juif, celle du musulman ! Qu'elles se développent dans un commun respect de la personne humaine. Nous en avons besoin, comme de toutes les autres sources d'humanisme, pour revivifier notre morale et notre pratique des affaires sociales et politiques.

François GUÉRARD
Conseiller régional (Ile-de-France)

L'AUBE DU MOYEN AGE NAISSANCE DE LA CHRÉTIENTÉ OCCIDENTALE

par Jean CHELINI

Jean Chélini, reprenant les résultats de sa thèse sur La vie religieuse des laïcs à l'époque carolingienne (750-900), publie à la rentrée 1990 chez Picard une grande synthèse sur les origines du Moyen âge, L'Aube du Moyen âge. Naissance de la chrétienté occidentale. Etant donné nos liens d'amitié avec l'auteur, l'éditeur M^{me} Pasini-Picard a autorisé la publication de bonnes feuilles dans notre revue. Nous la remercions ici. Les pages qui suivent constituent l'essentiel de la conclusion du livre. Nous vous rappelons que Jean Chélini a commencé sa

carrière d'historien à l'Université d'Aix-en-Provence comme assistant de Georges Duby, professeur au Collège de France et membre de l'Académie française. Jean Chélini est aujourd'hui Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III et à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix. Il est directeur de l'Institut de Droit et d'Histoire Canoniques qu'il a créé. Son œuvre historique, touchant à la fois le Moyen Age et l'époque contemporaine, est essentiellement axée sur les problèmes d'histoire du christianisme et l'évolution des mentalités religieuses.

Le siècle carolingien a été court. Les souverains ont disposé de peu de temps et de moyens pour fonder durablement leur œuvre et la vie religieuse a souffert des traverses politiques de l'Empire. Seuls Charlemagne et Louis le Pieux jusqu'à la grande humiliation de 833 ont disposé de l'autorité, du crédit et des ressources nécessaires pour se faire obéir. Après 840, les princes carolingiens, régnant sur des royaumes plus petits, se combattant les uns les autres, n'ont plus eu les moyens efficaces de gouverner. Les invasions normandes ont paralysé de frayeur Neustrie, Austrasie et Bourgogne de 840 à 880 ; razzias et tributs ont vidé les trésors des églises et les réserves des princes ; les reculades des derniers rois carolingiens, la lâcheté de beaucoup de nobles et de clercs ont brisé la confiance que les populations avaient en eux. Lorsque le peuple chrétien se ressaisit pour se défendre, il s'appuya sur les guerriers les plus proches, un nouvel ordre féodal était en train de s'élaborer en cette fin d'un monde.

Dans cette brève durée, Pépin, Charles, Louis et leurs faibles successeurs, ont essayé de cristalliser une société chrétienne dans un Etat chrétien. Ils n'y sont qu'imparfaitement parvenus. L'impression d'inachevé domine. Les diverses lois nationales barbares subsistèrent dans l'Empire et les royaumes issus de son démembrement, même si certaines, comme la Loi des Bavarois, avaient été profondément christianisées. La législation capitulaire orale et cumulative - elle additionnait sans ordre les

capitula, - se superposa à ces codes ethniques, sans les supprimer, et sa répétition cyclique ne prouve pas nécessairement son efficacité. Elle fut à dominante essentiellement religieuse, accueillant dans ses chapitres les décisions des conciles réformateurs. Mais la réception du droit des Eglises dans la législation carolingienne ne fut jamais complète et, du moins jusqu'à la mort de Charlemagne, elle n'entraîna pas toujours l'intervention automatique de l'autorité publique pour sanctionner les manquements à la loi ecclésiastique. Ainsi la punition des infractions au repos dominical fut laissée à l'appréciation des curés. Néanmoins les progrès de la législation conciliaire et synodale ont contribué à uniformiser les normes de la vie religieuse, sous l'impulsion d'un évêque, dans son ensemble, de bien meilleure trempe que les évêques du VII^e siècle ou ceux du X^e siècle. Mais trop d'institutions, de rites, achevaient à peine de se mettre en place, lorsque l'ordre politique et social, qui les avait encouragés à naître, se disloqua et sombra après 880.

Ces imperfections et ces déboires ne peuvent abolir le très réel projet de société que les clercs carolingiens avaient élaboré et dont les princes ne furent en définitive que les maîtres d'œuvre. Dans ce schéma clérical, la religion tenait la première place et cimentait toute la construction sociale. Ce rôle fondamental donne au catholicisme carolingien son trait le plus original, c'est-à-dire sa dimension prioritairement politique. Ceci déjà

suffit à le caractériser non seulement dans l'histoire de l'Eglise tout entière, mais même au Moyen Age. Avant le salut personnel, le catholicisme carolingien assure l'ordre politique et social, garantit la justice et la paix, arme le bras du prince vainqueur des païens, châtie l'usurier et le voleur au même titre que l'impie. La religion envahit tous les domaines de la vie sociale, supplée à toute autorité, tendant à absorber tout pouvoir y compris celui du prince. Elle devient la substance même de la réalité politique et interprète la société qu'elle contribue en même temps à intégrer en lui offrant son projet d'*ordines* et son modèle de vie monastique. Société parfaite, l'Eglise des baptisés s'identifie à la population de l'*imperium christianum*. Elle se conçoit différente et ennemie de l'Islam, de Byzance ou du monde scandinave qu'il lui faut évangéliser. Cette vision carolingienne de l'Eglise occidentale laissait le monde anglo-saxon et l'Espagne occupée hors d'elle, à la marge de sa propre sphère d'influence. En fait, une plus longue durée de l'Empire l'aurait probablement conduit à une volonté d'hégémonie dont les motivations religieuses auraient été parmi d'autres les plus stimulantes.

UN CATHOLICISME POLITIQUE

Ce catholicisme politique assimile parfaitement Eglise, Etat et société. Le roi sacré, innovation radicale par rapport à la monarchie mérovingienne, choisi par Dieu, règne sur le peuple chrétien. Tantôt celui-ci est conçu de manière globale et comprend les grands et les clercs, tantôt il est réduit à la masse des laïcs de second rang. Les hommes sont répartis par la providence en ordres (*ordines*), bien structurés, auxquels les capitulaires rappellent leurs devoirs. Moines, clercs, fidèles laïcs forment les trois grandes sections de la société chrétienne, et la division est originale puisqu'elle comprend deux *ordines* ecclésiastiques pour un seul *ordo* laïque, contrairement à ce qui se passera après l'an mil. Chacun a sa fonction dans cette mécanique apparemment bien huilée. En 800, les évêques du roi veillent avec les comtes sur la bonne marche du corps social et les rapports des *ordines* entre eux. Mais avec Louis le Pieux le rapport s'inverse ; le roi des évêques prend sur ses épaules cette lourde charge et se voit reprocher par les évêques eux-mêmes les défaillances et les échecs de la machinerie providentielle ! Par excès de zèle les évêques détériorent la pièce maîtresse de l'ensemble, la dignité impériale. Dans une Eglise politique, les fautes politiques deviennent impardonnables. D'autant que parmi les *laïci*, des guerriers professionnels (*militēs, bellatores*) acceptent mal les interventions du prince et des évêques et aspirent confusément à des garanties viagères puis héréditaires et à un statut privilégié dans la société chrétienne au bénéfice de leur lignage. Ils en obtiennent l'amorce en 877, avec le capitulaire de Quierzy-sur-Oise.

Dans l'Empire carolingien, différent de son modèle constantinien et théodosien par la rareté et la fragilité de ses élites laïques et l'évanouissement de tout appareil politique et administratif, les sacrements et les gestes religieux prennent une dimension politique de sup-

pléance et les actes politiques, une coloration religieuse. Par le baptême l'enfant entre dans l'Eglise et devient sujet du prince. Par la pénitence publique restaurée le baptisé expie les fautes qui ont troublé l'ordre public, par l'excommunication il encourt la mort civile et sociale. Dans certains cas, le rite peut devenir moyen d'une politique, comme la pénitence de Louis le Pieux. Le jeûne officiel s'identifie à une technique de gouvernement pour arrêter la colère de Dieu. Tout événement est interprété à la lumière de ce catholicisme providentialiste et organisateur par les clercs qui détiennent le monopole de la connaissance et le crédit des foules. Si Dieu a lancé les Normands contre la chrétienté pour châtier les péchés de ce peuple indocile, il est donc plus important de faire pénitence que de résister à l'envahisseur. Dans cette perspective, mieux vaut désarmer Dieu que les Normands ! Malgré les réserves de certains évêques, l'eucharistie elle-même peut servir au jugement de Dieu, Lothaire II en fit la terrible expérience. Dieu, source de l'ordre social, doit le garantir et répondre aux sommations des juges pour condamner ou absoudre. Dès lors la guerre devient sainte, si elle est menée contre les païens, et les évêques, pacifiques pasteurs d'âmes, doivent prendre le glaive et revêtent l'armure pour conduire leurs milices à la bataille pour Dieu. Par une mystérieuse équivalence les comtes appliquent les sentences de l'évêque, poursuivent les excommuniés et les réfractaires à la pénitence et, s'ils résistent, les mettent à mort sans commettre de faute. Le tribunal de l'évêque l'emporte sur le plaid du comte. Le roi place son autorité au service des évêques pour la défense de la Foi et de la morale.

UN ORDRE COERCITIF

Le chemin est court du zèle dévôt à l'intolérance, de la coercition à la violence. Très vite, dès la fin du VIII^e siècle, la société carolingienne devient totalitaire et fanatisée, malgré la bonté naturelle de Charlemagne, les scrupules de Louis, la qualité des évêques ou la culture des aristocrates laïques. Le prince s'avère impitoyable pour les païens qui lui résistent. Saxons passés au fil de l'épée, massacrés, déportés ou réduits en esclavage, ont excité la pitié d'Alcuin qui rappela vainement à Charlemagne que l'acte de foi devait être libre. Et Arn de Salzbourg, lors de l'évangélisation des Avars, réclama plus de douceur. A travers tout le IX^e siècle, et dans toutes les terres de l'Empire, retentit l'appel à la délation. Par la procédure synodale les évêques contraignent les hommes les plus dociles des villages à dénoncer les insoumis aux lois de Dieu et de l'Eglise.

La pénitence publique est devenue policière. Elle frappe les criminels de droit commun comme les pêcheurs publics et les envoie pêle-mêle en prison ecclésiastique - le plus souvent le monastère - d'un mercredi des cendres jusqu'à un jeudi saint, le nombre d'années dans l'intervalle variant avec la gravité de la faute. Païens des marches de l'Empire, chrétiens insoumis à l'intérieur, n'échappaient pas aux mesures de coercition. Les juifs semblent mieux tolérés. Mais ce n'est guère qu'une apparence. Ils bénéficient pour un temps de la protection de

l'Empereur. Les évêques s'indignent de cette faiblesse, les prédicateurs dénoncent la méchanceté des juifs et certains annalistes, Hincmar le premier, en font déjà des traîtres qui aident musulmans ou Normands, ou empoisonnent leurs malades chrétiens. Le temps de la tolérance est compté. A la première défaillance du pouvoir politique, les conversions forcées, limitées au IX^e siècle aux enfants, commenceront. Pour ordonner des hommes brutaux, incultes, aux appétits grossiers, pour endiguer les violences, y compris chez les Grands et dans les rangs du clergé, les clercs, et les princes sous leur directive, ont essayé de bâtir une société policière, sans y réussir pleinement.

RÉSISTANCES PRINCIÈRES ET POPULAIRES

Le siècle carolingien ne mérite pas entièrement la réputation de conformisme qu'on lui a faite. Dans ses propres auxiliaires, l'Eglise a trouvé d'après résistances. Les princes se sont refusé à lui obéir entièrement ou à suivre tous ses préceptes. Charlemagne n'a jamais accepté d'ingérence ecclésiastique dans sa vie privée et a refusé de considérer le mariage comme autre chose qu'un acte coutumier. A l'exception de Louis le Pieux ses fils et ses petits-fils ont pratiquement tous connu une grande liberté de mœurs. Lothaire II a mené un combat de dix ans pour garder sa concubine Waldrade et garantir sa descendance. De même pour assurer leur lignage ou agrémenter leur vie malgré l'obligation du mariage canonique indissoluble, comtes et grands laïcs ont continué à divorcer, à se remarier ou à prendre des concubines. Les aristocrates du palais ou des provinces, refusèrent souvent d'envoyer leurs gens à la messe de l'évêque ou du curé. Ils préféraient les confier à leur prêtre domestique plus sûr. Ils se dispensaient assez facilement d'entendre l'office et n'hésitaient pas au moindre conflit à brutaliser moines et clercs, voire à les mettre à mort. Convoqués devant le tribunal de l'évêque, ils refusaient de s'y rendre et narguaient sanctions canoniques et anathèmes. Ces puissants profitèrent souvent des invasions normandes pour piller et rançonner à leur compte, sûrs de l'impunité, malgré les appels répétés des conciles en faveur des réfugiés et des pauvres.

L'indocilité aux leçons de l'Eglise se retrouvait aussi au bas de l'échelle sociale. Vagabonds, pauvresses, pèlerins professionnels et exhibitionnistes, vivaient d'aumônes dans le désordre des mœurs, la violence et les rapines. Les distributions régulières de vivres aux portes des monastères entretenaient la survie de mendiants de métier dont la misère ou l'infirmité garantissait la pitance. Il en est beaucoup comme ce vieil aveugle qui veut surtout ne pas recouvrer la vue de peur de voir se tarir les aumônes qui lui permettent de subsister ! Charlemagne et Louis le Pieux prirent des mesures d'ordre public pour contrôler cette population nomade et dangereuse. Après 850, les désordres se multiplièrent et les routes se peuplèrent de fuyards apeurés, proies rêvées pour les charlatans et les bandits. Lorsque les grands s'entendaient avec les brigands pour accroître leurs profits, alors les plus pauvres (*pauperiores*) n'avaient plus

aucune protection et les clercs devenaient impuissants à se faire entendre. L'ordre religieux dans ses devoirs et ses contraintes craquait de toutes parts.

LES RESTAURATIONS CAROLINGIENNES, RÉALITÉ OU ILLUSION ?

Que penser alors des restaurations carolingiennes en matière religieuse, le rétablissement du catéchuménat, de la liturgie, de la pénitence publique, qui correspondent dans d'autres domaines à la renaissance de l'Empire ou de la culture ? Déjà des études nombreuses ont montré que la résurrection de l'Empire avait abouti à créer une réalité politique nouvelle sous un vocable ancien. Les limites de la renaissance carolingienne ont été posées depuis longtemps. Son caractère utilitaire et clérical a été bien mis en relief, c'est dans cette mesure d'ailleurs qu'elle a été efficace. Pour la religion, il en va de même pour peu qu'au delà des affirmations des contemporains, on fouille jusqu'aux réalités vécues. Les faits témoignent contre toutes les restaurations carolingiennes, d'ailleurs souvent présentées comme le simple maintien du passé. Elles n'ont pas eu lieu ou ont débouché sur des nouveautés originales, intéressantes mais tout à fait différentes des institutions antiques dont elles portent le nom. Ainsi, à en croire toutes les réponses des évêques à l'enquête de Charlemagne sur le baptême en 813, le catéchuménat subsisterait. Or il a totalement disparu. La mention n'est que pur archaïsme. Les enfants baptisés au berceau ne pouvaient recevoir l'instruction religieuse, exigée de leur parrain et de leur famille, chargés de la leur transmettre. Plus tard la catéchèse sommaire des peuples conquis, réduite à quelques semaines ou à quelques jours d'endocritement, ne peut en aucun cas être assimilée à la sérieuse et durable institution du catéchuménat antique. Au IX^e siècle, plus de catéchuménat et aucune tentative de sa restauration !

La réforme culturelle ne peut être niée. Pépin, puis Charlemagne avec plus de bonheur, ont voulu uniformiser et romaniser la liturgie, par souci d'unité religieuse et politique. Mais en fait les circonstances n'ont pas permis la simple réception du *cantus romanus*, ce qui d'ailleurs n'aurait pas été une restauration. Alcuin et ses successeurs ont mêlé avec art pratiques gallicanes et rites romains pour aboutir à une liturgie hybride, mais originale qui en retour s'imposa à Rome même puis dans tout l'Occident, par des productions typiques comme le pontifical romano-germanique du X^e siècle. Dans le domaine de la pénitence officielle, l'erreur d'appréciation des clercs contemporains a été encore plus flagrante. Ils voulaient rétablir la *penitentia publica* des temps anciens, à la fois parce que sévère, spectaculaire et antique. Or à ce volontariat zélé des âmes scrupuleuses spontanément réunies en une troupe permanente à l'uniforme et au statut bien définis, les réformateurs carolingiens substituent un temps de prison religieuse, imposé aux criminels endurcis par la force de l'autorité publique. Le nom revient, *penitentia publica*, l'évêque répète aux mêmes solennités les mêmes prières, mais la clientèle a changé, l'esprit aussi. La réalité de l'institution a disparu

ainsi que le groupe social et les obligations permanentes et librement acceptées de la continence à vie et de l'abstention des tâches administratives et militaires qu'elle impliquait au V^e siècle. Une seule pénitence officielle a eu ce caractère antique, celle de Louis le Pieux à Saint-Médard de Soissons, mais c'était un faux, une copie d'ancien, fabriquée pour les besoins de la circonstance politique.

En fait les clercs carolingiens n'ont pas eu le souci authentique ou les moyens efficaces de restaurer les réalités religieuses anciennes. Le propos eut d'ailleurs été vain. Ils ont agi en bons antiquaires, soucieux d'ajuster pièces anciennes et bois neufs, pour obtenir un meuble nouveau qui offre la patine du vieux. L'ensemble des restaurations en matière religieuse s'apparente à la grande technique carolingienne du faux et répond aux mêmes préoccupations : authentifier d'un cachet antique une réalité nouvelle correspondant à un besoin nouveau. Les clercs responsables se sont-ils pris eux-mêmes au jeu et ont-ils cru de bonne foi à la vérité de leur entreprise ? Il est difficile de le dire. Mais les laïcs y ont forcément cru, car ils n'avaient pas les moyens de vérifier. Ainsi, même s'il est clair aujourd'hui que la liturgie restaurée n'était pas le rite romain, que la pénitence officielle avait changé de contenu et de clients, même si certains clercs plus lucides n'ont pas été dupes des apparences et des appellations, les laïcs du IX^e siècle ont cru de bonne foi à d'authentiques restaurations. A ce titre là seulement, elles le furent, dans la conscience collective du peuple chrétien.

LA RELIGION POPULAIRE

La religion des élites carolingiennes était connue dans ses grandes lignes, au départ de notre étude à travers l'œuvre de Pierre Riche. Les *Miroirs* des princes, les livrets de prières, les psautiers pour grand laïques tentent pour eux l'impossible adaptation de l'universel modèle monastique, sous le contrôle et avec les conseils de directeurs de conscience comme Alcuin, Jonas d'Orléans ou Hincmar. En temps de paix, en exil ou dans une demi-retraite volontaire comme celle de Dhuoda, ces aristocrates, hommes et femmes, arrivaient à peu près à suivre les heures canoniques, à lire les Psaumes, à jeûner et à vivre dans l'abstinence de toute chair. L'exercice de la *militia* remettait aussitôt en cause ce style de vie monastique à domicile. Les chevauchées, les combats, les pillages réveillaient les vieux instincts germaniques tout proches, même chez ceux qui s'étaient convertis. Mais ce n'était pas le cas de tous et imaginer tous les grands laïques sur le modèle de Guy de Bretagne, de Dhuoda ou de saint Géraud, serait oublier tous les aristocrates que nous avons vus plus soucieux de piller les églises, de dépouiller les pauvres que de fréquenter l'office, de chanter les Psaumes, de jeûner ou de faire l'aumône. Mais cette religion là, lorsqu'elle était vécue, demandait de la culture, une certaine intelligence et une disponibilité que seule procurait la richesse, elle ne pouvait pas être populaire.

Alors quelle religion pratiquaient les pauvres, les illet-

trés, la grande masse des *saeculares*, laboureurs, bouviers, artisans, domestiques et dépendants de toute nature qui, comme l'a bien montré Michel Mollet, possédaient quelques biens, mais insuffisants pour subsister et qui venaient sous la tutelle des puissants et des riches ? Ces hommes de la multitude, libres ou non libres, paysans des tenures, serviteurs, petits propriétaires, artisans des bourgs, savent confusément qu'ils n'appartiennent pas aux groupes privilégiés et protégés des moines et des clercs. Ils subissent l'autorité des puissants et des riches. Comme le comte, ils sont mariés, *conjugati*, et vont à l'ost s'ils sont libres. Ainsi ils participent à la *militia saecularis*, comme disent les clercs, c'est-à-dire qu'ils vivent dans le monde et qu'ils portent les armes. Mais leurs *negotia saecularia* ce ne sont pas les grandes affaires politiques du roi ou des *missi*, ce sont les humbles besognes quotidiennes des champs ou de l'atelier. Ils ne savent pas lire, ils n'ont pas accès aux livres de prières et aux beaux psautiers enfermés dans les trésors des châteaux et des monastères. Pour leur vie chrétienne, ils sont étroitement dépendants de leur curé.

Le prêtre exerce sur eux un pouvoir religieux qui se veut total, même s'il est parfois contesté. Il ne tire pas son autorité de sa naissance. Paysan comme eux, parfois serf affranchi, le prêtre partage leur origine et leur genre de vie. Mais il a reçu l'onction de l'évêque et cela fait la différence. C'est un clerc, ils sont des laïcs. Ils doivent obéir : le propre des laïcs est d'obéir, répète le prêtre. Pendant la semaine, il travaille les champs que le fondateur de la paroisse a donnés à l'église du lieu. Souvent une femme tient sa maison et s'occupe de lui. Quelquefois il a des domestiques. Si la paroisse est trop pauvre, il vit seul. Les laïcs doivent l'entretenir. Il prélève le dixième des récoltes et cela provoque bien des conflits. Chaque fois qu'ils ont besoin de lui, ils lui font une offrande, qui n'est pas obligatoire, mais qui s'avère indispensable. A partir du samedi soir, le prêtre redevient entièrement l'homme du sacré. Il invite tous les paroissiens à l'église où il se retrouve nombreux le dimanche, en dehors de ceux qui habitent dans les écarts et gardent les maisons ou les troupeaux.

LE DIMANCHE A L'ÉGLISE

A l'appel de la cloche, les familles partent vers l'église. Tous se sont lavés et portent leurs habits les plus convenables. Ils entrent en se bousculant dans la nef et s'installent debout, sans ordre, au fur et à mesure des arrivées. Le sanctuaire est illuminé par des cierges qui éclairent les peintures. Le Christ en majesté est peint au dessus de l'autel et les scènes de sa vie voisinent avec les effigies des saints protecteurs sur les murs de la nef. Le curé fait son entrée avec les enfants qui le servent à l'autel et qui apprennent à chanter et à lire avec lui pendant la semaine. Un groupe d'hommes s'est installé sur une petite estrade devant le chœur, les chantes, qui répondent au prêtre. Le curé chante mieux qu'au temps de leurs parents et de leurs grands-parents. Maintenant il sait chanter, comme on chante à Rome dans l'église du seigneur pape. Il lit mieux aussi et il comprend les prières

qu'il déchiffre en suivant son *ordo* dans plusieurs livres posés sur l'autel. Les fidèles ne comprennent pas le latin. Ils écoutent chanter et parler et ils regardent le spectacle liturgique, souvent sans trop suivre. Mais ils entendent le sermon, car le prêtre le dit dans la langue de tous les jours, et il répète toujours la même chose : ne pas prendre le bien d'autrui, ni la femme du voisin, jeûner dans les temps ordonnés, ne pas travailler le dimanche, faire l'aumône aux plus pauvres, payer la dîme. A l'Offertoire, les hommes vont en procession à l'autel présenter au prêtre des offrandes : du pain, du vin, les prémices des récoltes, quelques piécettes. Les femmes ne s'approchent pas de l'autel, mais ce sont elles qui ont tissé les nappes de lin qui le recouvrent. Heureux de se retrouver ensemble après une rude semaine, ils bavardent entre eux de leurs affaires. Souvent pour conclure, ils sortent sur la place avant la bénédiction finale du prêtre en essayant de ne pas se faire remarquer, car le curé veut qu'ils restent tous jusqu'à la fin. Après, tout le monde se retrouve devant l'église pour échanger des nouvelles. Le soir beaucoup retourneront auprès de l'église pour chanter ou danser en se tenant par la main. En quittant l'église, ils emportent de l'eau bénite qu'ils ont prise dans le vase placé à l'entrée, pour bénir la maison, les troupeaux et les champs au retour.

UNE RELIGION PÉNITENTIELLE

Les jours de grandes fêtes, avec leur curé, ils partent à la cité voisine pour assister à l'office dans l'église de l'évêque, plus grande, plus belle, mieux éclairée, où les prêtres sont si nombreux et chantent si bien que leur mélodie ressemble à celle que doivent faire les anges au ciel. Ces jours-là, à Noël, à Pâques, à la Pentecôte, les laïcs reçoivent la communion sous les deux espèces avec une certaine crainte. Leur curé leur a expliqué que, pour communier, il fallait être sans péché et avoir préparé son âme avec soin, sinon l'on mangeait et l'on buvait sa propre condamnation. Aussi, ils ne communient pas les dimanches ordinaires, respectant cette terrible nourriture qui peut causer la mort éternelle, si elle est prise indûment. Mais ces fêtes entraînent de grandes réjouissances, car elles ont été précédées de longs temps de privations alimentaires, si pénibles, avant Noël, l'Avent, et surtout avant Pâques, le terrible jeûne du Carême. Les laïcs doivent ne pas manger jusqu'au soir, tout en travaillant, s'abstenir de viande au repas du soir et de relations avec leur femme. Le mercredi des cendres, le début du jeûne (*caput jejunii*), l'évêque les invite à la pénitence. Ce jour-là ceux qui ont pu aller à la cathédrale voient des gens de leur village et des communautés environnantes parqués sur le parvis devant l'évêque, les archiprêtres et les curés des paroisses. Ces hommes et ces femmes ont commis des actes graves, absolument interdits. Ils ont couché avec la femme d'un autre, ils ont prêté de l'argent avec intérêt ou bien ils ont volé, ils ont fabriqué de la fausse monnaie ou ils ont refusé de payer la dîme. Leur crime est connu de tous. Ils doivent le racheter publiquement. L'évêque les admoneste, les fait entrer à l'église et étend les mains sur eux. On les revêt d'une chemise de crin, le cilice, et d'une robe grossière, on les expulse de

l'église pour les enfermer dans le monastère voisin. Ils y resteront tout le Carême, ou plusieurs années selon la gravité de la faute. Le jour du Jeudi saint, l'évêque réconcilie les pénitents qui ont achevé leur temps et remet les péchés à tous les chrétiens présents et qui ont fait pénitence. Chacun peut ainsi communier en paix le saint jour de Pâques, la plus grande fête de l'année.

Souvent, sans attendre l'avertissement de l'évêque, les laïcs vont trouver leur curé et lui avouent secrètement leurs fautes. Celui-ci se servant de son tarif pénitentiel leur inflige une pénitence rude et longue, en général de nombreux jours de jeûne, des aumônes, ou bien un pèlerinage proche ou lointain. L'exécution de la pénitence demeure la condition de la rémission. Aussi longtemps qu'il ne l'a pas accomplie, le laïc ne s'estime pas réconcilié avec Dieu. Son jeûne fini ou au retour de son pèlerinage, le pécheur se sent soulagé et le Jeudi saint, avec les pénitents publics, il reçoit l'absolution collective de l'évêque. Cette durée pénitentielle a provoqué chez lui une tension génératrice de progrès spirituel, mais aussi d'angoisse et d'inquiétude, surtout à cause des risques toujours possibles de mort subite ou accidentelle.

Dans la nuit de Pâques ou le jour de Pentecôte, les familles présentent au baptême les enfants nés dans l'année, soit à l'église baptismale de l'archiprêtre, la *pieve* des Italiens, soit au baptême de l'évêque. Parrains et parents récitent au nom des enfants le *Credo* et le *Pater*, pour montrer qu'ils possèdent le dépôt de la foi. Cette nécessité n'est pas seulement théorique, l'empereur a interrompu une cérémonie baptismale un jour où manifestement les parrains ne savaient ni le symbole ni l'oraison dominicale. Evêques, comtes et *missi* peuvent procéder à de pareilles vérifications. Si le bébé était malade, le père pouvait le faire baptiser à n'importe quel moment de l'année, n'importe où, par n'importe quel clerc, même un laïc en cas de danger de mort. Si l'enfant mourait sans baptême, ses parents devaient jeûner pendant un an et ne jamais rester sans quelque pénitence, car ils avaient privé de la récompense éternelle l'innocent coupable du seul péché originel par solidarité de l'espèce.

En dehors des très grandes fêtes, certaines festivités moindres marquent le cycle liturgique. La communauté villageoise a pris l'habitude de marcher en colonne en portant la croix et des images saintes, tout en chantant les litanies, à l'imitation des liturgies stationales de Rome. Les laïcs vont en procession pour la Purification de la Vierge, la seule fête mariale alors déjà populaire, ils entrent en procession, plus nombreux que d'habitude, à l'église le Dimanche des Rameaux, en portant des branches d'olivier ou d'autres arbres. Ils participent à la procession pénitentielle des Rogations qui précèdent l'Ascension, ultime victoire du Christ sur la mort, et la répètent lors des Quatre-Temps, triduum pénitentiel placé en mars, en juin, en septembre et la semaine avant Noël. Ils fêtent le patron de la paroisse, les apôtres martyrs, les saints nationaux comme Martin et Rémi. Mais ni l'Assomption, ni la Toussaint ne sont encore entrées dans le calendrier et la Vierge, bien qu'en tête du

cortège des saints, ne s'est pas encore détachée complètement de leur cohorte, pour apparaître à une place exceptionnelle à côté de Jésus dans la piété des fidèles.

DES IMPÉRATIFS GÊNANTS, DES SANCTIONS TERRIBLES

Ces chrétiens sont inquiets. Les prêtres ne les rassurent pas du tout. Ils sont exigeants et menaçants. Ils veulent que les hommes n'aient qu'une femme et qu'ils la gardent toujours, même si elle devient insupportable ou trop laide. Il n'existe plus aucune possibilité, aux dires de l'évêque et du curé, d'agir comme avant, c'est-à-dire de renvoyer sa femme lorsqu'on ne la veut plus, de la remplacer lorsqu'elle ne fait plus l'affaire et surtout si elle est adultère ou volage. Lorsqu'on veut se marier, on ne peut plus se contenter de prendre une femme, de la doter et de se mettre en ménage avec elle. Il faut aller trouver le curé pour bénir le mariage et se marier publiquement après que le curé a annoncé les noces. On ne peut plus épouser sa parente, même éloignée, ce qui est gênant, car avant on se mariait au village et de préférence entre cousins. On ne peut même plus épouser une femme qui vous est simplement alliée ou la marraine de vos enfants. Si on passe outre, le curé vous dénonce, le mariage est considéré comme nul, et ensuite on ne peut même plus se remarier. Qui plus est, lorsqu'on est marié on ne peut s'unir à sa femme quand et comme on veut. En Carême, les jours de pénitence ou le dimanche, il est interdit de coucher avec elle. Toutes ces nouveautés indisposent les esprits envers le curé. Cette discipline pèse aux hommes. Certains en arrivent même à tuer leurs femmes pour être sûrs de s'en débarrasser. Les femmes demandent aux sorciers de rendre leur homme impuissant, car l'évêque reconnaît que le mariage est nul en cas d'impuissance prouvée du mari. D'autres se rebiffent, refusent de se confesser au curé et vivent avec une concubine ou plusieurs, après avoir chassé leur femme. Quelques-uns continuent à aller prier auprès des fontaines, des pierres sacrées, des sources, et leur offrent des libations, comme les païens le faisaient dans le passé. D'autres vont trouver les magiciens et les sorcières. Ils achètent des philtres d'amour ou de mort, des potions pour empêcher leur femme d'être enceinte ou pour la faire avorter. Beaucoup portent des amulettes. Le curé répète que toutes ces pratiques sont démoniaques et il demande de lui signaler ceux qui s'y livrent.

Sans cesse le prêtre dénonce le péché et les pécheurs et prédit le châtement de Dieu. Le curé ou l'évêque non seulement menace, mais encore inflige de terribles sanctions qui lient pour l'éternité. Quand l'évêque en tournée arrive au village, il rassemble les hommes de confiance du curé, leur fait prêter serment et les oblige à désigner des coupables. Malheur à celui dont les témoins synodaux savent qu'il a une concubine, qu'il est adultère ou pédéraste, qu'il a volé les tuiles de l'église ou tué un homme ! Ceux qui on été dénoncés doivent prouver leur innocence devant l'évêque. S'ils sont trouvés coupables et qu'ils refusent de se soumettre, les récalcitrants sont excommuniés. Au cours d'une cérémonie effrayante,

celui qui est retranché *a coetu christianorum* est maudit, interdit de toute relation humaine et condamné au feu éternel, sauf s'il se repent. Les excommuniés pauvres rejoignent les brigands qui hantent les chemins ; après 850 certains rallient les Normands. Parfois le conflit oppose des aristocrates à l'évêque et au curé. Retranchés dans leur maison forte, ils narguent l'excommunication, jusqu'au jour où le comte envoie des soldats pour les soumettre. Mais souvent le comte ne sévit pas contre un homme de son rang. Les villageois s'étonnent et s'indignent, sans comprendre. Cependant le seigneur pape intervient parfois et même les rois lui obéissent. L'empereur Lothaire II a été contraint de renvoyer sa concubine. Dans le peuple, l'exemple a pris toute sa valeur.

DE PUISSANTS DÉLÉGUÉS !

Ces humbles ne comprennent pas ces effroyables mystères que sont la disette, les épidémies, les comètes, les étoiles filantes, les aurores boréales, toutes les lueurs célestes. Le curé leur explique que ce sont les signes de la colère de Dieu et qu'il faut faire pénitence. Les hommes venus du Nord infligent le châtement de Dieu ; à leur approche tout le monde s'enfuit épouvanté, le curé le premier. Aussi les chrétiens cherchent-ils des protections, des certitudes qui les rassurent davantage, plus efficaces que la messe, que la communion toujours inquiétante et que la pénitence longue et incertaine. Les saints offrent ces refuges solides et ces interventions efficaces. Leurs restes, les reliques, ont des vertus surnaturelles : la puissance du saint faiseur de miracles reste attachée à ses os, à ses vêtements et se communique à tout objet ou tout être qui a eu contact avec eux. Pèlerins volontaires ou contraints par leur curé pour faire pénitence, les laïcs affluent vers les tombeaux des saints, afin d'obtenir la guérison, la fécondité ou la fortune ! Chacun s'efforce de rapporter un fragment du tombeau, un linge qui a touché le corps, une fiole d'eau qui a coulé le long des reliques. Si l'on change le corps saint de séjour, les foules se pressent sur le passage du cortège et s'efforcent de toucher le brancard ou les porteurs. Des phénomènes collectifs entraînent hommes et femmes vers ces restes tout puissants, qui arrêtent l'envaïsseur comme l'épidémie. Tous portent des phylactères chrétiens qui souvent voisinent avec d'autres véritablement païens. Plus efficaces que les prêtres, les saints en dépendent car ce sont les clercs qui les servent, font connaître leur vie et leurs miracles et diffusent leur culte. Loin de libérer les laïcs de l'influence des clercs, les saints les assujettissent encore plus à eux, car là encore la médiation sacerdotale demeure obligatoire pour toucher le saint. Gardiens d'os sacrés et pleins d'une force mystérieuse, autant que distributeurs de sacrements et répartiteurs de pénitences, les clercs gouvernent au monde ignorant et soumis des laïcs. Seule la violence ou l'habile dissimulation soustrait pour un temps les laïcs à leur indispensable domination.

LES CLÉS DE L'ÉTERNITÉ

Les riches ont des médecins. Les pauvres recourent aux recettes traditionnelles ou aux pratiques magiques.

Des femmes placent leur enfant malade au dessus du foyer ou bien le portent au sommet du toit pour qu'il guérisse ! D'autres brûlent des grains là où un homme est mort, pour en faire des remèdes. Mais le curé veille et lorsque la maladie devient grave, il accourt auprès du patient et l'interroge sur ses fautes. Puis il lui fait sur le corps plusieurs onctions avec le chrême et le réconcilie avec Dieu *in extremis*. Pour le grand voyage, il lui remet la communion en viatique. Si le malade est déjà inconscient, il questionne les présents sur ses dispositions avant de perdre connaissance et le réconcilie ensuite. Si les fautes ont été graves, le mourant peut prendre des remplaçants pour exécuter à sa place les pénitences fixées. S'il recouvre la santé, il les accomplira lui-même. Les riches ont beaucoup de vicaires pour faire pénitence pour eux. Les pauvres ont les prières de leurs proches. Par testament les riches font élection de sépulture dans une église ou un monastère. Certains revêtent avant de mourir le froc monastique pour bénéficier encore plus activement des prières d'une communauté dont ils sont devenus membres. Ils prévoient des aumônes pour les pauvres et des fondations de messes pour le repos de leur âme.

Le corps, après la toilette funèbre, est porté avec plus ou moins de pompe à l'église où il est veillé par les clercs et les proches. La messe de funérailles demande pour le fidèle défunt le repos éternel et la procession d'inhumation amène le corps jusqu'au cimetière proche de l'église, où il est enterré, sans mobilier funéraire, à la différence des sépultures païennes antérieures. Le corps est inhumé dans ses vêtements, à la rigueur avec ses bijoux, une croix, dans un tombeau préparé d'avance ou dans la fosse creusée le jour même. Seuls les puissants reposent à côté des clercs sous le pavement des églises, malgré les interdictions canoniques. L'excommunié sera enseveli à la hâte hors de la terre chrétienne, privé de toutes prières. L'Église ainsi veut lui fermer la porte du ciel. Au contraire, dans les monastères et chez les aristocrates des associations de prières se sont constituées juridiquement ou *de facto* ; toute la communauté ou tout le lignage est invité à prier pour le défunt, membre du groupe. La terreur d'un enfer brûlant, le désir de la *gloria*, la vie avec le Christ et les saints dans le Ciel, constituent les motivations essentielles des hommes de l'Europe carolingienne. Tous n'en sont pas toujours aussi clairement conscients, très rares sont ceux qui les rejettent. La foi est naïve, souvent impure, mais exceptionnellement absente.

*
* *

Moins vétérotestamentaire qu'on n'a voulu le dire, moins restauratrice de l'antiquité chrétienne que génératrice de réalités nouvelles, la société religieuse qui vit dans l'Europe carolingienne, au IX^e siècle, constitue déjà une chrétienté c'est-à-dire une communauté solidaire, dont les modèles de vie, les valeurs morales, les institutions, les coutumes et les rites sont reliés entre eux et fondés sur l'Église du Christ, Fils de Dieu, incarné, mort sur la croix pour sauver les hommes, et ressuscité. La croix de la rédemption dont Raban Maur a fait un si

merveilleux éloge domine déjà cette société et l'intègre, donnant son unité profonde à une mosaïque de peuples, de droits et d'habitudes mentales. La marche vers l'unité profonde, l'élimination des non-chrétiens et des survivances païennes, est irrévocablement entamée. Les aspects juridiques et collectifs l'emportent dans cette construction sur les critères spirituels et personnels. Les princes et les clercs ont voulu parer au plus pressé, créer des cadres et des habitudes, les garantir par la puissance publique, et sanctionner officiellement les manquements au nouveau code moral et social, souvent en contradiction à l'origine avec les valeurs et les habitudes des sociétés germaniques dont la classe dominante était issue.

Cet aspect totalitaire et coercitif s'avère le caractère le plus déplaisant de la chrétienté carolingienne. La mentalité hiérarchique des guerriers germaines le sentiment de la supériorité cléricale, la grossière barbarie des populations n'en permettaient probablement pas d'autres. Mais des germes d'évolution sont indéniablement présents dans cette société nouvelle. Le développement du culte des saints, le goût des reliques, des pèlerinages, les premières étapes de la piété mariale, constituent autant d'amorces qui s'épanouiront dans les siècles suivants. Plus fragiles encore, aussi plus riches de promesses, apparaissent les premiers balbutiements d'une spiritualité du mariage, l'élaboration de la pénitence privée sous la forme de la confession, la pratique de la communion plus fréquente, autant de germes d'une piété laïque plus personnelle et plus autonome.

Mais l'impérialisme ecclésiastique s'établit encore plus fortement que dans les siècles précédents sur la société tout entière, au niveau des modèles de vie et des centres de décision. Le moine s'impose comme l'idéal universel et tend à ordonner à ses valeurs et à ses horaires le clerc et le laïc. Souvent d'ailleurs, les moines occupent de hautes fonctions ecclésiastiques ou politiques. Les évêques gouvernent l'Église et tiennent les avenues du pouvoir, et les curés régissent leurs paroissiens. Les prêtres, médiateurs obligatoires entre Dieu et les créatures, gardiens du dépôt de la Foi et des réserves de reliques, dirigent fermement les hommes sur les voies du salut. Par son cléralisme, la chrétienté carolingienne contient déjà les bases de la monarchie sacerdotale des XI^e et XII^e siècles et les origines de la puissante controverse entre le laïc et le clerc.

La chrétienté carolingienne est bien la mère de la chrétienté médiévale, mère encore rude d'une fille plus humaine et plus raffinée. Elle connaît seulement les groupes organiques, sans s'attarder aux personnes, attachée à l'accomplissement des devoirs plus qu'au respect des droits et des vocations individuelles. Charlemagne devient dans la mémoire des hommes l'idéal du prince catholique et son empire le modèle de la société chrétienne. Il faut attendre le règne de saint Louis, plus préoccupé de justice et de charité que d'ordre public et de conquêtes militaires, pour que les hommes conçoivent un roi plus chrétien et une société plus évangélique.

Jean CHÉLINI

MYSTIQUE ET POLITIQUE CHEZ SAINT BERNARD

par Maurice BLIN

Il a fallu des siècles au christianisme, religion de l'incarnation, pour élaborer une doctrine des relations entre la nature et la grâce. Mais bien avant que les théologiens s'en saisissent, le problème s'était posé à lui au plan pratique et politique. En effet, la conversion de Constantin avait fait brusquement de lui le garant d'un ordre romain qu'il avait longtemps contesté. Dieu et César que le Christ avait si fortement opposés, allaient-ils à nouveau se rejoindre ? Politique et mystique peuvent-elles se confondre sans se trahir ? Cette question redoutable est au cœur de vingt siècles d'histoire européenne.

Elle explique la relation conflictuelle entre Eglise et société civile, pouvoir spirituel et temporel, Pape et Empereur, qui a dominé tout le Moyen-Age. Elle a été une source permanente d'affrontement entre deux ordres dont chacun dispose en effet de sa légitimité propre. Car il est trop évident que les règles qui président au destin de la cité charnelle ne se confondent pas avec celles qui président au salut des âmes.

*
* *

C'est à coup sûr à travers la vie et l'œuvre de Bernard de Clairvaux que cette relation tumultueuse a pris le plus d'éclat. Moine voué à l'ascèse et à la solitude du cloître, Saint Bernard a paradoxalement exercé sur son siècle une immense emprise. Mystique, il a pris vigoureusement parti dans les principaux débats politiques de son temps. Dans une société féodale où le pouvoir séculier intervenait en permanence dans la vie de l'Eglise, il s'est employé à défendre contre lui l'autorité de son ordre, des évêques et du Pape.

Y est-il pleinement parvenu ? En fait, son action, parce qu'elle s'est située à trois niveaux bien différents, a connu des résultats très inégaux.

Son œuvre monastique a eu un immense succès. L'ordre cistercien a essaimé très rapidement à travers l'Europe et comptait, à la mort de son fondateur, plus de cent

soixante établissements. Les moines blancs adonnés au travail autant qu'à la prière ont contribué à l'essor économique du XII^e siècle. Pionniers d'une production agricole collective, organisée et innovante, ils l'ont été aussi dans l'ordre de l'art, réconciliant dans l'architecture romane la pierre et la lumière. Mais surtout, ils réussirent - et sur ce point la vigilance de Bernard fut sans défaut - à sauvegarder leur indépendance à l'égard du pouvoir temporel. Ils ont contribué à la rénovation spirituelle et économique d'une société à l'écart de laquelle ils sont parvenus à se tenir ; c'est même précisément parce qu'ils ont su s'en libérer qu'ils l'ont transformée. En substituant la règle monastique exacte, rigoureuse, à la routine et l'à peu près des modes de travail traditionnels, ils ont inventé cette efficacité qui explique leur enrichissement rapide et leur rayonnement.

Tête et cœur tout à la fois d'un ordre international prospère, présent au siècle tout en échappant à son influence, Bernard, véritable conscience de son temps, disposa d'une autorité qui lui permit de s'exprimer, pour ainsi dire, au nom de Dieu face à toute puissance établie.

A ce second niveau, son influence a été incontestablement bénéfique et décisive.

Il critique les relâchements dont souffre l'ordre bénédictin et aide à leur redressement. Il dénonce le cumul des bénéfices, c'est-à-dire la main-mise du pouvoir civil sur les biens de l'Eglise. Il n'hésite pas à s'attaquer à Louis VI lui-même, roi de France qui prétend élever Etienne de Gerlande, archidiacre de Notre-Dame de Paris, à la fonction - toute guerrière - de sénéchal - et le roi reculera. Il prend parti pour Innocent II, seul pape légitime à ses yeux, contre son rival Anaclet et l'aide à triompher après un long et dur combat. Il couvre d'invectives le peuple romain qui conteste l'autorité d'Eugène II, son disciple et premier pape cistercien. A ce dernier qu'il connaît bien, et pour cause, et suspecte de faiblesse, il rappellera avec force dans le "De consideratione" la dignité et les devoirs de sa charge.

Bref, il contribue de façon décisive à établir l'autorité

hommes et des circonstances, son jugement paraît se brouiller. Il se jette dans des aventures qui se terminent médiocrement ou mal. C'est ainsi qu'il rédige la constitution de l'ordre des Templiers dont le destin sera bref et ambigu. Il arrache la déposition de l'évêque d'York qu'il condamne à tort pour lui substituer un cistercien. Il défend Henri le Sanglier, archevêque de Sens, accusé, à juste titre semble-t-il, de simonie par le roi de France. Mais son échec le plus éclatant sera celui de la deuxième croisade qu'on lui demande de prêcher. L'armée qu'il parvient à faire lever au motif de libérer la Palestine des Infidèles sera d'un recrutement douteux ; les femmes s'y mêlent aux hommes et l'appétit de rapine au noble souci de défendre la Chrétienté. Elle ira au désastre.

Dans ces trois cas et quelques autres, force est donc de constater que le mystique, en devenant politique, s'est fourvoyé.

Ainsi, le génie mystique de Bernard de Clairvaux ne l'a pas mis à l'abri d'erreurs politiques manifestes. Et cela ne saurait surprendre dans la mesure où, pour parler comme Pascal, la conduite des hommes est d'un autre ordre que le soin des âmes. Elle peut lui être subordonnée. Elle ne s'y réduit pas.

En cela, son destin garde valeur d'exemple.

*
* *

Mais il est aussi proche de nous à un autre titre.

Saint Bernard au style concret, imagé, chaleureux, direct, s'impliquant personnellement dans son message, a été ce qu'on appellerait aujourd'hui un personnage étonnamment médiatique. L'exemple de sa controverse avec Abélard le montre bien. Menacé d'affrontement avec le redoutable dialecticien, il refuse le débat et le remplace par une vigoureuse campagne d'opinion d'abord auprès des évêques réunis en concile à Sens, puis de la Cour de Rome où son adversaire a fait appel. Il obtiendra ainsi sa condamnation par défaut.

Le talent littéraire, la force de conviction, la puissance de séduction l'emporteront souvent chez lui sur l'argumentation. Aux raisons de ses adversaires dont certains n'étaient ni négligeables, ni méprisables, il oppose images, mots et citations des auteurs sacrés. Il fut accusé par eux d'ignorance et de facilité. Disons qu'il était habité par une certitude sur laquelle il avait fondé sa vie et qu'il a su magnifiquement "communiquer".

*
* *

Mais le règne de l'image, nous le voyons bien aujourd'hui, n'est pas sans danger. Elle éblouit autant qu'elle éclaire. Elle passe alors que l'idée, seule, reste.

De ce point de vue, l'œuvre si forte de Saint Thomas, maître du concept, ajoutera heureusement au témoignage éclatant de Saint Bernard le fondement de raison dont celui-ci, parfois, paraît manquer.

Maurice BLIN

St-Bernard prend possession de l'abbaye de Clairvaux

spirituelle des évêques et de la Papauté face aux intérêts profanes qui pourraient la contrarier. Certes, il se défend d'être, comme ses adversaires l'en accusent, "plus Pape que le Pape". Et pourtant, c'est parce qu'il l'est bel et bien, parce qu'il a toujours refusé tout titre hiérarchique, qu'il parviendra à imposer sa magistrature morale et celle de Rome à son temps. La papauté, en le canonisant moins de vingt ans après sa mort, ne fera d'ailleurs qu'acquitter sa dette envers lui.

Ainsi, à travers le combat qu'il a mené à temps et contre-temps pour dégager le spirituel des liens qui, au Moyen-Age, l'unissaient étroitement au temporel, Saint Bernard a accompli une œuvre historique. Il a fondé la distinction entre le profane et le sacré, la politique et la mystique, qui marquera la culture européenne, fera sa singularité et sera à l'origine, pour parler comme Péguy, de son constant "ressourcement".

Mais Bernard, homme d'autorité, est aussi un moine "engagé". Juge souverain de la politique, il en devient souvent l'acteur. Descendant des cimes où il est établi, il se mêle aux affaires du siècle et prend part à des combats dont certains apparaissent, avec le recul du temps, bien incertains. Chez lui, le goût féodal du commandement l'emporte alors sur la doctrine.

A ce troisième niveau qui est celui de la politique et suppose une appréciation attentive, patiente, des

LA DIPLOMATIE CANADIENNE DE FRANCISQUE GAY

par Tomasz MICHALOWSKI

Le 17 mars 1948 Francisque Gay, député du M.R.P. à l'Assemblée nationale, fut nommé ambassadeur extraordinaire de la République française au Canada. "S'il y eut jamais un ambassadeur "extraordinaire", dira le biographe de Gay, Maurice Carité, "non seulement par sa mission mais par la manière dont il l'a comprise et exercée, ce fut Francisque Gay" (1). Nommé initialement pour une période de six mois, Gay vit son mandat prolongé deux fois, jusqu'au 15 juin 1949.

Francisque Gay inscrit son nom dans l'histoire de la France non point comme diplomate mais comme éminent représentant du catholicisme social. Né en 1885 à Roanne, dès son adolescence il fut fasciné par l'idéal d'un christianisme réconcilié avec son temps, l'idéal qu'incarnaient à ses yeux l'enseignement et l'action de Marc Sangnier. A l'âge de 17 ans, Gay s'engagea dans le "Sillon" dont Sangnier fut fondateur et qui regroupait, au plus fort de la querelle de la séparation entre l'Eglise et l'Etat, les chrétiens de tous horizons soucieux de surmonter les divisions politiques et religieuses et de dépasser la tradition qui liait le sort de l'Eglise française au cléricisme, à l'anti-modernisme et au nationalisme. Ardent avocat de l'adhésion des catholiques français aux valeurs démocratiques et républicaines, c'est dans le domaine de l'édition et du journalisme que Gay se fraya une voie de militant catholique. Il s'associa en 1911 à la librairie Bloud, à laquelle il donna une impulsion nouvelle, notamment par ses réalisations dans le domaine de l'histoire religieuse et de l'apologétique. En 1924, il fonda l'hebdomadaire *La Vie Catholique* qui, au cours de ses quatorze années d'existence, eut pour programme de "suivre dans toutes ses manifestations le magnifique développement de l'activité littéraire, artistique, scientifique des catholiques français". Mais, comme l'a dit René Rémond, "l'accident qui devait avoir des conséquences irréversibles sur le destin de *La Vie Catholique* et de son directeur surgit aux derniers jours de l'été 1926 : le conflit entre le Pape Pie XI et l'Action française" (2). Toujours très à l'écoute du Saint Siège, Francisque Gay refusa le silence que la condamnation papale de l'*Action française* rencontra dans une large partie de l'épiscopat

et de la presse catholique. En 1927, il fonda les *Volontaires du pape* et transforma *La Vie Catholique* en véritable foyer de la lutte contre les idées de Charles Maurras. En 1932, Francisque Gay lança *L'aube*, quotidien de la démocratie chrétienne qui devait permettre à une génération d'hommes attachés au christianisme et aux combats sociaux - comme Georges Bidault, Gaston Tessier, Louis Terrenoire - de s'imposer en politique. La création, en novembre 1938, des *Nouvelles Equipes Françaises* présageait l'intransigeance de Gay devant les compromissions offertes en 1940. Dès juin 1940 il saborda *L'aube* et s'engagea dans la résistance, dont il devait écrire une des plus belles pages. A la libération, il contribua à fonder le *Mouvement Républicain Populaire* dont *L'aube* - qui réapparaissait dès 1944 - devint l'organe. En novembre 1945, le général de Gaulle, pour marquer une volonté d'union nationale, nomma Francisque Gay ministre d'Etat, aux côtés de Vincent Auriol, Maurice Thorez et Louis Jacquinot. Mais, désenchanté par le primat des préoccupations "politiques" sur l'idéal démocrate-chrétien, confronté à des incompréhensions à l'intérieur de son parti et de son journal, Gay quitta d'abord le gouvernement, en 1947, ensuite la rédaction de *L'aube*, en 1948. C'est alors que Georges Bidault lui proposa de "servir encore" en acceptant une ambassade extraordinaire soit au Canada, soit au Vatican.

La nomination de Francisque Gay intervint au moment où elle avait lieu de déplaire à une large fraction de la classe politique française. Gay fut le quatrième parlementaire désigné en quelques semaines pour un poste administratif ou diplomatique. A l'occasion de son départ à Ottawa, "des protestations s'expriment contre le tendance marquée du gouvernement à confier les postes importants de l'Union Française à des parlementaires ou à des ministres" (3). Le rassemblement des gauches s'inquiéta aussi de cette série de nominations, d'abord en raison de la proportion jugée excessive de socialistes, ensuite et surtout en raison de la diminution qu'elle entraînait dans "la marge déjà très réduite de la majorité gouvernementale" (4). Mais l'intrusion de Francisque Gay dans le domaine de la diplomatie mécontenta en premier lieu les hommes de carrière. On

critiques, sa mission au Canada s'annonçait elle-même périlleuse. Non pas en raison d'éventuelles divergences entre Paris et Ottawa, qui entretenaient au contraire d'excellents rapports, marqués notamment par la volonté du gouvernement canadien d'appuyer les positions françaises en politique internationale et d'apporter son soutien aux efforts de relèvement de l'économie française. Les difficultés auxquelles se heurtaient les représentants officiels de la France tenaient à l'ambiguïté du rôle de la diplomatie française dans l'incessant conflit opposant les deux grands groupes ethniques du Canada : les Canadiens anglais - dominants au sein des institutions fédérales -, et les Canadiens français - hostiles à toute forme d'assimilation et attachés à leurs traditions ancestrales. "Le Canadien anglais", précisait une "note" remise par le Quai d'Orsay à Francisque Gay quelques jours avant son départ pour Ottawa, "est simple, direct et, d'une façon générale francophile. Mais, et c'est là que la position de nos compatriotes devient plus délicate, le Canadien anglais apprécie souvent les Français dans la mesure où ils s'opposent aux Canadiens français. Il souhaite même utiliser l'influence française pour faire pénétrer à Québec un esprit libéral nouveau et pour aider à l'intégration et à la fusion morale des deux Canada. Cette aspiration est légitime. Si notre seule présence et le rayonnement de notre culture produisent un tel effet, nous pouvons nous en réjouir. Mais nous ne devons en aucun cas et à aucun degré apparaître comme des agents de l'influence britannique. Bien plus, si la préoccupation essentielle de nos représentants doit être celle de nouer des relations étroites avec les milieux dirigeants fédéraux, c'est-à-dire essentiellement britanniques, ils doivent veiller avec une vigilance extrême à ne pas éveiller les susceptibilités des Canadiens français, particulièrement jaloux à cet égard. Les contacts sociaux doivent être aussi fréquents avec les uns qu'avec les autres. Nous ne devons, en aucun cas, donner le sentiment de négliger notre famille, même si ses membres se comportent parfois avec les susceptibilités ou les rancœurs de parents pauvres" (5).

Cependant, aussi modeste fût-il, le programme consistant à s'interdire de "donner le sentiment de négliger notre famille" n'allait pas sans poser problème. Certains milieux canadiens français entretenaient une vieille rancune contre la France, si bien que dans la province de Québec les moindres faits et gestes des représentants français étaient constamment épiés et au besoin abondamment critiqués. Le ressentiment contre la France, qui était aussi ancien que l'abandon de la Nouvelle France par Louis XV, se trouva singulièrement ravivé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsque le régime de Vichy - cher aux Canadiens français - se trouva au banc des accusés des tribunaux de l'épuration. Or, le "nationalisme" canadien français, du fait de l'équivoque qui, au Canada, semblait lier le sort de l'identité française à celui de l'Eglise catholique, avait de tout temps nourri la méfiance à l'endroit de la "France officielle", laïque et anticléricale. Fidèles à la vieille distinction entre le peuple de France, gardien des vertus séculaires dont se

Francisque Gay

lui reprochera de manquer de compétences en matière de diplomatie et cette accusation pèsera lourdement dans la campagne de diffamation dont Gay devait faire l'objet dès janvier 1949.

LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LE CANADA

Si Francisque Gay s'exposait en France à de vives

réclamaient aussi les Canadiens français, et la France révolutionnaire, les organes nationalistes de Québec avaient toujours cherché à mettre en évidence les sentiments religieux des Français et à dénoncer la République française comme régime imposteur et comme agent de "décadence". Ce qui leur valut dans l'entre-deux-guerres des affinités avec l'*Action française* et les idées de Charles Maurras. Ce qui en 1940 les amena également à retrouver dans la France de Vichy la "France éternelle", cette "France fille aînée de l'église" à laquelle les Canadiens français étaient si longtemps restés fidèles. Les sympathies que la France de Vichy se gagna dans la province de Québec n'étaient d'ailleurs pas étrangères à l'opposition du clergé catholique à la participation de ses protégés à l'effort de guerre et au vote massif de désaveu lors du plébiscite sur la conscription organisé en 1942 par le gouvernement fédéral (6).

Si la "France libre" n'a jamais eu bonne presse au Canada français, à la Libération les critiques se multiplièrent à l'adresse du nouveau pouvoir et des institutions qu'il tentait de mettre en place. Tout en protestant de leurs sentiments de sympathie à l'égard de la France, la plupart des journaux ne se faisaient pas faute de désavouer le général de Gaulle, présenté comme "l'homme de Londres", son gouvernement, "rentré en France derrière les armées britanniques et américaines", et, surtout, la politique d'épuration qui, en plus de s'apparenter au procès de la "France éternelle", fut associée à un pouvoir imposé de l'extérieur en violation des principes de légalité et des sentiments du peuple français. Les organes nationalistes retrouvent à l'occasion les thèmes habituels de la critique de la France moderne. "Quand il ne s'agit pas d'arguments historiques" écrit à ce propos Paul Lorion, chargé du Consulat de Québec, "il est question soit du danger que peut présenter pour un pays "sain" la contamination d'idées "subversives", soit de la "décadence" de notre pays dont la guerre de 39-45 a accéléré le rythme" (7). Tous les Français qui s'efforcent d'affirmer la qualité de nouvelles institutions ou de nouvelles élites de leurs pays, qu'ils soient diplomates, enseignants ou artistes, butent sur des observations malveillantes, où l'imagination supplée souvent au manque de bien-fondé des critiques. "Ces critiques", notait encore Paul Lorion, "se traduisent généralement par des articles venimeux parus dans la presse ou par des propos qui circulent de bouche en bouche". Mais, à l'occasion, les propos malveillants font également irruption dans les déclarations officielles des responsables locaux, indisposant alors singulièrement les diplomates français. La correspondance consulaire fait notamment état des appréhensions à l'égard de Maurice Duplessis, premier ministre de la province de Québec, dont les "pointes" furent particulièrement redoutées. Ainsi par exemple cet incident, décrit par Paul Lorion, qui eut lieu lors de la remise en juillet 1947 de la Légion d'Honneur à Monseigneur Roy, qui venait juste d'être sacré archevêque de Québec : "Le discours de M. Duplessis fut très élogieux pour le nouvel archevêque de Québec mais, tout en voulant être aimable pour la France, laissait entrevoir

certaines petites restrictions. M. Duplessis, peut-être pour flatter son auditoire et peut-être aussi pour affirmer cette tendance de particularisme politique, affirma, notamment, que les Canadiens français étaient des Français améliorés. Faisant allusion à la décoration qui venait d'être accordée il déclara "que cette fois-ci, il n'avait rien à dire" et que l'octroi de cette récompense à Mgr Roy grandissait la Légion d'Honneur. Aucune allusion ne fut faite aux services de guerre du nouveau Chevalier" (8).

Le Quai d'Orsay, conscient des hasards du ressentiment contre la France, recommandait à ses représentants une attitude de prudente bienveillance. Sachant que les affaires politiques et économiques "se traitaient normalement avec des Canadiens anglais ou d'influence anglaise", il pouvait sans mal imaginer ses rapports avec la province du Québec limités au plan strictement "amical". La diplomatie française cautionnait sans arrière-pensées l'étroite tutelle imposée par l'Eglise aux Canadiens français, voyant là une condition obligée de la survie de la langue française en Amérique du Nord. "Il est juste de reconnaître que cette tutelle", écrivait en 1946 Pierre Negrier, Consul Général de France à Montréal "supportée jusqu'ici sans impatience par une population qui n'est pourvue à vrai dire ni de beaucoup d'imagination, ni de beaucoup d'indépendance d'esprit, a eu pour les Canadiens français l'immense avantage de réaliser leur union en les groupant autour de leurs pasteurs. C'est elle qui a préservé ici le catholicisme et la langue française et il ne faut pas souhaiter proche une crise, sans doute inévitable, qui risque de ruiner l'œuvre patiente et magnifique accomplie pendant trois siècles par les Français du Canada" (9). Se gardant de toute mise en cause, la diplomatie française acceptait l'ensemble des règles régissant la vie du Canada français. Sa stratégie visait essentiellement à donner quelque présence à la culture française et à tisser patiemment un réseau d'amitiés avec les responsables locaux, dont en premier lieu avec les autorités ecclésiastiques.

Pourtant, en dépit de toute bonne volonté et de toute précaution, l'action de la diplomatie française ne s'exerçait pas sans rencontrer de sérieuses difficultés. Peut-être parce que la contradiction était inscrite dans la relation entre un Etat moderne et un régime clérical et conservateur, ou peut-être parce que les premiers contestataires de l'ordre social établi dans la province de Québec se réclamaient de la France et de ses idées, les appréhensions latentes à l'égard de l'ancienne mère patrie avaient plus d'une fois éclaté au grand jour. Le prédécesseur de Gay à l'ambassade d'Ottawa, Jean de Hauteclocque, eut notamment à démêler quelques belles tempêtes qui, bien qu'éveillées par des malentendus en apparence insignifiants, menacèrent de compromettre tout lien entre la France et le Canada français. Le dernier incident de cette envergure eut lieu un an avant l'arrivée de Francisque Gay au Canada et mit aux prises Jean de Hauteclocque et le bureau de censure de la province de Québec. En février 1947, l'Association des étudiants de l'Université de Montréal s'adressa, à l'occasion de son festival

annuel, à l'ambassade de France pour lui demander de l'aider à faire venir le film "Les Enfants du Paradis" de Marcel Carné. Le bureau provincial de censure refusa de délivrer le visa, jugeant le film inacceptable. Le conseiller culturel auprès de l'ambassade à Ottawa fit alors une protestation officielle, à laquelle s'était par la suite joint l'ambassadeur de Hauteclouque, par une déclaration à la presse où il en appelait à "l'opinion publique canadienne". Ce qui eut pour effet de faire intervenir le premier ministre du Québec en faveur de son bureau provincial de censure et d'offrir aux organes conservateurs du Québec une belle occasion de dénoncer le geste inusité de l'ambassadeur et d'exploiter la méfiance de l'opinion québécoise face aux Français "en mal de la libérer" (10).

L'AMBASSADE DE FRANCISQUE GAY

D'après Pierre Savard, qui, au travers des archives personnelles de Francisque Gay, établit un bilan de sa mission au Canada, l'ancien ambassadeur aurait manifesté de l'intérêt pour le pays où il devait représenter la France bien avant 1948. "Au cours des années", écrit Savard, "Gay a collectionné les livres sur le Canada et, en 1948, sa bibliothèque contient une centaine d'ouvrages sur le pays. Déjà, au printemps de 1947, Gay a formé le projet de faire un séjour dans l'Est du Canada et aux Etats-Unis afin d'établir des relations avec les milieux canadiens de la politique, du monde religieux, des universités, de la presse et de la librairie. M^{me} Gay et lui s'offrent à donner des conférences. Il entre en rapports épistolaires avec un sympathisant M.R.P. installé près de Montréal qui lui fournit des renseignements utiles. Le projet ne se matérialise pas. Mais un an après, l'ambassadeur nouvellement nommé met le pied sur la terre canadienne" (11).

L'intérêt de Francisque Gay pour le Canada et, notamment, pour le Canada français peut paraître à bien des égards surprenant. En France, le Canada français était surtout connu pour son catholicisme intransigeant et ses nostalgies maurrassiennes et vichystes, que les organes d'extrême-droite ne se faisaient pas faute de repérer et d'employer à l'appui de leurs propres combats. Au Canada, le destin de Francisque Gay s'annonçait pour le moins incertain : "homme politique et journaliste", écrira-t-il en février 1949, "arrivant au Canada avec un passé qui pouvait me mettre en opposition - comme démocrate, comme résistant - avec une fraction importante des dirigeants de l'opinion publique dans ce pays ; sachant les susceptibilités qui s'étaient manifestées quelques semaines avant mon arrivée, notamment à propos des *Enfants du Paradis* et de l'affaire du Dr Montel (12) - pour ne pas remonter plus haut aux polémiques autour de la conscription - j'avais craint d'avoir à me heurter à des hostilités a priori, notamment de la part des Canadiens du Québec" (13). Faut-il donc voir dans l'intérêt qui transporta Francisque Gay au Canada la relance de celui qui, dans les années trente, le décida de faire guerre aux idées de Charles Maurras ? Faut-il croire que Gay partit pour le Canada en militant, parce que le Québec faisait figure de bastion d'un catholicisme que

l'ancien directeur de *La Vie Catholique* s'était donné pour mission de réformer ?

Si l'action que Gay entreprit comme ambassadeur peut être vue sous le signe du dialogue qu'il chercha à entamer avec le Canada français, elle ne saurait s'entendre au sens strict d'engagement en faveur du renouveau chrétien de la Province. Bien que son séjour à Ottawa coïncidât avec les premières prises de position de l'épiscopat canadien français en faveur du mouvement ouvrier (14) et que ses fonctions d'ambassadeur l'eussent amené devant les membres du haut clergé qui, tout en comptant pour des amis les plus sûrs de la France, étaient à la recherche de nouvelles méthodes apostoliques et d'une politique plus ouverte de l'Eglise, Francisque Gay se garda - du moins dans ses interventions publiques - de faire valoir au Canada l'idéal démocrate chrétien qui animait son action en France. Même si, comme le rappelait un témoin, au Canada "les réalités religieuses avaient surtout retenu son attention" (15). Il est en revanche frappant de voir combien sa mission d'ambassadeur, ou du moins ce que Francisque Gay considérait comme l'essentiel de cette mission, prit un caractère de médiation entre non tant le catholicisme français et la province de Québec qu'entre la France et cette province. Dans un pays où "le vrai visage de la France était déformé", Gay se fit un devoir de faire connaître et de faire aimer son pays.

Le travail que Gay entreprit au Canada ne se conforma pas à la lettre aux obligations - ou à l'ordre des obligations - habituellement assignées au mandat diplomatique. "Son ambassade n'avait rien de classique et il ne craignait pas de faire entorse au protocole", commentait une de ses proches collaboratrices (16). A son poste d'Ottawa, Francisque Gay prit l'habitude de déléguer les affaires diplomatiques et économiques aux services techniques de son ambassade et de se consacrer aux occupations pour lesquelles il se reconnaissait le plus de compétence. Dans sa lettre au Ministre des Affaires étrangères datée du 5 février 1949, qui se voulait un bilan des "activités de l'Ambassade de France au Canada pendant l'année 1948", Gay n'hésita pas à faire explicitement distinction entre les activités des services commercial, militaire et culturel de son ambassade - résumées sur les dix premières pages du document - et ses propres activités résumées dans deux longs chapitres consacrés aux "services d'information" et aux "services politiques".

Bien qu'il reconnût les imperfections de sa préparation technique, Gay expliquait le style particulier de son ambassade non point par quelques insuffisances de sa formation mais, bien au contraire, par sa résolution de trouver - au moment où le rôle de diplomate lui paraissait condamné à la marginalisation - "une nouvelle définition de l'ambassadeur moderne". A ses yeux la "mission de l'ambassadeur comme négociateur s'est singulièrement amenuisée au fur et à mesure que se perfectionnaient nos moyens de communications". A l'âge où l'"opinion publique règne en maître", Gay décida sinon de se soustraire à certaines de ses obliga-

tions, du moins de procéder au renversement des priorités inhérentes à la mission d'ambassadeur et de se consacrer à la tâche qu'il estimait essentielle : celle d'informer les populations du Canada et de les informer en prenant un soin particulier du monde de la presse (17).

Dès lors, le Canada français se trouva au centre de ses préoccupations, simplement parce qu'au Canada français l'intérêt porté à la France était infiniment plus grand qu'au Canada anglais. La presse reflétait bien cette différence d'attention. Alors que les journalistes francophones se passionnaient pour les événements de la vie française, leurs confrères anglais ne rapportaient le plus souvent sur la France que lorsque la politique de celle-ci semblait voir quelque incidence sur la situation internationale. A l'image souvent déformée mais vivante de la France au Canada français ne correspondait dans l'"autre" Canada qu'une vague idée d'un pays allié mais peu connu. Aussi, Francisque Gay, bien qu'il se donnât pour mission de transmettre un même message dans tout le Canada, se vit dans l'obligation d'adapter son discours à ses différents auditoires. "Si" écrit-il au Quai d'Orsay, "de mes contacts avec la province de Québec je tire la conclusion qu'une sorte de *mise au point*, toujours faite de la manière la plus nuancée possible, est continuellement nécessaire, ma première visite à Toronto m'a avant tout enseigné qu'il était indispensable d'y faire connaître mieux et davantage notre pays" (18).

Dans les deux Canada, tout au long de ses déplacements, Gay devait répondre, disait-il, aux deux mêmes questions, "différentes dans leur forme mais en définitive toujours identiques dans leur signification : "Comment avez-vous trouvé notre Canada ? Où en est notre France dans l'œuvre de sa reconstruction ?" (19). L'ambassadeur organisa sa mission autour de deux grandes préoccupations : témoigner la reconnaissance à ses hôtes et à leurs réalisations ; faire connaître et faire comprendre la France et ses problèmes. Gay appelait le Canada "une grande puissance" et insistait sur le "prestige grandissant" qu'entraînait l'"ascension vertigineuse" de la nation canadienne. Il voulait que le lien historique unissant Canadiens et Français continuât à leur inspirer la compréhension mutuelle, sinon une sorte de complicité en diplomatie. "Est-ce que sur tous les grands problèmes débattus dans les assemblées internationales", aimait-il à rappeler, "les délégués canadiens et les délégués français n'ont pas adopté, comme spontanément, des positions généralement voisines sinon identiques ?" (20). Surtout, Gay voulait présenter la France comme un allié sûr du Canada, comme un ami digne de confiance. A ses yeux, la meilleure propagande pour son pays était de "manifester, en toute occasion, combien l'effort déjà fourni par notre pays pour rénover ses institutions politiques ou son outillage économique, pour promouvoir l'organisation pacifique de l'Europe Occidentale tout en la libérant de l'influence communiste, doit lui mériter la confiance et la sympathie de ses alliés et spécialement du Canada" (21).

Pour faire entendre sa voix dans tout le Canada, Gay

entreprit un grand nombre de voyages, donna à son ambassade près de deux cents réceptions, multiplia ses contacts avec le monde de la presse. Au Canada anglais, l'ambassadeur devina "une grande compréhension" à l'égard de son pays. Ses lointains déplacements, qui l'amènèrent quelquefois dans des "villes (qui) n'avaient jamais reçu la visite d'aucun ambassadeur", témoignent à eux seuls de sa détermination à explorer "le capital de sympathie" dont y bénéficiait la France. En un sens, Gay déploya dans les deux Canada un nombre comparable d'efforts pour faire connaître son pays. Il voulut être à la hauteur de l'intérêt qui à ses yeux se manifestait de partout à l'égard de la France. "Tout au long des voyages que j'ai effectués, écrivait-il, d'une côte à l'autre, (...) j'ai dû multiplier les causeries, les conférences ; souvent, j'ai été appelé à parler cinq, six, sept fois dans la même journée, devant les assemblées municipales, dans les hôpitaux, les couvents, les collèges, les universités et même dans les églises" (22). Mais, au Canada anglais, l'"enseignement de la France" revêtit un caractère en quelque sorte unilatéral : il consista à livrer une image de la France bien plus qu'à en corriger une qui existait déjà. Nulle part le pays et le discours de Francisque Gay ne firent l'objet de réactions semblables à celles qu'ils rencontrèrent dans la province du Québec.

Suivant une tradition bien établie à l'ambassade d'Ottawa, Gay choisit pour son premier voyage officiel la province du Québec. Trois semaines à peine après son arrivée dans la capitale fédérale, il part pour Québec, "afin d'y prendre un premier contact avec les autorités provinciales et les Français de cette ville". Bien que contrairement par exemple à son prédécesseur Jean de Hauteclocque - il ne fut pas reçu par le premier ministre de la province, Maurice Duplessis - "en tournée électorale" -, Gay rapporta de son voyage d'excellentes impressions. Il se dira agréablement surpris de l'accueil "particulièrement cordial" que, en dépit de ses appréhensions, lui réservèrent les autorités locales.

Si toutefois la France "officielle" comptait parmi les Canadiens français quelques alliés fidèles, elle y comptait surtout de farouches adversaires, notamment dans les rangs des responsables politiques locaux et du bas clergé. C'est au travers de la presse que Francisque Gay put mesurer l'ampleur du malentendu franco-canadien. Dans son rapport sur les journaux canadiens de langue française (23) l'ambassadeur établit une classification qui ne pouvait guère réjouir le représentant officiel de la France. Si *Le Nouvelliste* de Trois Rivières et *Le Canada* d'Ottawa, deux feuilles locales, pouvaient être qualifiés d'"amis de la France", si *La Presse*, le plus important quotidien de langue française, pouvaient être considéré comme "neutre ou bienveillant en général vis-à-vis de la France" et *Le Soleil* et *L'Événement Journal*, grands organes libéraux de Québec, "très favorables à la France", le plus grand nombre de publications apparurent à Francisque Gay profondément anti-françaises. *Le Devoir*, journal ultranationaliste canadien français - "clérical et fascisant" selon l'ambassadeur -, à qui la distribution gratuite dans tous les établissements reli-

gieux de la province de Québec assurait une large audience, "n'est pas favorable à la France et continue à défendre Pétain, Laval, etc." *L'Action Catholique*, journal clérical et nationaliste, porte-parole de l'archevêché de Québec, était aux yeux de l'ambassadeur "le plus anti-français des journaux canadiens". Tiré à 83 787 exemplaires (24) "ce journal reste dans ses commentaires très attaché au souvenir de Vichy, de Pétain et de Laval"; et attaque constamment les institutions actuelles de la France, pays "pourri, vendu, démoralisateur, etc." *Montréal Matin*, propriété de Maurice Duplessis, premier ministre de la province de Québec, et organe de l'Union nationale, parti de Duplessis, était "très maurassien de tendance et farouche partisan de Laval et Pétain". *Le Petit Journal* enfin, hebdomadaire à grand tirage "très lu dans le peuple", "est très anti-français, publie dans chaque numéro de longues apologues de Pétain, Laval, etc., cherche par ses thèmes et sa présentation à pasticher *France Dimanche* et *Samedi Soir*. Représente la France sous un jour assez caricatural. Nous reproche 1763, nous reproche d'avoir assassiné notre roi, etc."

Pour Francisque Gay cependant, les réactions hostiles des journaux francophones ne reflétaient pas nécessairement les sentiments profonds des Canadiens français. A ses yeux la méfiance à l'égard de son pays résultait essentiellement de la manipulation de l'"opinion publique" par quelques-uns de ses leaders. L'ambassadeur croyait qu'en corrigeant l'image déformée de son pays, il réussirait à désamorcer le ressentiment anti-français. Voilà qui donnait raison à sa mission informatrice.

La campagne d'information qu'entreprit Francisque Gay se fit tout d'abord au moyen de contacts directs avec les habitants de la province de Québec. Gay rencontra un grand nombre de responsables locaux, comme de "gens ordinaires", avec qui il sut facilement trouver langage commun. Gay possédait, semble-t-il, l'art de déjouer les réactions de méfiance qui se manifestèrent fréquemment lors de ses passages en province québécoise. Tous les témoignages soulignent l'habileté de l'ambassadeur à gagner la confiance de ses interlocuteurs et les applaudissements de ses auditoires. Comme Gay aimait lui-même à le rappeler, ses allocutions étaient souvent retransmises par la radio, et les journaux locaux consacraient bien des fois des pages entières à reproduire de nombreuses photographies et le texte de ses discours. Si bien que l'ambassadeur pouvait réserver dans ses rapports au Quai d'Orsay une large place à la description des succès qu'avaient connus ses "tournées" dans la province. Et en tirer des conclusions : "il nous suffit de faire constamment acte de présence", écrivait-il en février 1949, "pour rencontrer la compréhension bienveillante des dirigeants et de l'opinion publique de ce pays" (25).

Si, comme le souligne Pierre Savard, "le goût de Gay pour la parole en public le sert admirablement et lui vaut des succès partout où il passe" (26), l'ambassadeur espérait également "influencer l'orientation de la presse canadienne" et infléchir ses accents hostiles à la France. Il s'efforça notamment de favoriser l'usage des dépêches

de presse françaises. Il prit un soin particulier du bulletin hebdomadaire d'information produit par les services de son Ambassade à partir des documents reçus du Quai d'Orsay et chercha - souvent avec succès - à inciter les journaux canadiens à se servir des dépêches de l'Agence Française de Presse. Pour gagner la faveur des journaux, Gay chercha aussi à gagner la sympathie des journalistes. Lui-même journaliste de carrière, il traitait ses "ex-confrères" avec beaucoup d'égards, n'hésitant pas à l'occasion à leur adresser quelques mots flatteurs. "Mon plus grand titre de gloire", déclare-t-il lors d'une conférence de presse, "ce qui m'est le plus cher, c'est mon titre de journaliste". Gay considérait que c'est en établissant d'étroites relations avec les milieux de presse qu'il réussirait le mieux à dissiper les "préjugés" qui assombrissaient l'image de son pays dans les médias canadiens. Lors de son mandat, il convoqua un grand nombre de conférences de presse. En février 1949, il organisa une réception à l'intention des directeurs de journaux canadiens. A deux reprises "plusieurs centaines de journalistes" reçus à l'ambassade de France improvisaient à l'instigation de leur hôte "une véritable conférence de presse, où sans avoir à se préoccuper d'un article à faire immédiatement, on était heureux de se renseigner sur notre pays, en sollicitant toutes sortes d'éclaircissements, simplement pour mieux connaître les problèmes de tous genres qui se posent chez nous" (27).

Le point culminant de la *mise au point* informative entreprise par l'ambassadeur dans la province de Québec eut toutefois lieu en octobre 1948, lors de l'affaire dite des "collaborateurs". Ce fut, selon l'expression de Francisque Gay, le "léger nuage" qui menaça de troubler l'horizon des relations "toujours empreintes d'une extrême cordialité" (28). Le "léger nuage" était né des sympathies d'une large fraction de la classe dirigeante et de la presse canadienne française à l'égard du gouvernement de Vichy. Lorsqu'en septembre 1948 le gouvernement fédéral décida d'expulser du Canada Jacques de Bernonville, ex-intendant de la police de Vichy, la nouvelle provoqua une violente réaction dans la province de Québec, qui s'était toujours proposée en terre d'asile aux anciens collaborateurs du maréchal Pétain. Face aux protestations des organes nationalistes, auxquelles s'étaient joints certains responsables locaux dont le maire de Montréal, Camilien Houde, le gouvernement canadien - accusé de mener une politique discriminatoire à l'égard d'un "Français" - fit marche arrière et ajourna sa décision. Mais, quelques semaines plus tard, le 15 mars 1948, ce fut au tour de la presse anglophone de relancer l'affaire, en dévoilant une autre décision du gouvernement fédéral par laquelle celui-ci renonçait - suite aux pressions venant des milieux francophones - à l'expulsion de quatre ressortissants français soupçonnés de collaboration avec les Nazis. Ces révélations, loin d'être démenties par les autorités fédérales, firent au contraire l'objet de déclarations qui attisèrent la querelle. Le ministre responsable de l'Immigration affirma que l'épiscopat catholique était effectivement intervenu en faveur des quatre individus, mais que, de toute façon,

ceux-là satisfaisaient aux exigences de sécurité. Le sénateur Dessureault reconnut qu'il était intervenu en faveur des prétendus collaborateurs sur la recommandation de hautes autorités civiles et religieuses (29). Cependant, tandis que les organes en langue anglaise s'étonnaient du silence dans lequel le gouvernement avait décidé subitement d'autoriser les hommes de Vichy à s'établir définitivement au Canada, les journaux canadiens français se félicitaient de l'attitude du gouvernement fédéral qui posait à leurs yeux "un geste qui l'honore" (30). La presse québécoise, même modérée, dénonça les critiques formulées à l'adresse des autorités canadiennes, dans lesquelles elle vit l'expression du "sadisme francophobe de certaine presse du Canada" (31) et "le scandale de ceux qui réclament l'immigration à grands cris pourvu qu'il ne s'agisse pas de Français" (32).

Francisque Gay, qui s'abstint d'intervenir dans l'affaire Bernonville, estimant alors qu'il s'agissait d'une "querelle dirigée manifestement moins contre nous que contre le Gouvernement d'Ottawa" (33), revint à la charge le 20 octobre en déclarant à la presse que les "quatre réfugiés devraient rentrer en France où ils n'auront rien à craindre s'ils ont la conscience tranquille" (34). Pour le lendemain, l'ambassadeur convoquait à Montréal, "d'où était partie toute la campagne" une conférence de presse afin de "dissiper toute équivoque". Il dira par la suite avoir ainsi réagi au fait que "quelques paroles maladroitement prononcées par les ministres fédéraux, qui cherchaient à justifier la décision de leur gouvernement, avaient placé le débat sur un terrain où "l'impartialité de la justice française paraissait mise en doute" (35).

La conférence de presse organisée par l'ambassadeur suscita un intérêt qui dépassa toutes les attentes. Alors que les invitations avaient été faites à quatorze journalistes, ils furent cinquante-deux selon Gay (35), une trentaine selon Pierre Savard à se présenter au rendez-vous à l'hôtel Windsor de Montréal. La période de questions qu'ouvrit l'ambassadeur après son exposé sur le fonctionnement de la justice française se transforma en véritable duel et se prolongea deux heures durant. Au cours du débat Gay nia qu'une demande d'extradition de citoyens français eût jamais été présentée au gouvernement canadien, déclara que les tribunaux de l'épuration, qui avaient prononcé 6 000 condamnations à mort dont 600 exécutées, ne sauraient être comparés à la Terreur qui avait fait 17 000 victimes et, surtout, insista sur le caractère impartial et démocratique de la justice française. A quelques reprises, les participants à la conférence attaquèrent l'ambassadeur lui-même, comme ce journaliste évoquant une lettre datée du 7 avril 1944 de Gay à son associé Bloud, par laquelle Gay niait toute sympathie envers la Résistance (36).

Mais la conférence de presse devait se conclure sur un important succès de l'ambassadeur. Déjà au cours des débats, Francisque Gay pouvait se convaincre de l'accueil sympathique que rencontrait son discours. "Froid au début, note Pierre Savard, l'auditoire applaudit à la fin". "Plusieurs fois", renchérit Francisque Gay dans son

rapport au quai d'Orsay, "des applaudissements unanimes et, pour le moins, inattendus en semblable circonstance, ont accueilli mes réponses". Plus important encore, le compte rendu de la conférence fut très positif. "Le lendemain, écrit l'ambassadeur, la presque totalité des journaux consacraient, pour le moins, une page entière à reproduire mes déclarations. Cette campagne commencée tapageusement s'arrêtait brusquement". "Tous les journaux", notait le 29 octobre le Consul Général de France à Montréal, "sauf *Le Devoir*, en (sur l'intervention de Gay) ont publié des comptes rendus exacts, objectifs. Mais Roger Duhamel en a pris prétexte pour réaffirmer dès le surlendemain, dans *Montréal-Matin* son attitude critique tandis que le docteur Hammel, au nom du Comité de protection des réfugiés, reprenait ses attaques bien connues contre nos institutions".

L'"affaire des collaborateurs" devait encore connaître un rebondissement qui, en février 1949, conduit même l'ambassadeur à demander au quai d'Orsay des éclaircissements sur la politique à l'égard des anciens collaborateurs et à intervenir publiquement pour défendre les tribunaux de l'épuration. Mais les critiques étaient demeurées isolées et la "bonne impression" que fit l'ambassadeur ne devait plus s'effacer. Gay se réjouit tout particulièrement de la réaction favorable de "certains des éléments considérés auparavant comme les plus combattifs des nationalistes du Québec et qui, dans les années précédentes, avaient souvent témoigné de peu de bienveillance pour la France et son représentant au Canada". Dans son rapport au Quai d'Orsay du 5 février 1949, l'ambassadeur cite notamment la motion de considération que lui adressa quelques jours après sa "retentissante conférence de presse" le Comité de la Survivance française en Amérique.

Encouragé par son succès, dans les derniers mois de sa mission l'ambassadeur semblait tout particulièrement tenté par l'idée d'un rapprochement avec les milieux qui, le temps de son ambassade, demeurèrent les plus hostiles à la France. Ainsi par exemple ces lignes qu'il adressa le 14 avril 1949 à Mgr Alphonse-Marie Parent, secrétaire général de l'Université Laval: "Je voudrais en particulier resserrer nos liens d'amitié avec notre chère Québec où je n'ai pu, jusqu'ici, avoir autant de liaisons qu'avec la plupart des autres villes du Canada".

LE BILAN DE L'AMBASSADE DE FRANCISQUE GAY

A Francisque Gay sa mission diplomatique donna entière satisfaction. "L'accueil que j'ai rencontré partout a été extraordinairement reconfortant", confia-t-il dans une lettre quelques mois après son arrivée au Canada; "c'est pour moi le plus ravissant couronnement de toute ma carrière". Le succès de son ambassade lui semblait incontestable. "Je garde seulement quelque fierté et une grande joie", écrivait-il dans la conclusion du rapport sur ses activités au Canada, "de pouvoir constater que ma personne, en aucun cas, n'a affaibli, si peu que ce soit, - et bien au contraire, m'assure-t-on - le grand élan de fidélité

passionnée, d'admiration fervente que porte (à la France) le Canada tout entier" (37). Et il est vrai que le temps de sa mission marqua une amélioration dans les rapports avec les Canadiens et, notamment, avec les milieux traditionnellement hostiles à la France du Canada français. Même lorsqu'on connaît l'habitude qu'avait Francisque Gay d'exagérer ses propres succès, force est de reconnaître la concordance des témoignages sur le rétablissement de l'image de la France et sur l'apaisement des attaques dont celle-ci avait longtemps fait l'objet au Canada.

Gay laissa d'ailleurs au Canada un excellent souvenir. A la fin de sa mission, les journaux locaux furent nombreux à souligner, au-delà des salutations d'usage, ses qualités de "bon ambassadeur". Le Consul de France à Québec - en guise de commentaire sur les réactions après le départ de Gay - envoyait au Ministre un article fort élogieux paru dans *Le Soleil* en précisant que celui-ci ne faisait que "confirmer les propos qui lui ont été tenus par plusieurs personnalités de Québec".

La question se pose toutefois de savoir si la fonction d'ambassadeur pouvait se réduire à sa simple dimension d'information et de représentation sans compromettre les nécessités de la diplomatie française au Canada. Au lendemain de la Libération, la mission française à Ottawa fut chargée d'une double tâche : celle d'expliquer aux Canadiens ce qu'avait été la Résistance et pourquoi la France devait procéder à une rénovation profonde de ses institutions politiques ; celle de sensibiliser le gouvernement et l'opinion publique du Canada aux problèmes de la reconstruction française. Le Quai d'Orsay mit alors à la disposition de son ambassade canadienne des moyens considérables : le personnel diplomatique fut élargi et les services annexes de la mission - notamment approvisionnement et information - dotés d'importantes ressources financières. Cette politique porta fruit et, outre l'appui politique reçu du Canada sur la scène internationale, la France bénéficia de larges crédits qui lui permirent de passer des marchés pour toutes sortes de fournitures nécessaires à la modernisation et au rééquipement de son industrie et de son agriculture.

S'il est vrai que - comme aimait à le souligner Francisque Gay - au fur et à mesure que s'éloignaient les années de guerre le rôle de la représentation française au Canada s'était sensiblement modifié, ni le renforcement des liens politiques ni, surtout, le développement des échanges économiques avec le Canada n'avaient cessé de constituer une priorité de la diplomatie française. Du simple fait de connaître une pénurie de devises, la France avait tout intérêt à veiller à l'accroissement de ses exportations vers le Canada et au développement des investissements canadiens en France. Aussi, les compressions décidées en 1947 dans les moyens mis en œuvre au Canada épargnèrent-elles le service commercial, qui ne perdit que 8 de ses 39 agents. Il en fut tout autrement du service d'information, dont le personnel fut ramené de 14 à 4 agents et le budget réduit d'environ 90 %.

Dans son travail fort élogieux sur l'ambassade de

Francisque Gay, Pierre Savard insistait sur ses "réalisations concrètes" qui auraient témoigné de l'application du diplomate à réaliser sa mission d'information tout en respectant les priorités du Quai d'Orsay. Mais les arguments de l'auteur, au demeurant peu nombreux, ne sont guère probants. Ni la politique culturelle et scientifique de la France au Canada, ni l'accord franco-canadien sur les échanges dans le domaine du livre, ni, surtout, la remise au gouvernement canadien du chèque représentant la première tranche du remboursement de l'emprunt consenti un an plus tôt à la France, n'avaient résulté des initiatives de Francisque Gay. Celui-ci ne fit que conclure les négociations engagées par d'autres. Le style qu'adopta Francisque Gay, lui qui se reconnaissait peu préparé techniquement à la négociation, voulait que ses propres démarches sur le plan économique se réduisissent à quelques discours prononcés à l'adresse des hommes d'affaires canadiens, et que la gestion des affaires diplomatiques fût le plus souvent confiée aux services spécialisés de son ambassade.

Francisque Gay ne se défendait guère d'avoir concentré ses activités autour de la fonction d'information. Il est significatif que l'hommage que lui rendit à son retour en France Etienne Borne dans les pages de *L'aube* soulignait qu'il fut "un ambassadeur singulièrement hétérodoxe, qui ne s'enferma pas tous les jours dans les quatre pieds carrés d'un cabinet de travail en la compagnie des archives, des dépêches et des rapports, mais qui sans relâche parcourut le Canada de l'Atlantique au Pacifique, des grands lacs aux lisières des déserts glacés, cherchant toujours le contact humain et portant en tous lieux la présence et la parole de la France" (38). Face aux critiques dont il devait faire l'objet, jamais Francisque Gay ne chercha à justifier ses éventuels manquements à la tâche d'ambassadeur. Son unique souci consista à démontrer le bien-fondé et le succès de la mission qu'il s'était lui-même assignée.

Ainsi, le 9 janvier 1948, lorsque *France-Dimanche* révéla que "le Quai d'Orsay a reçu de nombreux rapports, écrits par des Français ayant séjourné à Ottawa, dirigés contre Francisque Gay, qui a été nommé, à titre provisoire, ambassadeur de France au Canada". Gay réagit en rédigeant, à l'intention du Quai d'Orsay, un long rapport sur ses activités au Canada. "De divers côtés", écrivait-il le 5 février 1949 au Ministre, "on m'a affirmé que certains rapports - je ne parle pas d'un article méprisable paru récemment dans un hebdomadaire non moins méprisable - avaient été envoyés au Quai d'Orsay avec l'intention d'établir que ma mission avait rencontré un échec complet et que je m'étais aliéné les sympathies d'un grand nombre de milieux canadiens. J'ai donc cru devoir rappeler - aussi objectivement et succinctement que possible - les manifestations de sympathie qui m'ont accueilli partout, à travers le Canada, et en toutes circonstances". Si toutefois Gay ressentit le besoin de s'étendre sur les succès et les bienfaits de ses multiples déplacements et des nombreuses réceptions à la Maison de France à Ottawa, il ne s'interrogea guère sur ses abstentions dans les sphères économique et politique. Ne

se doutait-il pas des conséquences que ces abstentions pouvaient avoir sur l'issue de sa mission ? L'article paru dans *France-Dimanche* ne laissait pas quant à lui deviner ce que les "rapports reçus au Quai d'Orsay" reprochaient à l'ambassadeur d'autre que de s'être aliéné une partie de l'opinion canadienne. "Le malheureux ambassadeur", y lisait-on, "y (au Canada) est traité de "gaffeur impénitent", de "bavard incorrigible", de "grippe-sou invétéré" et de "paresseux fieffé". Un rapport particulièrement désobligeant affirme même qu'"il sent mauvais". En tout cas, la plupart de ces messieurs de la Carrière estiment que la mission de l'outsider Francisque Gay est "une catastrophe" (39).

Par la suite, après son retour en France, Francisque Gay n'hésita pas à donner réplique acerbe à tous ceux qui désapprouvaient son reniement du rôle traditionnel d'ambassadeur. Comme lors de cette conférence sur le Canada, où il affirma avoir résolument refusé de "se cantonner dans le rôle que l'opinion prête souvent à l'ambassadeur d'aujourd'hui : entretenir de nombreuses relations mondaines, offrir des thés, se rencontrer avec d'autres collègues à des tables de bridge ou prendre part à des sauteries".

La campagne de diffamation à laquelle *France-Dimanche* donna le ton devait quant à elle connaître d'étonnants développements, prenant des accents de plus en plus malveillants et de plus en plus invraisemblables. *Paroles françaises*, dans sa livraison du 4 février 1949, rapporte "toute fraîches les dernières nouvelles de l'illustre Excellence, M. Francisque Gay", dont la "situation à Ottawa devient, paraît-il, impossible. Tous les Canadiens, et plus spécialement les Canadiens français, lui tournent le dos. (...) le maire de Montréal, M. Camilien Houde, refuse systématiquement de se rendre aux cérémonies officielles où doit être présent le "gay" ambassadeur. (...) Mais qu'attendent, conclut l'auteur de l'article, MM. Queuille et Schuman pour rappeler à Paris ce messenger peu désirable ?" A cette question *France-Dimanche* donna un mois plus tôt réponse : "c'est uniquement parce que le M.R.P. préfère que M. Francisque Gay soit loin de Paris" (40), idée qui, au retour de Gay en France, devait connaître un beau succès dans la presse française. *Juvénal* du 29 juillet 1949 soutient que Gay a été "exilé au Canada" alors que l'*Action* de Paris du 4 octobre 1949 affirme sans façon qu'il y a été expédié par ses amis du M.R.P. Dans un autre ordre d'idées, la *Bataille* du 4 août 1949 et *Radars* du 14 août 1949 signalent que Francisque Gay a rapporté du Canada une "splendide Cadillac". On apprendra deux mois plus tard par les "potins de la Commère" dans *France-Soir* du 13 octobre 1949 que l'ex-ambassadeur "a remplacé la Cadillac qu'il avait ramenée d'Amérique "en souvenir" par une 15 CV Citroën plus discrète, immatriculée 45 RS, dans laquelle il continue à fumer constamment en conduisant, bien que ce soit contraire au manuel du parfait chauffeur". Avec beaucoup moins d'humour et beaucoup plus de méchanceté, l'hebdomadaire *Aspects de la France*, maurassien et pétainiste, se rappellera longtemps l'aventure diplomatique du "calom-

niateur de Charles Maurras". Le 8 décembre 1949, on apprend ainsi que "Francisque Gay n'est pas content du tout, (qu') il est amer et inquiet (et que) les causes de cet état d'âme sont multiples : il y a la perte de l'ambassade de France au Canada ; il y a le fait d'avoir été oublié par le petit camarade Georges Bidault, lors de la dernière distribution de portefeuilles ministériels", etc. En février 1951, *Aspects de la France*, qui suivait avec attention les "mésaventures de la famille Gay", revient encore à l'histoire du "sinistre ambassadeur" qui "voulait que "la Carrière" se souvint qu'il en avait été..."

Le temps fera toutefois taire les mauvaises langues et vaincra les témoins du périple de Gay du bien-fondé de la "nouvelle définition de l'ambassadeur moderne" qu'il avait incarnée. En 1963, après la mort de l'ex-diplomate, ses anciens collaborateurs se souviendront d'un "ambassadeur bon et accueillant", d'un "chef toujours si bienveillant et amical", et de sa "mission humaine vouée à un rapprochement durable des cœurs". A distance de quinze ans Maurice Carité, biographe de Gay, peut reprendre les arguments dont l'ex-ambassadeur usa lui-même pour justifier sa mission et se défendre des critiques dont il fit l'objet : "A l'époque du téléphone, de la radio et de l'avion, alors que les ministres voyagent et se rencontrent en de multiples conférences, le rôle de la diplomatie ne peut plus être seulement celui qu'il était traditionnellement ; Francisque Gay estima qu'il avait le devoir de représenter le peuple français près du peuple canadien et de faire comprendre à celui-ci la France de 1948. Loin de rester enfermé il a parcouru et visité tout le Canada, multiplié les prises de contact, donné de nombreuses conférences, précisé et expliqué les positions de son pays, invité des personnalités comme il le faisait dans son ministère à Paris. Pareille activité n'alla pas sans susciter critiques, réserves ou inquiétudes de la part des diplomates de carrière, mais quand, sa mission finie, l'ambassadeur quitta Ottawa, la presse canadienne lui rendit un hommage unanime qui contrastait avec ce qui s'était dit dans certains journaux parisiens, et l'ancien premier ministre canadien, M. Mackenzie King, pouvait déclarer publiquement : "Nous n'avons jamais rencontré un ambassadeur qui comprît son rôle de cette façon-là, mais c'est la bonne".

Tomasz MICHALOWSKI

(1) Maurice Carité, Francisque Gay le militant, *les Editions Ouvrières, Paris, 1966, 189 p., p. 121.*

(2) René Rémond, *Préface à Elisabeth Terrenoire Un combat d'avant-garde. Francisque Gay et "La Vie Catholique"*, *Bloud & Gay, Paris, 1976, 230 p., p. 2.*

(3) 1948, l'Année politique, *Paris, 1949, p. 20.*

(4) *Ibidem, p. 20.*

(5) Document daté du 6 avril 1948, provenant de la Direction d'Amérique du Ministère des Affaires Etrangères. Cité par Pierre Savard, "L'ambassade de Francisque Gay", dans *Revue de l'Université d'Ottawa, vol. 44, janvier-mars 1974 (pp. 5-31), p. 18.*

(6) *Le Canada est entré en guerre sous réserve de ne pas procéder à la conscription : telle était la condition posée par les*

- députés canadiens français. Devant les nécessités de la guerre, le gouvernement libéral revient sur son engagement et organise le 27 avril 1942 le plébiscite sur la conscription, qui donne 72 % de "non" dans la Province de Québec. Ce plébiscite, même affirmatif globalement, demeurerait par conséquent pratiquement inutilisable par le gouvernement (André Siegfried, *Le Canada, puissance internationale*, Armand-Colin, 1947, p. 252).
- (7) Paul Lorion, Conseiller d'Ambassade chargé du Consulat général de France à Québec, à Georges Bidault, Ministre des Affaires étrangères, Direction d'Amérique. Québec, le 29 décembre 1947.
- (8) Paul Lorion à Georges Bidault, Division d'Amérique Québec, le 18 juillet 1947. Il est à noter que la raison - du moins officielle - de l'attribution de la Légion d'Honneur à Mgr Roy était la reconnaissance par le Gouvernement français des titres qu'il s'était acquis comme Aumônier général catholique de l'armée canadienne pendant la guerre.
- (9) P. Negrier, Consul général de France à Montréal, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Etrangères. Montréal, le 3 juin 1946.
- (10) Cet incident fut décrit par Pierre Savard, *op. cit.* p. 19.
- (11) Pierre Savard, "L'Ambassade de Francisque Gay", dans *Revue de l'université d'Ottawa*, pp. 5-31, p. 7.
- (12) Le docteur Georges Benoît Montel, condamné par un Tribunal français pour actes de collaboration, se réfugia au Canada. Le gouvernement fédéral, qui décida d'abord de sa déportation, ajourna sa décision à la suite des pressions venant du Québec, faisant déjà plusieurs mécontents. Plus tard, en automne 1948, la nomination du docteur Montel au poste de chirurgien en chef de l'hôpital de Sorel devait faire l'objet de nouvelles protestations, notamment de la part de la Légion canadienne des anciens combattants.
- (13) Francisque Gay au Ministre des Affaires Etrangères, 5 février 1949, a.s. "Activité de l'Ambassade de France au Canada pendant l'année 1948".
- (14) Face à l'industrialisation de la province du Québec, dont le rythme fut accéléré par l'effort de guerre, et à l'essor du mouvement ouvrier qui marquait l'écart creusé entre la doctrine sociale de l'Eglise et les conditions de vie de la majorité des Canadiens français, une partie de l'épiscopat cherchait à redéfinir les méthodes apostoliques et à appuyer la cause des syndicats catholiques. L'intervention la plus spectaculaire eut lieu lors de la grève des mineurs de l'amiante au printemps 1949, lorsque les évêques étaient intervenus collectivement pour appuyer les revendications des travailleurs et pour dénoncer l'attitude antisindicaliste du gouvernement provincial. Plus discrètement, la volonté d'un renouveau s'était manifestée dès décembre 1948, lorsque l'épiscopat avait confié à la Commission sacerdotale d'études sociales la tâche de faire une mise au point doctrinale sur les conditions nouvelles engendrées par l'urbanisation de la Province.
- (15) Clément Moisan, professeur à l'Université Laval de Québec, dans (Gay) Francisque Gay. *Témoignages*, Imprimerie Commerciale, Le Mans, 1964, p. 85.
- (16) Rosemonde Pujol, secrétaire particulière de l'ambassadeur, dans (Gay) Francisque Gay. *Témoignages*, *op. cit.*, p. 88.
- (17) Francisque Gay, Ce que j'ai vu au Canada, conférence prononcée le samedi 17 septembre 1949 au Club Echos, Conférences du Club Echos, Paris S.D.P., 4 cité par Pierre Savard dans *op. cit.* p. 8.
- (18) Francisque Gay au Ministre des Affaires Etrangères - Direction d'Amérique, Ottawa, le 19 juin 1948.
- (19) Francisque Gay au Ministre des Affaires Etrangères, le 5 février 1949.
- (20) Francisque Gay au Ministère des Affaires Etrangères, le 5 février 1949.
- (21) Francisque Gay, *ibidem*.
- (22) Francisque Gay au Ministre des Affaires Extérieures, Ottawa, février 1949.
- (23) Francisque Gay au Ministre des Affaires Extérieures, Service d'Information et Presse. Ottawa, le 17 décembre 1948. *A.S. Journaux canadiens de langue française*.
- (24) La Presse est publiée à 264 000 exemplaires, Le Soleil et L'Événement Journal à 113 862 exemplaires, Montréal Matin à 25 621 exemplaires, Le Canada à 23 317 exemplaires, Le Devoir à 18 652 exemplaires, Le Petit Journal à 184 066 exemplaires.
- (25) Francisque Gay au Ministre des Affaires Extérieures, Ottawa le 5 février 1949, *op. cit.*
- (26) Pierre Savard, *op. cit.*, p. 10.
- (27) Francisque Gay au Ministre des Affaires Etrangères, Ottawa le 5 février 1949, *op. cit.*
- (28) *Ibidem*.
- (29) The Montreal Gazette du 15 octobre 1948 (pour les déclarations du ministre) et du 18 octobre 1948 (pour les déclarations du sénateur Dessureault). Cité par Pierre Savard, *op. cit.*, p. 21.
- (30) Si l'extrait vient de L'Action catholique du 21 octobre 1948, voir l'examen de ces réactions dans les journaux canadiens français dans Pierre Savard, *op. cit.*, p. 21.
- (31) Le Nouvelliste de Trois-Rivières du 21 octobre 1948.
- (32) L'Évangéline du 21 octobre 1948.
- (33) Francisque Gay au Ministre des Affaires Etrangères, Ottawa, le 5 février 1949.
- (34) Déclaration faite à la presse et reproduite avec satisfaction par les journaux anglophones. Cité par Pierre Savard, *op. cit.*, p. 21.
- (35) Francisque Gay au Ministre des Affaires Etrangères, Ottawa le 5 février 1949.
- (36) A l'accusation, l'ambassadeur rétorqua que ce document rempli de restriction mentale était destiné à tomber entre les mains de la Gestapo et avait pour but de sauver 14 collaborateurs de la Maison Bloud et Gay. Il n'en reste pas moins que la lettre fut reproduite au lendemain de la conférence de presse dans Montréal Matin. Comme le notait Pierre Savard, les adversaires de Gay avaient déjà utilisé cette lettre à la Chambre française après la Libération.
- (37) Francisque Gay au Ministre des Affaires Etrangères, Ottawa, le 5 février 1949.
- (38) Etienne Borne, "Un ambassadeur hétérodoxe", dans L'aube du 3 décembre 1949.
- (39) France-Dimanche du 9 janvier 1949. "Francisque Gay, continuait l'article, s'il faut en croire ces rapports, aurait "irrité le gouvernement canadien" en s'adonnant à une propagande M.R.P. qui ne conviendrait nullement à l'atmosphère d'Ottawa. Les prêtres canadiens français le considéreraient comme "dangeureusement avancé". Le gouvernement aurait jugé "ridicules les tentatives de M. Gay pour obtenir un permis de voyage gratuit sur les lignes d'aviation canadiennes..."
- (40) France-Dimanche du 9 janvier 1949.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SÉNART

Autour de **Nimier** - Le Journal de **Julien Green** - **Simone de Beauvoir** : Lettres à Sartre ; Journal de guerre - Mémoires, pensées et lettres du **Prince de Ligne** - La **Comtesse de Ségur**, sa vie et son œuvre - **José Cabanis** : L'Age ingrat ; Le crime de Torcy - **Patrick Modiano** : Voyage de noces - **Jean-Marie Rouart** : Le voleur de jeunesse - **Michel Déon** : Un souvenir - **Raoul Girardet** par lui-même.

Roger Nimier a écrit entre 1948 et 1952, brève et fulgurante saison, les livres qui ont assuré sa réputation, *les Epées*, *le Grand d'Espagne*, *le Hussard bleu*, *les Enfants tristes*. Il donne encore en 1953 *Histoire d'un amour*. Puis, de dix ans ou presque, il ne publie plus rien. C'est le silence de Nimier.

A-t-il entendu Chardonne lui disant : "Vous avez mûri trop précocement" et l'invitant, en spécialiste de l'alam-bic, à faire retraite pour "se décanter"? Nimier avait un peu trop joué dans la grande parade des années 50 à faire le *fou* de la République des lettres. "Un tout petit Byron... qui n'aurait pas de génie". Mauriac, pour l'avoir

trop aimé, l'a marqué de ce trait, de cette fleur de lys qui est une fleur de bague. Dans son Bloc-notes de l'Express du 2 septembre 1954, il fait semblant de s'interroger sur le cas Nimier. "Je me demande si sa permanente rage ne tiendrait pas de la politique. Il y aurait une étude à faire du garçon d'extrême-droite en 1954, qui ne sait plus à qui aller, une victime de la faillite fasciste". Le prudent Chardonne mettait Nimier en garde : "Vous êtes à un moment dangereux, celui où un faux Nimier pourrait se fixer dans les esprits". Nimier, fort de cet avertissement, se taira, mais pas tout à fait, et il continuera à écrire dans des journaux qui n'étaient pas de gauche.

M. Marc Dambre, fondateur et directeur des Cahiers Roger Nimier, auteur d'une somme sur *Roger Nimier, hussard du demi-siècle* (1), a réuni naguère, sous le titre *l'Elève d'Aristote*, des articles et des études écrits en forme de dissertation de concours général (Nimier avait eu un accessit au concours général de philosophie où l'avait présenté son professeur du lycée Pasteur, Maurice de Gandillac, bien qu'il n'eût pas, nous a dit celui-ci, "la tête philosophique"). Ces textes dataient pour la plupart de cette période. M. Dambre vient de publier, sous le titre et à la suite de *les Ecrivains sont-ils bêtes ?* datant de 1947, une série d'articles parus notamment dans *Arts* et dans *Le Bulletin de Paris* entre 1954 et 1960 (2). Ces articles rompirent un peu le "silence de Nimier". Parmi eux, le fameux *Déjeuner de Bernanos* qui provoqua la fureur mauriacienne, un bulletin de santé de l'Académie française établi après l'échec de la candidature Morand qui n'était rien moins que rassurant, un article sur le livre de M.J.R. Tournoux, *les Secrets d'Etat*, "dérobés", disait Nimier, "aux garçons de chez Lipp, notre seconde assemblée parlementaire". En 1953, juste avant de reprendre ses billes, Roger Nimier avait publié dans la N.R.F. une nouvelle, *les Indes galandes*. C'est une incursion d'un jeune homme "assoiffé de morale" dans une île magique dont les habitants ont la taille et les passions d'enfants de quatre ans, un mélange de robinsonnade et de marivaudage. On pense à *l'île des petits hommes*. M. Marc Dambre joint à cette nouvelle, dans un livre qui porte son titre (3), d'autres contes publiés entre 1953 et 1956 dans *Elle* et dans *Fémina*, *la Parisienne*, *les Généraux s'excusent beaucoup*, *La jeune moustique de Kilala*. Figurent aussi dans ce recueil, mais posthumes, *Tu aimes Teilhard de Chardin*, *Les meilleurs beignets de ma vie*, *Pamela a eu le tort de répéter sa phrase*, autant de titres énigmatiques. C'est, sinon le style, du moins l'inspiration des *Enfantines* de Larbaud. Roger Nimier n'a repris ses billes que pour continuer à jouer dans un coin de la cour de récréation où il échangeait ses horizons et où, désormais, il veut prendre le temps de rêver. Roland Cailleux a écrit *l'Ephémère*, publié dans les *Esprits animaux*, au moment où Nimier écrit *La jeune moustique de Kilala*. Les deux amis mettaient en commun leurs rêveries, leurs jeux et leurs rires. Faire appel à l'infiniment petit pour signifier au monde et sa légèreté et sa précarité ne semblait être qu'une façon de se moquer. Le sérieux dont Roger Nimier s'est toujours réclamé réapparaissait subrepticement sous le couvert de cet apolo-

gue où une jeune moustique assumait par esprit de sacrifice toute la condition humaine.

Nimier voulait-il alors (ô Chardonne !) redonner une juste idée de lui-même ? En même temps qu'il publiait ces nouvelles et ces articles M. Dambre a réuni à la Bibliothèque nationale un colloque d'écrivains et de professeurs pour essayer de donner de Roger Nimier au moins la meilleure idée possible. M. Pascal Ory, amateur de paradoxes, s'est amusé à établir un parallèle entre Nimier et Camus. Il aurait pu relever qu'il y avait du Camus dans l'histoire de la jeune moustique de Kilala. On a évoqué au cours de ce colloque le quarantième anniversaire du *Hussard bleu*. A la dernière page du roman, Sanders, le hussard, revient en France après avoir fait la campagne d'Allemagne de 1945. "J'allais beaucoup demander à la France, dit-il, une civilisation, une patrie, une religion". Il précisait : "Ces mots ont un sens". Pour la patrie, pour la religion, M. Eric Deschodt, M. Marc Hanrez en ont cherché le sens à travers l'œuvre de Nimier. "Je ne suis pas pieux, mais je suis religieux" a déclaré celui-ci du même ton que Barrès au moment de la querelle du *Jardin sur l'Oronte* : "Je ne suis pas thomiste, mais je suis pieux". A la patrie, Nimier trouvait qu'il manquait "le sourire d'une reine". La civilisation ? Sanders appartient à la génération qui a eu vingt ans "à la fin du monde civilisé". Nimier nous en avait prévenu dès le début du *Hussard bleu*. M. Jacques d'Arribehaude a, dans un brillant et dur article du *Bulletin célinien* d'octobre 1989, montré un Nimier "épaté par Malraux et son charabia, submergé de pères putatifs et contradictoires, nostalgique de Drieux, Larbaud, Bernanos, respectueux devant Morand et Chardonne, écrasé par Céline". M. Alain-Gérard Slama a, dans un exposé plus serein, rétabli de légitimes filiations sous ces paternités putatives : derrière Nimier, Montherlant ; derrière Montherlant, Barrès (et Barrès ne s'éloignait que pour revenir sur les pas de Montherlant) ; derrière Barrès, Joseph de Maistre. M. Raoul Girardet avait, dans l'introduction à ce colloque inventorié l'héritage de l'Action française. Pas plus que Bernanos dans ses folles chevauchées de fils prodigue, Nimier ne s'en est montré économe.

*
* *

Le dernier volume du journal de Julien Green porte le numéro XIV. Il s'étend de 1984 à 1990 et a pour titre *l'Expatrié* (4). Expatrié, mais de quel pays ? demande M. Green. Américain en France, Français en Amérique, c'est dans le Sud, c'est dans l'ancestrale Savannah qu'il a cru retrouver sa patrie. Il nous y ramène encore aujourd'hui quand il écrit *Les pays lointains* et *Les Etoiles du Sud*. Mais est-ce que le Sud existe ? N'est-ce pas un territoire mythique ? A Janson de Sailly, un de ses camarades de classe lui disait : "Toi, tu es d'un pays qui n'existe pas". Converti au catholicisme pendant la Grande guerre, il s'était fait faire pour la porter au poignet une plaque d'identité avec ces simples mots : Julien Green catholique romain. Cet homme qui s'est senti partout différent, ne revendiquait plus qu'une patrie

universelle. Mais devant Saint Pierre de Rome, il est troublé, rebuté, rejeté par ce qu'il appelle une énorme manifestation de puissance. Saint Pierre, c'est le symbole éclatant de tous les triomphes humains. Le protestant qui sommeille en lui craint de se laisser prendre au piège du Démon. La vie de M. Julien Green n'est qu'errance à la recherche d'un port de salut. Heureusement, il a son passeport, et c'est la Foi. "Tu as la foi, lui a dit sa mère, tu seras sauvé". Entre "mille chemins ouverts" devant elle, cette âme égarée dans le monde et qui n'y a pas trouvé de patrie, n'aspire qu'à se frayer une voie vers la patrie invisible où elle se sait attendue.

M. Green se détourne-t-il pour autant du monde visible ? Les derniers volumes de son Journal recensent, récapitulent, engrangent dans "ce qui reste de jour" toute la beauté de la Terre. Ils s'intitulent *La Terre est si belle*, *La lumière du monde*, *l'Arc en ciel*. La Beauté de la Terre, alors qu'elle subit aujourd'hui tous les outrages des hommes ne sera sauvée, dit magnifiquement M. Julien Green, que "dans la mémoire de Dieu". M. Green, à quatre-vingt-dix ans, parcourt le monde sans se lasser. Il capte et enregistre tout ce qu'il peut de lumière, de musique, peint les paysages menacés par l'urbanisme, les villes que la pollution ronge. Son journal est un trésor de l'humanité en péril. Ce sera l'aide-mémoire de Dieu.

M. Julien Green met dans ce journal tout à sa place, l'important et le futile. Par exemple, il écrit : "Le jeune bouleau que le vent agite ou penche, ignore tout de la beauté de ses salutations de côté et d'autre". Quelle jolie phrase pour révéler au bouleau l'importance de sa contribution à l'harmonie universelle ! Le futile, qui peut être aussi le pervers, c'est tout ce qui figure à la une des journaux ? "De quoi pouvez-vous parler dans le monde, à dit un jour une dame à Julien Green, si vous ne lisez pas les journaux" ? Il aurait pu lui répondre en citant Léon Bloy. "Quand je veux les dernières nouvelles, je prends les épîtres de Saint Paul". M. Julien Green n'a que mépris pour la politique. Quand le Pape demande aux catholiques de "s'engager", il dit qu'il aimerait mieux redevenir protestant que de lui obéir sur ce point. Pourtant, s'il ne lit pas les journaux, il en retient les titres, et, de ces faits divers dont l'accumulation préfigure à ses yeux l'Apocalypse, il tire de quoi remplir les poubelles du Diable.

Aide-mémoire de Dieu, poubelle du Diable, ce sont les deux aspects du Journal de Julien Green. Ils ne sont pas contradictoires.

*
* *

Aux lettres de Sartre au "castor" publiées en 1983, répondent les Lettres de Simone de Beauvoir à Sartre que l'on croyait perdues et que publie aujourd'hui en deux forts volumes (5) M^{me} Sylvie le Bon de Beauvoir ; aux *Carnets de la drôle de guerre* de Sartre répond de même le *Journal de guerre* de Simone de Beauvoir (6). Le normalien Sartre rencontrant à la Bibliothèque Sainte-Geneviève une étudiante en rupture de bonne famille se

présentant sous le nom de mademoiselle de Beauvoir avait décidé de la "prendre en main". Il allait lui faire sa vie, la lui montrer, la lui expliquer, comme le premier de la classe à un camarade moins avancé. Dans ses Lettres, qui ne sont pour la période 39-40 que la reproduction de son Journal de guerre, Simone de Beauvoir raconte sa vie à Sartre en la décrivant dans le détail. Elle lui soumet un "devoir". "Rien n'a de sens que par vous, pour vous et en vous" lui dit-elle. "Je ne pense rien, dit-elle encore, si je ne pense avec vous". Elle attend de Sartre le "corrigé" de sa copie. Mais pour le professeur, l'élève n'est-il pas un champ d'expérience ? "Tout ce qui m'arrive, écrivait Sartre à Simone de Beauvoir, je pense à vous l'écrire. Vous êtes ma conscience et mon témoin". Bien mieux, il ira jusqu'à lui dire : "Vous êtes la consistance de ma personne. Je suis en vous comme vous êtes en moi". Il s'est établi entre Sartre et Beauvoir, non seulement, d'une lettre à l'autre, "une conversation continue", un échange existentiel de deux vies, mais il se dégage de cette relation, curieusement, une commune *essence*. Sartre et Beauvoir finissent par former un seul être en deux personnes.

La personne Beauvoir s'adresse à la personne Sartre en termes d'intimité charmante et ridicule. Tout ce qui touche à Sartre est "petit" : petits bras, petite cervelle, petits livres... C'est "une petite figure ébarbée", "une chère petite présence de chair et d'os", mais c'est aussi "un cher petit absolu". Dans l'absolu-en-recherche Sartre-Beauvoir, le pôle mâle, par rapport auquel la femme qui se déclare "une femme faite de trente-deux ans" veut se définir, représente le point fort. "O petit absolu, ma seule force, ma vie". C'est le ton de l'adoration, un souvenir nostalgique des prières au pied de l'autel dans la chapelle du Cours Désir. Privée de Sartre mobilisé en 1939, puis captif, privée aussi bien, dans un pays sans hommes, de l'élément masculin dont elle ressent l'intense besoin tant physique qu'intellectuel et que satisfont mal les relations mélangées de tendresse et de fureur qu'elle entretient avec ses anciennes élèves de lycée, Simone de Beauvoir, qui se pense typiquement "la femme-en-temps-de-guerre", éprouve dans ce que Claudel a nommé "l'épouvantable liberté de la femme seule" une véritable panique. "Etre sans attache, sans maison", elle cherche en larmes (Simone de Beauvoir ne cesse de baigner son papier de ses pleurs) un secours hors d'elle-même. On la voit aller à la dérive, entre le matin et le soir, jusque tard dans la nuit, d'un café à l'autre. On la suit du Dôme à la Coupole, chez Capoulade, au Flore, au Maheu. C'est là qu'elle lit, écrit, campe une vie nomade. Est-ce le même nomadisme qui la pousse, sac au dos, sur les routes ? Mais quelles obsessions la ramènent vers les casernes autour desquelles rôdent les prostituées qu'elle se plait à observer ? Etre sans attaches, elle est, dit-elle, un être aussi "sans attente". Le temps de la guerre est pour elle, qui toujours a voulu faire de sa vie un "projet", "un temps stagnant", un temps où il n'y a pas d'avenir. L'accumulation monotone de notes quotidiennes sur les événements infimes, indéfiniment répétés, dont son existence est tissée, ne donne aucune impression de vie. C'est

mortellement ennuyeux, sec, froid, détaché de la vie collective, *abstrait*. "Abstraction étrange, avouet-elle, quand je pense les Allemands au Dôme. Ils sont nombreux, mais des têtes complètement inertes. Je ne sens rien à propos d'eux". S'être appliquée durant une vie laborieuse à provoquer, à recueillir, à classer, à la manière de Barrès, des sensations pour aboutir à ce vide, un fiasco !... "Je me réduis à une présence nue, écrira-t-elle dans ses Souvenirs. Quelle glace !" Parfois, cependant, elle réussit d'un mot heureux à animer une silhouette. Adamov, ainsi, elle le voit, elle le note "ressemblant à un vampire sevré de sang". Mais si elle jette un coup d'œil en dehors de sa bohème de café, elle n'aperçoit que des types pré-fabriqués : par exemple, un certain Levillain, officier d'A.F, cinglant de sa cravache ses bottes bien vernies. Ne manque que le monocle... Simone de Beauvoir pense sans voir, ou avant de voir. Dans l'été 40, que lit-elle à la terrasse des cafés de Montparnasse, au milieu d'officiers allemands abstraits ? Hegel...

Les Lettres de guerre de Simone de Beauvoir sont suivies d'un certain nombre de lettres écrites durant les années 47-50, notamment d'Amérique, où l'"épouse morganatique" de Sartre a rencontré Nelson Algren. C'est lui qui l'a fait peut-être sortir de sa rigidité, sinon de sa frigidité. La chère petite présence sartrienne de chair et d'os ne semble pas l'avoir jamais beaucoup troublée physiquement. M. Jean-Pierre Sacconi a rapporté dans un article du *Figaro littéraire* sur les amours de Nelson Algren et de Simone de Beauvoir le propos tenu par celle-ci à M^{me} Deirdre Bair, sa biographe américaine : "C'est Nelson Algren qui m'a appris jusqu'où peut aller un réel amour passionnel" et c'est avec le robuste polono-yankee de 1,80 mètre qu'elle a déclaré avoir ressenti à trente-neuf ans son premier émoi. Simone de Beauvoir n'épargne à Sartre aucun détail de sa relation amoureuse avec Nelson Algren. L'étalage de ces confidences d'alcôve est dégoûtant, mais donne un peu de chaleur à un paquet de lettres tirées d'une chambre froide. Nelson Algren ramené à Paris fut présenté à Sartre dont l'absence totale de jalousie surprit cet homme normalement constitué. Sartre lui fit l'effet d'"un petit marchand de chaussures". Sur l'impudeur de Simone de Beauvoir, Nelson Algren s'exprimera plus tard en ces termes : "J'ai fréquenté des bordels dans le monde entier et là les femmes ferment toujours la porte, que ce soit en Corée ou en Inde. Mais celle-là ouvre la porte toute grande en invitant la presse et le public à rentrer dans la chambre".

*
* *

M^{me} de Staël a publié en 1809 un choix de pensées et de lettres du Prince de Ligne, qui la remercia : "Grand homme, bonne femme, luxe de cœur et d'esprit, bonjour !" M^{me} Chantal Thomas présente, avec le même luxe de cœur et d'esprit (Ligne a toujours été heureux avec les femmes) un ensemble de ses œuvres : mémoires, lettres, pensées (7). Il a intitulé ses mémoires "Fragments

de l'histoire de ma vie"; ses pensées, "Mes écarts" ou "Ma tête en liberté". Pour les pensées, Ligne nous prévient avec une sorte de hauteur que tous ceux qui en écrivent sont des "charlatans". "Ils jettent la poudre aux yeux. Il n'y a rien de si aisé que de faire un livre de cette manière. On n'est tenu à rien. On quitte et on reprend l'ouvrage quand on veut. Cela me convient très fort". Pour l'histoire de sa vie, il est, dit M^{me} Thomas, "étranger à la chronologie, mêlant indistinctement le plus proche et le plus lointain". Le temps, pour lui, semble ne pas exister. Il y a dans sa façon d'écrire librement, avec désinvolture, négligence, toutes manières de grand seigneur, lançant le trait comme tirant l'épée, du Saint-Simon, mais du Proust dans sa mise en perspective sur une ligne discontinue de tous ces fragments, de tous ces écarts, de toutes ces "petites choses", des "riens", dit-il, des "bêtises", "mais qui feront plaisir". Il a vu les dernières magnificences de l'Europe, qui était française. Lorsqu'il a entendu parler pour la première fois allemand à la Cour de Vienne en 1809, il a compris que c'en était fini de cette "grande patrie". Il a nommé Napoléon Satan I^{er}, et qu'aurait-il dit de la démocratie, où tout le monde, jusqu'au cordonnier, est vêtu de même, frac et bas noirs, lui qui ne pouvait souffrir l'uniforme s'il n'était un peu agrémenté de chamarrures ? Le comte de la Garde l'a appelé "le vétéran de l'élégance européenne". Voyageant en Hollande et à Venise, Etats républicains, il y subit quelques avanies. Il en déduisit que, pour la sauvegarde de la liberté, "mieux vaut un roi que des lois". "Avec très peu de lois et un peu de foi, écrivait-il, une nation pourrait être heureuse". Il fit baptiser son mameluk Ismaël. Pour lui, il se déclarait "dévot sans être pieux, chrétien sans être assez catholique", il mélangeait son latin dans les grains de son chapelet mais composait des prières de sa façon qui auraient leur place dans tout bon missel. A quatre-vingts ans, seul l'empêchait de commettre encore "le péché de toute sa vie" auprès de trois jeunes juives, le fait qu'elles habitaient à un troisième étage. "Les mauvaises mœurs finissent d'elles-mêmes, constatait-il avec sérénité, seule la religion reste". Paul Morand, préfaçant naguère au Mercure de France les plus belles pages du Prince de Ligne, salue, dernier des dandys, sur les ruines de l'Europe galante, le dernier des chevaliers. La livrée de sa maison était rose. Son esprit avait même couleur. La bicoque où, ruiné, il demeurerait à la fin de sa vie sur les remparts de Vienne qui avaient été les remparts de l'Occident, rose encore. C'est de rose que M. François Bourin, avec à propos, a habillé le livre de M^{me} Chantal Thomas.

*
* *

"A quoi sert une grand-mère en ce monde ?", se demande la comtesse de Ségur quand sa fille Nathalie qui a épousé le baron de Malaret, nommé secrétaire d'ambassade à Londres, monte, avec Camille et Madeleine, les petites filles modèles, dans la berline de voyage pour rejoindre son mari. "Une fois passé l'état de grand-mère pour tous ses enfants, son rôle est fini". "Non, s'écrie-t-elle, alors que la berline s'est déjà engagée dans

la rue de Grenelle et qu'elle passe à la fenêtre sa tête tout ébouriffée en adressant un dernier adieu à ses petites-filles, non, grand-mère écrira, elle vous écrira toutes les histoires qu'elle vous a racontées". La scène est décrite par M. Yves-Michel Ergal et M^{me} Marie-José Strich dans leur excellente biographie de la comtesse de Ségur (8). De cette scène est sortie toute l'œuvre de celle qui a écrit non seulement pour ses petits-enfants mais aussi pour les grandes personnes. A la fin de sa vie, l'auteur de *la Fortune de Gaspard* déclarait qu'elle n'écrivait plus pour "amuser". Son œuvre, c'est une nouvelle Comédie humaine. M. Paul Guérande en a déroulé les divers actes dans un précieux petit livre, *Le petit monde de la Comtesse de Ségur*, dédié à François Sentein. Il le réédite en le dédiant à M. Félicien Marceau, sous son véritable nom d'historien sérieux, François Bluche (9).

M^{me} de Ségur, "comtesse, réactionnaire, obscurantiste" disait M. Guérande, a-t-elle peint dans son œuvre le tableau d'un monde révolu : la vie de château, la Russie au temps des starostes et des ispravniks, l'aventure maritime et coloniale ? C'était le temps où une petite fille charitable pouvait rêver d'acheter un petit sauvage. Le château des Nouettes est devenu un *home* de la Sécurité sociale. D'aucuns, se rengorgeant dans leur neuve superbe, mesurent les progrès accomplis. "Nous sommes tous frères", disait à son portier le baron de Trénilly. "Nous sommes tous égaux", répond aujourd'hui le portier. On n'appelle plus la mère de Gribouille la femme Thibaut, les ouvriers de Féréor n'offrent plus un vase ciselé à leur "maître vénéré", "soleil bienfaisant du pays" et "roi des cœurs", la bonne de Madame Delmas ne consacre plus ses heures de repos hebdomadaire à faire le ménage du curé, on ne fouette plus les enfants jusqu'au sang, on ne met plus les gens en prison pour le vol d'un morceau de pain, ni même pour un peu plus. "Il faut rendre à César ce qui est à César", disait le saint Mgr de Ségur, fils aîné et chéri de la comtesse, "du moins pendre les coquins".

Ce monde sombre et dur où les vautours mangent les poulets, où les oiseaux qui s'échappent de leur cage sont dévorés par les chats et où les poissons rouges sont coupés en morceaux, est un monde hautain où les parvenus, comme les Tourneboule, sont remis à leur place. M. Tourneboule, ancien marmiton qui a voulu fréquenter les ducs et les marquis finira sa vie à faire la cuisine chez les petites sœurs des pauvres et sa fille Yolande, devenue actrice, mourra à l'hôpital. Molière était moins dur pour le Bourgeois gentilhomme.

Mais ce monde a-t-il vraiment changé ? Sophie Rostopchine entendait hurler les loups sous les fenêtres du château paternel de Voronovo et Sophie de Réans risquait encore de les rencontrer au bout des allées du château de Fleurville. Les loups ont quitté les forêts, du moins françaises. Ont-ils pour autant cessé d'exister ? Chaque année, on en voit surgir de nouvelles et jeunes meutes, nous dit-on, dans des allées qui sont celles du pouvoir. La comtesse de Ségur était la fille d'un monsieur qui avait brûlé une ville et cela choquait un peu

dans le milieu de gens bien élevés où elle vivait. Ne brûle-t-on plus de villes ?

La comtesse de Ségur n'écrivait pas pour "amuser". Au moins, dans le monde sombre et dur où elle nous plonge, savait-on s'amuser. C'était en faisant le bien. L'une des plus charmantes pages de cette Comédie humaine, c'est celle où M. de Rosbourg entraîne ses invités devant le petit moulin qu'il a construit sur la rivière de son parc ; "Nous employons nos heures de loisir, leur explique-t-il, à améliorer l'état de nos villa-geois et la culture de nos terres. Nous cultivons notre sol. Nous faisons du bien en nous amusant". Rieuse aristocratie ! Dans notre monde toujours sombre et dur, plus personne ne sait rire. C'est en quoi, peut-être, le monde peint par la comtesse de Ségur est un monde révolu.

*

* *

L'œuvre de M. José Cabanis comprend deux cycles romanesques apparemment distincts. Le premier, de *l'Age ingrat* aux *Mariages de raison*, avec *l'Auberge fameuse* et *Juliette Bonviolle*, est écrit à la troisième personne et le personnage principal en est Gilbert Samalagnou. Il faut y joindre *le Fils* où Gilbert Samalagnou s'appelle Dominique et où il s'exprime à la première personne. Ces romans viennent de faire l'objet d'une édition définitive, avec un découpage un peu différent, sous le titre général de *l'Age ingrat* (10). Ils forment ensemble une Comédie humaine. La scène en est fournie par une ville du Midi que Jean Giraudoux a appelée une grande petite ville en l'opposant à Montpellier qui était une petite grande ville et que M. José Cabanis ne cache pas être Toulouse. Les personnages de la Comédie humaine de M. Cabanis passent d'un roman à l'autre, on les retrouve, on les reconnaît même s'ils ont un peu changé, ils ont leurs habitudes. Ils montent et descendent la rue des Prêtres, tournent en rond sur la Place des Pénitents gris, se faufilent dans la rue des Gestes. C'est un petit monde de politiciens jouisseurs, de juges hypocrites, d'avocats véreux, de prêtres intrigants, de dévotes perverses, de domestiques voleurs, de femmes entretenues, de vieillards vicieux. Les enfants, dans ce monde sordide, sont poussés au suicide. Le récit de M. Cabanis est, comme il l'a voulu, "sans truquage, net, précis, un peu cynique". Ce premier cycle de romans est un tableau réaliste et satirique de vie provinciale, Balzac affiné par Jouhandeau.

Le second cycle, du *Bonheur du jour* à *Des jardins en Espagne*, est formé de romans écrits à la première personne, ils ont le ton de la confidence. Ce sont des souvenirs de famille, c'est l'évocation d'une enfance heureuse (Gilbert Samalagnou, dans le cycle précédent, déclarait qu'il n'avait pas aimé son enfance), c'est la recherche d'un mot perdu, celui de l'énigme de toute vie, "la clef qui ouvre toutes les portes". Une petite musique tendre et mélancolique s'élève de ces récits enveloppés de buée. Une berceuse ancienne. On est sous le charme. Mais il n'y a pas à vrai dire de solution de continuité entre les deux cycles des romans de M. Cabanis. Il n'y a pas de tournant

dans cette œuvre. Seulement, entre *les Mariages de raison* et *le Bonheur du jour*, un changement de perspective et d'éclairage, un repliement sur soi-même, une remontée à la source figurée par le jet d'eau fraîche et pure du jardin de Bagnères, la maison de vacances des grands-parents de José Cabanis. M. Cabanis fait retraite en cherchant sa place dans ce que Saint-Simon a appelé "un intervalle entre la vie et la mort". Il avait annoncé son projet dans *les Mariages de raison*. Il s'y demandait si Gilbert Samalagnou "ne pourrait pour son seul bonheur faire revivre cet univers qui avait été le sien, avec tous les personnages qui y avaient passé et qui attendaient de lui peut-être de ne pas mourir tout à fait". Sauver du néant ce qu'il était seul à avoir connu donnerait un sens à sa vie et une justification à son œuvre.

Le crime de Torcy (11) doit-il être rattaché au second cycle des romans de la vie intime de M. Cabanis qu'il a refermé et déclaré clos dans *Des Jardins en Espagne*, en nous ramenant par un itinéraire circulaire à la source d'eau vive, au point central du jardin de Bagnères ? *Le crime de Torcy* est annoncé depuis plusieurs années, et ce roman longtemps attendu n'est que l'épilogue d'un roman que M. Cabanis croyait, nous dit-il, avoir déjà mené à son terme. C'est dans *Les cartes du temps*, sur un chemin détrempe par les pluies de l'automne, entre Nollet et Torcy, que Nathalie de Marsant est apparue à José Cabanis. Il avait dix-huit ans, et elle un peu plus. "Vous, je vous connais" s'était-elle écriée en riant. Torcy est à l'horizon de Nollet, où il demeure, le château enchanté de la jeunesse de M. Cabanis. Il s'approche de son parc, il en escalade le mur, il observe longuement sous les arbres le beau jardinier qu'il compare au "dieu des jardins". Un mystère entoure Torcy. On ne parle à Nollet qu'à voix basse de M. et M^{me} de Marsant. L'apparition de Nathalie au détour d'un chemin du château a ébloui José Cabanis, mais il couvre d'un voile l'histoire d'amour et de poésie qu'il vivra avec elle. Plus tard, après la guerre, lorsque M. et M^{me} de Marsant reviendront de Paris avec le beau jardinier-chauffeur dont ils ne se séparent jamais, M. Cabanis entrera à Torcy ; il deviendra l'ami de M. de Marsant que son père tenait à distance ; puis il s'éloignera et il croira avoir oublié Nathalie. Mais Gabrielle, celle à qui il a juré d'"être à la vie à la mort" et qui, dans *les Jeux de la nuit*, lui a fait connaître la fête triste du bonheur, voudra l'y ramener. Elle a subi, elle aussi le charme trouble de Nathalie, ou celui du jardinier. Elle est entraînée avec eux, à l'écart de José Cabanis qui de loin les épie, dans d'autres jeux de la nuit.

M. Cabanis a-t-il pu mener à son terme dans *Les Cartes du Temps* et dans *la Bataille de Toulouse* qui lui fait suite, l'histoire de Nathalie de Marsant ? "On n'écrit pas ce que l'on veut", a-t-il dit souvent, et quand, dans *les Cartes du Temps*, il voulait parler de sa mère, il n'a pu qu'évoquer le souvenir de Nathalie, et quand, dans *la Bataille de Toulouse*, il voulait exorciser celui de Gabrielle en écrivant un roman qui ressemblerait à *Guerre et Paix*, c'est encore vers Gabrielle qu'il reviendra. L'histoire d'amour et de poésie vécue avec Nathalie de Marsant a commencé dans une atmosphère de *Grand*

Meaulnes. Entre le côté d'Alain-Fournier et le côté de Sade, entre le château enchanté et le château infernal, fallait-il choisir ? M. Cabanis a voulu "tout dire" dans *le Bonheur du jour* sur l'oncle Octave. Sur Nathalie de Marsant, il a préféré se taire. Il n'a pas plus écrit *le Crime de Torcy* que, de livre en livre, il annonçait, en en renvoyant toujours la publication, qu'il n'a écrit, vue de la terrasse de Nollet par son aïeule M^{me} de Cantalauze, cette *Bataille de Toulouse* entre Wellington et Soult.

Alors, qu'est-ce que *le Crime de Torcy* enfin paru ? "L'épilogue sordide de sexe et de sang" d'une histoire qui aurait dû rester entourée de mystère ? Le plus important dans un roman, a dit un jour M. Cabanis à propos du *Lys dans la vallée*, c'est ce qui n'est pas dit. *Le Crime de Torcy* est une enquête judiciaire, la confrontation du romancier qui tait ses secrets avec un juge qui veut l'en débusquer et le forcer à parler. "C'est ce que nous n'avez pas dit que je voudrais connaître" déclare à José Cabanis le "petit juge" Tresmois. "Impensable il y a seulement dix ans, ce petit juge, avec sa tête hirsute, sa barbe d'anarchiste de la fin du siècle dernier, une sorte de corde faisant fonction de cravate mal agencée sur une chemise très ouverte. Vu de loin, on prendrait la fuite au coin d'un bois". M. Cabanis qui a beaucoup fréquenté le Palais, professionnellement, et qui compte des magistrats dans ses ancêtres, bien différents sans doute du juge Tresmois, règle-t-il un compte à travers ce spécimen avec la Justice ? "La Justice c'est l'art de mépriser et d'écraser les faibles" a-t-il écrit dans *l'Auberge fameuse*, et, dans ce roman, le juge Falconet n'avait pas bonne mine. Tresmois, lui, n'est qu'un "passionné". Un juge ? Ou simplement un lecteur de roman qui veut connaître à tout prix le fin mot de l'histoire ? Ce lecteur de Zola, du roman franc et lourd, où tout est pesé et compté, de l'ère naturaliste, est un peu décontenancé par les réticences, les demi-aveux, sinon les feintes de M. Cabanis. Le fin mot de l'histoire, son "mot de l'énigme", il croit le trouver dans l'intimité du trio Nathalie-Joseph-Gabrielle. Il tient dans ce romancier qui s'est voulu "voyeur", le témoin privilégié. "Vous en savez plus que vous ne dites". La confrontation, la conversation entre le romancier et le juge se fait interrogatoire. M. Cabanis est en posture d'accusé. "Aurai-je jamais pensé que mes romans relèveraient de la justice ?". Plus que le romancier, c'est le roman lui-même, tel qu'il le conçoit, tel qu'il l'écrit, qui fait l'objet de cette critique judiciaire.

Mais tout ce qui *pouvait* être dit sur l'histoire de Torcy ne l'a-t-il pas été des *Cartes du Temps* à *La Bataille de Toulouse* ? Un épilogue de sexe et de sang y ajoute-t-il quelque chose ? Aux soupçons du juge que la Cour d'assises semble avoir confirmés, M. Cabanis oppose dans un chapitre final le point de vue du prétendu meurtrier recueilli après sa sortie de prison. "Tout est différent de ce que j'avais en tête quand j'avais le projet un peu vague d'écrire un roman qui s'appellerait *le Crime de Torcy*" conclut M. Cabanis. *Le Crime de Torcy* resterait-il encore à écrire ? Ce roman de critique et cette critique de roman, en donnant le dernier mot au romancier Cabanis sur le juge Tresmois, ne met pas un terme à

histoire de poésie et d'amour convertie policièrement ou judiciairement en histoire de sexe et de sang. "Il faut oublier le réel" dit M. Cabanis, pour conserver le droit de rêver.

*
* *

Il y a dans *Voyage de noces*, le dernier roman de M. Patrick Modiano (12) un rêve d'évasion. "Partir au lieu de tourner en rond dans la périphérie de cette ville comme quelqu'un qui ne parvient pas à trouver une sortie de secours"... Ce roman dont cette phrase résume le thème, est le récit en surimpression (passé sur présent) d'une double tentative de fugue. Un explorateur chargé de la mission au Brésil, au lieu de prendre l'avion pour Rio, prend le train pour Milan et revient incognito à Paris pour vivre dans des hôtels de hasard à la périphérie de la capitale. Il a eu le temps entre deux trains aller-retour d'apprendre à Milan le suicide d'une femme qu'il a rencontrée il y a longtemps avant la guerre en faisant de l'auto-stop sur la Côte d'azur et qui devait pendant l'occupation, parce qu'elle était juive, disparaître en fuyant un soir de rassembler ses persécuteurs sans laisser de traces. Entre la rencontre du Narrateur et d'Ingrid sur la Côte d'Azur dans un de ces étés où le narrateur dit éprouver plus que dans toute autre saison une sensation de vide et d'absence et le suicide d'Ingrid dans un hôtel de Milan, un autre été où est éprouvée la même sensation de vacances, se déroule, durant les années d'occupation où l'on a vécu dans "l'attente", en faisant "le moins de gestes possible", en faisant semblant, dit M. Modiano, d'être morts, un chassé-croisé d'ombres que le destin rapproche et sépare, dans une poursuite somnambulique à travers des villes désertes, des chambres d'hôtel où l'on ne fait que passer, le long de chemins incertains sur la lisière de banlieues où toute vie se dissout dans le vague, où le rêve même flotte sans trouver de prises pour accrocher ses fantasmes à quelques repères. M. Modiano a plongé son roman dans des limbes où l'on éprouve une oppression, le manque de quelque chose, l'impression d'un vide impossible à combler. Le malaise qu'il veut procurer ne peut même se soulager dans le rêve d'évasion qui hantait le narrateur. Aucune sortie de secours !

Cet enfer flou où nous sommes enfermés nous renvoie au précédent roman de M. Modiano, *Vestiaire de l'enfance*. Un homme s'y élance aussi à la poursuite d'une femme (ou de son souvenir) et il était ramené des bords du désert, sur des traces effacées, dans un Montmartre de nuits pâles. C'était le même monde diaphane et vide. La lumière de *Vestiaire de l'enfance* avait la blancheur du Néant. Dans *Voyage de noces*, les jours, les mois, les saisons s'écoulaient dans la même sorte d'éternité. Mais la lumière y est grise et opaque. L'impression de calme et de paix qui émane de *Vestiaire de l'enfance* est convertie ici en angoisse obscure. Cette modification d'émotion est opérée à la faveur d'un léger, à peine sensible changement de touche. Tout l'art de M. Modiano est dans cette

façon de jouer des nuances.

*
* *

Le Voleur de jeunesse de M. Jean-Marie Rouart (13) aurait pu se réduire à un week-end d'écrivain en partie fine dans un grand hôtel de la côte normande à deux cents kilomètres de Paris. Julien a soixante ans (cinquante-six exactement), une œuvre déjà importante et qui l'a rendu célèbre, il apparaît souvent à la télévision et il est connu et les femmes ne peuvent qu'être sensibles à son prestige d'homme de lettres, de surplus beau garçon. Mais la minette Natalie (sans h) qu'il emmène à Cabourg dans son bagage est bien loin de se laisser impressionner par le grand homme. Elle s'amuse à le bourrer de coups de poing en copain, le houspille, lui fait sentir sans cesse qu'il a trente ans de plus qu'elle, elle n'a pas envie une seconde de faire l'amour avec lui, elle ne se gêne pas pour lui signifier qu'il ne lui plaît pas. Elle passera le week-end galant que Julien s'était promis et qui ne peut qu'avorter dans un lamentable fiasco, à lire *Un amour de Swann* en dévorant des brioches, sans arriver à comprendre, ce qu'elle dit à Julien, que "Swann, si intelligent, reste auprès de cette idiote (Odette) qui ne l'aime pas et le fait souffrir".

Le petit personnage de Natalie est croqué par M. Rouart avec beaucoup de vivacité et de drôlerie. Il pourrait prendre place parmi les "jeunes filles" de Montherlant, mais mises au goût du jour. Natalie est la fille que Costa aurait pu avoir de Solange Dandillot. C'est la même odeur fraîche d'adolescence sans fard, mais elle a fait des lectures qui l'ont dégourdie et elle ne se roule pas aux pieds de son Costa. D'ailleurs Julien n'est pas Costa. Son métier n'est pas de faire souffrir les femmes, il n'a que vocation à en souffrir. De *la Femme de proie* à ce *Voleur de jeunesse*, M. Rouart est en train d'écrire un "Pitié pour les hommes". Natalie qui a reconnu sa faiblesse, s'en amuse. "Vieil ours", l'appelle-t-elle. Solange Dandillot traînait avec elle un vieil ours, mais il était en peluche.

Costa, écrivain comme Julien, collectionnait les jeunes filles comme on collectionne les papillons, non pas pour satisfaire une passion de vieil entomologiste, mais, mysogine de carrière, pour enrichir la faune de ses personnages de quelques étranges animaux. Julien, lui, aime les femmes, mais s'il s'éprend d'une minette, ce n'est pas par curiosité géographique pour faire la découverte d'une terre qui ne saurait plus être vierge, c'est pour renouveler son œuvre en l'irrigant d'un sang jeune. Un écrivain ne peut-il aimer que par personne interposée ? Julien a emporté dans son week-end galant toute une bibliothèque : la correspondance de Flaubert, Mallarmé, Baudelaire, Valéry. C'est le recours au tiers-aimant. Mais à l'égard de Natalie, ne jouera-t-il pas un rôle réfrigérant ? Le fiasco de la nuit de Cabourg conduit Julien à méditer sur l'impuissance du créateur. Il attendait de Natalie un renouvellement de son œuvre. Il débouche au-delà de son fiasco sur une plage vide qui est la page blanche, celle où doit s'inscrire le mot absolu

dans lequel l'acte d'écrire et l'acte de vivre s'anéantissent ensemble. Valéry, grand brideur devant l'Éternel, ne visait dans la littérature qu'à *faire le mort*. Son but : une œuvre pure expurgée de l'homme, cette imperfection. Le week-end galant du *Voleur de jeunesse* a été brillamment converti par M. Jean-Marie Rouart en nuit métaphysique, et Julien aura eu sa nuit de Cabourg, comme Valéry, sa nuit de Gênes.

M. Rouart a écrit un très remarquable essai sur le suicide en littérature, *Ils ont choisi la nuit*. "Vous n'allez pas vous jeter par la fenêtre" s'écrie Natalie en voyant Julien se précipiter vers le balcon de sa chambre pour aspirer un peu d'air. *Le Voleur de jeunesse* se termine sur cette phrase ambiguë qui a valeur de pied-de-nez. Roman de mœurs parisiennes, il vaudrait mieux dire, à l'instar de Rémy de Gourmont qui, avec Sixtine, a essayé d'écrire un "roman de mœurs cérébrales", *Le voleur de jeunesse* s'inscrit, dans l'œuvre de M. Rouart, à la suite et dans la lumière de *Ils ont choisi la nuit*.

*
* *

"Vient un moment dans la vie où nous nous apercevons que les amitiés, les amours, les sentiments nous quittent" écrivait dans *La Montée du soir* M. Michel Déon à la recherche de la sérénité, mais aussi "les mots et les noms", et il aurait pu ajouter les livres. Il y a un livre oublié dans l'œuvre de M. Michel Déon et c'est le premier, *Adieux à Sheila*. Il ne figure même plus dans la liste de ses ouvrages. *Un souvenir* (4) n'est rien que le rappel de ce roman perdu.

M. Michel Déon a-t-il trouvé la sérénité ? Edouard, son porte-parole, nous dit que, revigoré par une cure de thalassothérapie à Quiberon, il souffre encore de souvenirs lancinants. La jeune fille Sheila aimée dans sa prime jeunesse et dont il a retrouvé la photographie (mais n'avait-il pas déclaré dans *Adieux à Sheila* qu'il n'avait rien conservé d'elle, même pas une photo) réapparaît dans *Un souvenir* à la faveur d'un retour en Angleterre, sur les lieux où il l'a connue, dans cette "étrange pension de famille" de l'Essex qu'il n'y a pas loin de cinquante ans il décrivait d'une jolie plume toute fraîche. Cette maison a été dans sa vie "la maison du bonheur". M. Michel Déon a poursuivi le bonheur dans une *chasse stendhalienne* autour de la Méditerranée, il a ouvert toute grande avec *Je ne veux jamais l'oublier*, son second roman, le premier avoué, une fenêtre sur des paysages ensoleillés et parfumés, quand on ne respirait dans la littérature française qu'un air sentant le renfermé. Mais il est revenu "bredouille" de cette chasse au bonheur et il a pu écrire un roman, *Les Trompeuses espérances*, au titre révélateur. Aujourd'hui, il nous dit dans *Un souvenir* que "le bonheur n'existe pas". "C'est fou ce que ce mot charriait de tristesse et même de désastres dans la vie d'Edouard", constate-t-il mélancoliquement. Edouard fait néanmoins une exception pour les vacances de son adolescence dans l'Essex où il lui a été donné de rencontrer Sheila. Sheila lui apporterait-elle le baume de paix dont l'auteur de *La montée du soir* a besoin ? M. Michel

Déon s'offre dans *Un souvenir* quelques "pincements de cœur", assez pour raviver les nostalgies dont son œuvre a toujours fait une voluptueuse consommation et troubler une sérénité encore mal assurée.

*
* *

Le sourire un peu ironique et sceptique que nous connaissons à Raoul Girardet, l'enseignement plein de mesure qu'il a dispensé à ses étudiants de l'Institut d'études politiques peuvent-ils nous laisser ignorer le triple engagement de sa vie militante ? De l'Action Française, à la Résistance et à l'O.A.S., M. Raoul Girardet n'a pas hanté les coteaux modérés d'une France tranquille. Il est allé deux fois en prison. M. Pierre Assouline l'a interpellé sur ce parcours accidenté. Il en est sorti un livre d'entretiens (15) qu'on lira comme l'avant-livre de Mémoires qu'il nous doit.

M. Raoul Girardet est né au lendemain de la Grande Guerre dans une famille d'officiers, précisons d'infanterie. La considération de l'arme a son importance pour ce franc-tireur. Il a grandi et a été élevé dans un temps où la France était encore le premier pays du monde, où les soldats français étaient partout les missionnaires du droit et de la civilisation, où les instituteurs et les curés enseignaient la même morale et les mêmes devoirs. Il appartient à cette génération de fils de vainqueurs qui a subi toutes les défaites et éprouvé toutes les humiliations. De *Mesure de la France* où son aîné Drieu a relevé dans l'euphorie de la victoire les signes prémonitoires du déclin français à *Une histoire française* où M. François Nourissier ne n'est retourné à Verdun sur les traces de son père que pour prendre une vue panoramique de l'immense champ de toutes nos batailles perdues, cinquante ans se sont écoulés. M. Raoul Girardet ne se reconnaît plus à l'âge où il est parvenu enfant de la même patrie, citoyen du même pays.

Il ne recherche pas dans ces Entretiens soigneusement préparés, mais se donnant l'air d'une conversation à bâtons rompus, les causes de la décadence française. Il nous entraîne dans des itinéraires intellectuels à travers un paysage ravagé où il n'a d'autres repères que la fidélité à un maigre héritage de valeurs jadis considérées comme de père de famille. L'école communale de Belleville, le lycée Voltaire ont curieusement conduit M. Raoul Girardet dans les années 1937 à l'Institut d'A.F. de la rue Saint André des Arts. Il allait y connaître Pierre Boutang, Philippe Ariès, François Léger, Philippe Brissaud, Michel Déon, Jacques Laurent. Un cénacle ? Non, une bande... Il lisait Bainville et Gaxotte. Il a été camelot du roi avant d'avoir lu Maurras. Qu'en a-t-il retenu ? Il semble qu'il n'en ait rien complètement oublié, sauf peut-être d'être royaliste. Dans ces entretiens, il ne parle jamais du roi. Il explique très bien la fascination exercée par l'A.F. sur un jeune esprit de cette époque, non seulement comme mouvement où les amateurs de révolution respiraient un air propice aux insubordinations, sinon aux rébellions (Thierry Maulnier portait une gerbe au mur des fédérés et écrivait dans *l'Insurgé* des articles

incendiaires), mais comme école de pensée. Albert Thibaudet n'a-t-il pas comparé l'influence de l'Action française dans la première moitié de ce siècle à celle de Port-Royal au XVII^e siècle et de l'Encyclopédie au XVIII^e ?

Est-ce un activisme insuffisamment défoulé dans la vente à la criée de l'organe du nationalisme intégral qui a entraîné M. Raoul Girardet dans la résistance ? Seulement sans doute un sentiment de l'honneur très vif chez ce fils et petit-fils d'officiers. L'attitude de M. Raoul Girardet face à l'Allemand, qui restait l'ennemi, est celle d'un Bernanos. Revenu à Paris dès après l'armistice, il n'a pas connu le Vichy de la Révolution nationale, mais il analyse très finement, saisi dans le bref moment d'une saison lyrique qui dura six mois et devait prendre fin avec l'avènement du "planisme technocratique du cercle X-crise", le bouillonnant mélange doctrinal de "maurrassisme, de personnalisme, d'*Esprit* et de révolutionnarisme des petites revues des années 30". Manque à cette récapitulation l'ultracisme ressurgi de la profonde province de 1815 et de 1871. Nous avons pu voir dans notre Midi blanc des calèches armoriées sorties de leur remise faire un dernier tour d'histoire sur les places de nos petites villes à l'heure de la grand-messe. "Le romantisme de la révolution d'une société à refaire" - ainsi parle M. Girardet - rapidement refoulé avec les velléités lyriques de l'été 40, s'exprima à nouveau au moment de la Libération dans la formule mise en manchette du journal *Combat* : de la Résistance à la Révolution. Esprit de poésie historique très étranger à De Gaulle. Il ne s'agissait pas pour lui de "refaire une société" mais seulement de restaurer l'Etat en le dotant des institutions propres à assumer sa continuité, sa fermeté et son impartialité. *Politique d'abord*, dit M. Girardet, fut le mot d'ordre qui dicta l'action de ce général barrésien, nietzschéen, bergsonien, teilhardien, mais, à mon avis, trop homme de l'extrême nord, méprisant comme Huysmans et Drumont la "racaille latine", pour être vraiment maurrassien. Ce sera encore son même mot d'ordre, lorsqu'il recherchera le compromis avec la rébellion algérienne au lieu de relever le défi que l'Histoire lançait une nouvelle fois à la France.

Ce défi, M. Girardet l'a relevé avec de faibles moyens dans la revue *l'Esprit public* abritée par Henry Smadja dans les combles de *Combat*, rue du Croissant. Etrangement, le franc-tireur jusqu'aboutiste Girardet avait gardé dans son héritage d'Action française la certaine idée de la France teintée d'une nuance de jacobinisme qui horrifia les salons royalistes de la fin du XIX^e siècle.

Mais, à la même époque, il rencontrait Raymond Aron et c'est sous son patronage que le professeur d'énergie romantique qui n'avait pas toujours été insensible au fameux refrain de Béranger : "Dieu mes enfants vous donne un beau trépas", dont son maître Bainville dénonçait la folie meurtrière, allait faire son entrée à l'Ecole des Sciences politiques avec son cours sur le libéralisme. Il n'est pas impossible de dater de cet événement la renaissance de l'idée libérale en France dans les années 70-80. "On connaît Tocqueville, avait dit Raymond Aron à M. Girardet, mais il y a Benjamin Constant, M^{me} de Staël, Guizot, Rémusat. Vous devriez lire tout cela qui vous ferait du bien". "Débarrassé par ces lectures du trop plein maurrassiste qui subsistait en moi", nous dit M. Girardet, allait-il rouvrir à la frontière française ce que Maurras a nommé "la fatale échancrure de Coppet" ? Au moins ferait-il revivre le charmant Rémusat, métaphysicien qui mit en chansons, dans un style somme toute assez peu différent de Béranger, la politique de l'école doctrinaire. Nous lisons alors ses passionnants mémoires publiés par Charles-Henry Pouthas : un tableau du XIX^e siècle (16).

Est-ce un tableau du XX^e siècle qu'il faut aller chercher dans les Entretiens de M. Raoul Girardet ? Une esquisse plutôt, mais qui servira à peindre la toile de maître qu'elle annonce. M. Girardet a cultivé dans ses premiers engagements politiques la vertu qu'il appelle d'irrespect. Un bel article dans la revue *Au contraire* en 1965 est annexé à son livre sur *La vertu d'inquiétude*. De l'irrespect à l'inquiétude, on suit, à travers un siècle où aucune réponse n'a été donnée à tant de questions posées, le mouvement, le frémissement d'une pensée qui ne s'est jamais satisfaite d'elle-même et qui s'est voulue, à l'écart de tous les conformismes, dans une contestation où la passion n'a fait qu'aiguiser la réflexion, "singulièrement libre". C'est le titre donné à ce recueil.

Philippe SÉNART

- (1) Flammarion
- (2)(3) Ed. du Rivage
- (4) Le Seuil
- (5)(6)(10)(11)(12)(14) Gallimard
- (7) François Bourin
- (8)(15) Perrin
- (9) Hachette
- (13) Grasset
- (16) Plon

Faites connaître "FRANCE-FORUM"
CARREFOUR DE L'HUMANISME DÉMOCRATIQUE

UN SCULPTEUR VRAI : MAURO CORDA

par Yvan CHRIST

On a souvent dit, et à juste raison, que la sculpture était une des principales maladies esthétiques de cette fin de siècle. Il ne s'agit plus, dans nos expositions, dans nos grands ensembles, dans nos rues, que de signaux, de totems ou de compressions en tout genre. Autre constatation : le mariage, d'amour et de raison, entre la sculpture et l'architecture est depuis longtemps rompu.

Je sillonnais naguère la rue de Rennes, percée haussmanienne sans grand prestige, en compagnie du sculpteur Mauro Corda. Il me faisait remarquer les quelques mascarons qui décoraient les portails des "maisons de rapport" et qui relevaient la banalité de l'architecture. Voilà qui fut monnaie courante tout au long du siècle dernier, surtout à son déclin. Alors, disait l'historien Louis Hauteœur, l'architecture, pour le pire ou pour le meilleur, avait "l'horreur du vide". Aujourd'hui, c'est le vide qui l'emporte, et c'est l'informel qui triomphe.

Mauro Corda, qui n'a que trente ans, est d'origine italienne. Il a la scandaleuse audace d'être un sculpteur figuratif - *rara avis in terra*. Elève à l'Ecole des Beaux-Arts de Reims, puis à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris, pensionnaire à la Casa de Velasquez de Madrid, titulaire de plusieurs prix de l'Académie des Beaux-Arts, Mauro Corda est pourtant un homme libre - libéré de toutes les modes passagères et contradictoires de notre temps. Il a le lyrisme, la volupté des sculpteurs vrais et le sens du tragique. Ses œuvres, en marbre ou en bronze, on a la tentation de les caresser. Qui caresserait une compression ?

Il vient d'exposer ses dernières œuvres à la galerie d'art de l'Assemblée nationale. On les verra bientôt en des

lieux moins solennels. N'oublions pas son nom. C'est un des sculpteurs les plus inspirés de sa génération.

Yvan CHRIST

DISQUES

par Marc DARMON

Robert SCHUMANN : *Etudes Symphoniques op. 13 et op. Posthume, Fantasiestücke op. 12, Toccata, op 7*
François-René Duchable, piano
1 CD ERATO 2292-45476-2

L'œuvre pour piano de Schumann est la partie la plus riche et la plus originale de sa production. C'est entre 1829 et 1839 qu'il publie ses principaux chefs-d'œuvre : les Kreisleriana op. 16, la Fantaisie op. 17, le carnaval op. 9, ainsi que les œuvres réunies ici par François-René Duchable.

En 1840, Schumann épousera Clara Wieck pour qui il avait composé tous ces joyaux de la littérature pianistique. Il entamera alors la seconde partie de sa carrière de compositeur, consacrée aux partitions symphoniques, vocales et de musique de chambre.

Les Etudes Symphoniques, ainsi nommées par allusion à leur écriture quasi-orchestrale, sont une succession de 17 variations sur un thème de marche funèbre. Les Fantasiestücke sont en revanche une succession de 8 "improvisations" relativement descriptives.

Ces pièces superbes sont ici magnifiquement interprétées. Disque après disque, Duchable s'affirme comme un pianiste exceptionnel, particulièrement dans le répertoire romantique. Cet enregistrement est tout à fait réussi ; l'interprète y fait preuve d'une grande sensibilité et sait faire oublier une virtuosité exceptionnelle. De surcroît, le programme est généreux et la prise de son, excellente. Un disque à recommander à tous les amoureux de Schumann, ainsi qu'à ceux qui désirent le découvrir.

Serge RACHMANINOV : *Pièces pour piano*
Serge Rachmaninov, Piano mécanique AMPICO 1919-1929
1 CD DECCA "Historic" 425-964-2

Rachmaninov est plus connu comme compositeur que comme interprète. Il fut pourtant l'un des plus importants pianistes du siècle et ses enregistrements sont toujours des plus intéressants. Ce disque est une des parutions les plus importantes parmi celles consacrées à l'interprète Rachmaninov pour deux raisons : tout d'abord celui-ci joue ici ses propres œuvres, ce qui n'est pas rare mais toujours passionnant ; de plus il s'agit de reproductions récentes de rouleaux de pianos mécaniques dont la qualité du son est bien supérieure à tous les repiquages de disques 78 tours enregistrés par l'artiste.

Le programme est constitué d'œuvres très célèbres (le fameux premier prélude, deux études-tableaux...) et de transcriptions (le vol du bourdon...), idéalement interprétées. La plus grande surprise vient de la qualité de la reproduction du piano. Rien ne laisserait croire qu'il

s'agit d'un piano mécanique dont les rouleaux sont déroulés à nouveau soixante ans après leur enregistrement : le système d'enregistrement Ampico était connu pour être bien supérieur aux deux autres systèmes concurrents de l'époque, les pianos Duo-Art et Welte-Mignon, du point de vue de la restitution des nuances, du toucher et de la pédale.

Nous avons noté également :

Johannes BRAHMS : *4 symphonies, Double concerto, Ouverture tragique...*
Orchestre Symphonique NBC, Dir. Arturo TOSCANINI
4 CD RCA GD 60325

RCA réédite en disque compact l'ensemble des enregistrements officiels de Toscanini. Les trois premiers coffrets disponibles ont été dès Mai 1990 l'intégrale des Symphonies de Beethoven, Aida, Falstaff, le Requiem de Verdi et l'ensemble de la musique orchestrale de Brahms que Toscanini a enregistrée. La qualité sonore est nettement supérieure aux microsillons correspondants ; elle est même surprenante pour l'époque (1948-1953).

Ces enregistrements font référence depuis quarante ans et méritent d'être connus au même titre que d'autres versions historiques (Furtwängler) ou modernes (Karajan, Solti).

Ludwig Van BEETHOVEN : *Sonates pour piano n° 1 à 3, 19 et 20 ; sonates n° 4 à 7*
Abdel Rahman EL BACHA, piano
2 CD FORLANE UCD 16582, UCD 16597

Les deux premiers jalons d'une future intégrale des 32 sonates de Beethoven. Cette entreprise est caractérisée par le respect du texte et la musicalité d'un interprète hors du commun.

Franz SCHUBERT : *L'œuvre pour piano et violon*
Isaac Stern, Daniel Barenboïm
2 CD SONY S2K 44504

Pour les 70 ans d'Isaac Stern, Sony publie ce recueil d'œuvres peu connues mais superbes. La complicité des deux artistes est remarquable.

Edouard GRIEG : *Concerto en la mineur*
Frédéric CHOPIN : *1^{er} concerto pour piano*
Dinu Lipatti, piano
Orchestre Philharmonia, dir. Alceo Galliera
Orchestre de la Tonhalle de Zurich, dir. Otto Ackermann
1 CD EMI "Références" CDH 7 63497 2

Il s'agit de la réédition en disque compact de la version de référence du célèbre concerto de Grieg, que Dinu Lipatti enregistra en 1947. Le disque est complété par une interprétation du premier concerto de Chopin publiée pour la première fois en 1981, plus de trente ans après l'enregistrement (1950). Le son a été sensiblement restauré comme sur toutes les rééditions historiques d'EMI, mais l'orchestre reste peu audible dans le concerto de Chopin qui vaut surtout pour la partie de piano, ici magistralement interprétée.

notes de Lecture

● La pensée d'Alexis de Tocqueville

Un fort volume de *Mélanges* constitue le tome XVI des Oeuvres Complètes du célèbre écrivain, une entreprise qui se poursuivra encore quatre ou cinq ans avec la publication de quatre tomes supplémentaires. L'ensemble est réalisé avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique, sous le contrôle de la Commission nationale que préside François Furet.

Le texte des *Mélanges* a été établi par Françoise Mélonio, et il faut féliciter celle-ci du choix habile qu'elle a su faire d'écrits rédigés entre 1826 et 1858. Ils commentent efficacement les grands livres, de *La démocratie en Amérique* à *L'Ancien régime et la Révolution*, en pas-

sant par les *Souvenirs*, et ils expliquent, éclairent bien des circonstances de la vie politique d'Alexis de Tocqueville.

Les plaidoiries de l'avocat, les réquisitoires du procureur général de Charles X à Versailles vont rendre perceptible, dans ce qui suivra, l'influence prépondérante de puissants fondements juridiques. Ils sous-tendent toute la carrière de l'homme.

A la suite de ses premiers succès littéraires, avec son élection à diverses Académies, dont l'Académie des Sciences morales et politiques, Alexis de Tocqueville va, au cours des ans, effectuer une série de communications

devant des sociétés savantes. Et en effet on remarquera, en chacune d'elles, que la formation juridique est présente. Elle s'adapte aux nouvelles préoccupations de l'orateur, et en un sens elle l'oriente. Avocat à la Cour royale de Paris, se serait-il, sans cette formation juridique, intéressé aux questions sociales, particulièrement au paupérisme ? Surtout, aurait-il traité de ce problème dans les termes où il le fit, mettant en valeur la relation du paupérisme avec le déplacement des populations ? C'est une réflexion de juriste - constatant dans la paysannerie l'attrait de la ville, l'afflux excessif de populations urbaines qui s'ensuit - que de conclure à la nécessité d'une législation qui freinerait ces mouvements trop spontanés.

Peu à peu, après son retour des Etats-Unis d'Amérique, le goût lui vient d'accorder méthodes, connaissances et intérêts. Après quelques hésitations, il choisit de se présenter à la députation en Normandie, dans la presqu'île du Cotentin, précisément dans la circonscription de Valognes, près du château de Tocqueville où sa famille reste prépondérante. C'est le passage de l'idéologie libérale au pragmatisme politique.

Un passage en tout parallèle à celui qu'il effectue du premier volume de la *Démocratie en Amérique* - description des Etats-Unis - au second volume du même ouvrage : comment peut s'appliquer en France l'esprit qui se fait jour aux Etats-Unis ? Ce passage va provoquer chez Alexis de Tocqueville au moins deux réactions. La première est purement géographique. Douze ans de vie publique dans le Cotentin, en tant que maire, conseiller général, député toujours élu et réélu, concentrent fortement l'attention de l'homme politique sur cette région. A ce propos, il faut lire les discours électoraux, les comptes-rendus de mandat de Tocqueville, et notamment la "Notice sur Cherbourg". Un port dont la situation l'a toujours préoccupé. Il rappelle l'épouvantable catastrophe de la nuit du 12 février 1808 : "La mer, aidée du vent et de la marée, s'éleva à une hauteur... et à un degré de violence inusités... Les blocs de la digue furent non seulement arrachés mais projetés sur la batterie... Les murs s'écroulèrent". Trois cents hommes moururent noyés cette nuit là. Et Tocqueville reviendra sur ce problème de la défense de Cherbourg, car d'autres catastrophes surviendront de son temps, et il s'efforcera d'obtenir une meilleure organisation du port, des batteries et de la forteresse.

La seconde réaction provoquée chez Alexis de Tocqueville par la vie politique tiendra à son travail à l'Assemblée nationale, au sein de la commission chargée de préparer la suppression de l'esclavage dans les "Iles à sucre", dépendantes de la France. Une occasion pour lui de s'élever fréquemment, devant diverses académies, contre les thèses esclavagistes. Non, l'esclavage n'est pas l'heureux résultat de la substitution, au cours des guerres antiques, du statut de prisonnier à la simple exécution. Non, l'esclavage n'a jamais été une méthode pour apprendre à l'homme comment travailler. Bien au contraire, seul le travail libre est efficace et rentable.

Dans ce même ordre d'idées, Tocqueville va s'intéresser aux conditions dans lesquelles s'est instauré tardivement en Russie le servage. Enfin, une étude sur Machiavel l'amènera à s'interroger sur la condition réelle des villes libres parmi les Etats allemands.

Dans un tout autre ordre d'idées, l'élection d'Alexis de Tocqueville à l'Académie Française va être pour lui l'occasion de remonter du particulier au général. Un exemple saisissant en est donné par ses exposés sur la Suisse. Ce pays républicain, au milieu d'une Europe restée - d'une manière ou d'une autre - monarchique, était de surcroît instable dans sa composition tripartite, allemande, française, italienne. Un mauvais exemple, presque une menace. Or, Tocqueville a su montrer, sous les apparences cahotiques de la situation politique en Suisse, le fondement paisible de la société helvétique elle-même, qui allait donner naissance à la Suisse d'aujourd'hui, parangon des Etats rassurants, aussi bien socialement qu'économiquement.

Cette capacité de repasser du particulier au général, de jeter sur l'avenir de justes prévisions, va paradoxalement ouvrir la voie à l'historien de *L'Ancien régime et la Révolution*. Et cela est sensible dès le discours de réception à l'Académie Française, le 21 avril 1842. La réponse est apportée à Tocqueville par le Comte Molé, bonapartiste déterminé. Il s'inquiète que le récipiendaire puisse considérer le Premier Empire comme un "simple signet" dans le vaste livre de l'histoire qui va du Siècle des Lumières au milieu du XIX^e siècle, toujours plus avant vers une profonde modification des esprits. Au rang, à la naissance, peu à peu se sont substitués le travail et les capacités. L'Empire n'est alors, en effet, qu'un "signet" restituant aux titres, aux positions dans la société, une valeur exceptionnelle, mais précaire. Le Tocqueville que nous avons évoqué, procureur du roi Charles X à Versailles, savait déjà que les affaires publiques ne se décidaient plus dans le salon de la duchesse de Noailles mais au sein de la cité industrielle et chez les banquiers.

Telle va être la thèse lumineuse qui court tout au long de *L'Ancien régime et la Révolution*. L'auteur a rapporté de son court séjour aux Etats-Unis d'Amérique la vue pénétrante que les Américains avaient touché les buts avant l'Europe, mais que celle-ci les lui avait montrés. De la sorte s'établit le subtil dosage qu'effectue Tocqueville entre la liberté - qui ne doit pas être l'anarchie - et l'égalité - qui ne doit pas déboucher sur la tyrannie.

A la vérité, la lecture du XVI^e tome des Oeuvres complètes rend sensible le fait que la pensée d'Alexis de Tocqueville forme un tout, auquel a contribué aussi bien le juriste que le sociologue, l'homme politique que l'historien. Sans oublier le style de l'écrivain qui porte l'ensemble. Et ainsi se décrit le principal mérite de ces *Mélanges*.

Jacques NANTET

Alexis de TOCQUEVILLE. *Mélanges*. Editions Gallimard, octobre 1989, 587 p.

● De la gauche dissidente au nouveau parti social

Les minorités qui ont rénové le PS de Jean-François KESLER

Etrange ! Il peut en effet paraître, dès l'abord, étrange qu'un sociologue réputé, dont le terrain de choix est le monde de l'Administration - Jean-François Kesler a, déjà, publié, notamment, une *Sociologie des Fonctionnaires* (Ed QSJ) et une importante étude sur *L'ENA, la société, l'Etat* (Berger-Levrault 1985) -, dérive vers une minutieuse analyse du PSU - car c'est à feu le PSU qu'est consacré ce livre.

En vérité, l'étrangeté est limitée. Pendant les "sixties", il y eut entre l'ENA et le PSU certains rapports. Des énarques ont pratiqué la double appartenance. Michel Rocard, bien sûr ! Mais Jean-François Kesler, aussi. Actuellement, directeur-adjoint de l'ENA, il milita au PSU. Ancien élève de l'ENA, il a participé à la naissance de ce que l'on appelait, en 1954, la "Nouvelle Gauche" et, ensuite, au PSU. Surtout au "premier PSU", celui d'avant 68 qui est le seul qu'il chérit (cf. p. 357-392).

Ces cas n'étaient point l'exception. Dans *L'ENA, la société, l'Etat*, une enquête évaluée à 23 % (pour les promotions des années 60) la proportion d'énarques ayant des sympathies pour le PSU.

Cependant, dans ce livre-ci, Jean-François Kesler a abandonné ses "sujets" de choix. Etudiant le PSU, il néglige ses condisciples. Il ne s'attache pas à nous conter pourquoi et comment de "grands commis de l'Etat" en semaine devenaient "révolutionnaires" le dimanche. Il est vrai que, dans *L'Education Sentimentale*, Flaubert nous a livré immortellement des clés applicables à cette situation.

Tout en militant au PSU, Jean-François Kesler s'est intéressé à un autre phénomène. Plus extraordinaire, assurément. Et même constituant une innovation historique. Se faisant observateur - mais "observateur engagé" nous avoue-t-il - il a épié de près la rencontre de deux "races" non seulement "étrangères" l'une à l'autre mais, bel et bien, ennemies.

Bref, Jean-François Kesler a scruté à la loupe - "à la loupe" est peu dire ! au microscope serait plus exact ! - cet "instant décisif de la récente histoire politique et religieuse de la société française" - René Rémond dixit dans la louangeuse préface qu'il a donnée à ce livre - où tentèrent de coexister militants d'origine catholique et militants du "courant rationaliste, anticlérical et irréligieux hérité du XIX^e siècle" (R. Rémond). Autrement dit l'association de militants de l'extrême-gauche catholique avec des militants anciens communistes, avec des notables francs-maçons, etc.

Cet événement, Jean-François Kesler nous le relate, dans ses menus détails et circonstances, aux pages 279-344 - le livre en compte 470 - qui sont le cœur du livre et constituent son apport important et spécifique à l'histoire politico-religieuse contemporaine.

D'autant plus qu'après avoir "vécu" ces moments l'auteur a enquêté, recueilli des témoignages qu'il nous livre avec minutie. Avec tant de fidélité que certaines appréciations des témoins sur les dispositions et les états d'âme religieux de leurs camarades ou rivaux mettent parfois mal à l'aise. Exista-t-il des bigottes aussi péremptoires sur la foi des autres que certains des militants interrogés. Bizarre !

Toutefois, avant d'en venir aux années de la fondation du PSU (1960), Jean-François Kesler a tenu à rappeler les "filiations et traditions" lointaines, les évolutions des forces catholique et laïque qui, entre 1900 et 1947, ont préparé la confluence. Ensuite de quoi, il détaille les recherches et tentatives immédiatement précédentes (1947-1953). Ce qu'il appelle "la longue marche". Héroïcisant à l'excès, ce me semble.

A vrai dire, ces développements, s'ils ne sont pas sans intérêt, ne sont pas non plus très explicatifs. L'auteur est victime de ses deux inclinations méthodologiques : la description factuelle plutôt que la mise à nu des structures, l'analyse plutôt que les mises en perspective globalisantes.

De ce fait, en ce qui concerne les errements des catholiques, il sélectionne à l'excès. Ne retenant sur le long terme que deux forces : la *Jeune République* et *Esprit*. Si ce dernier courant de pensée, d'ailleurs nébuleuse à fortes tensions internes, a, effectivement, joué un rôle décisif, la *J.R.*, en revanche tient une place sur-évaluée. D'autant que d'autres forces sont passées sous silence : les évolutions de la *CFTC* vers la *CFDT*. Inexplicable silence ! A un moindre degré, un mouvement comme *La Vie Nouvelle* est ignoré alors que le renouveau de la *J.R.* dans les années 55 est du, en partie, à son Secrétaire Général, Camille Val, militant de *La Vie Nouvelle*.

En outre, ce parti pris de méthode empêche une saisie générale des aventures de la conscience catholique française face au socialisme et à la gauche. Or, c'est cette dérive globale qui est explicative et fait question. "*Militer dans l'un des multiples groupes d'action catholique en 1975 signifie de plus en plus militer pour le socialisme*" remarquait avec pertinence Jean-François Bizot (in *Le Parti Socialiste*, Grasset 1975). Dès 1955, le glissement est net (cf. *Vers La Vie Nouvelle, Décembre 1955*).

Revenons à l'essentiel. Ces 60 pages radioscopiant le grand choc des SFIO bien rodés - Edouard Depreux, Robert Verdier etc -, de très anciens communistes - Gilles Martinet - et des moins "ex" - Jean Poperen -, de militants protestants - Michel Rocard - avec les militants du MLP - Mouvement de Libération du Peuple - et autres militants catholiques de la "gauche nouvelle".

A les lire, un fait saute aux yeux. Cette "co-existence" - comme la nomme gentiment et idylliquement Jean

François Kesler - ce ne fut pas de la tarte ! On n'était pas à l'Abbaye de Thélème ! Plutôt un climat "Je t'aime ! Moi non plus !" Mais il fallait se marier, le pouvoir était au bout, pour les uns ; la "Révolution", pour les autres.

Ce récit inspire, aussi, une certaine tristesse.

Le sectarisme, l'intolérance des socialistes sont hallucinants. On les connaissait. La noble figure de Léon Blum a trop dissimulé que l'échec d'un "travaillisme", en 1954-56 était due à cette attitude. Rien de nouveau de leur côté en 1960, sauf la conscience qu'ils ont besoin désormais des voix des militants cathos. "Jean-François Kesler cite de la part d'hommes éminents, connus ordinairement pour leur ouverture d'esprit, des exemples étonnants d'intolérance et de sectarisme" ne peut s'empêcher de relever René Rémond.

Eh oui ! O surprise ! En lisant ces pages, j'ai découvert des arrières-pensées sans aménités de personnalités que j'invitais à La Vie Nouvelle ! Ah ! qu'ils étaient gentils, flatteurs ! "C'est pour mieux te dévorer, mon enfant (de bonheur) ! "C'est dur de se découvrir dupe !

Et comment ne pas citer ce fait qui en révèle long sur le "libéralisme" au PSU :

"Dans la Saône-et-Loire, un militant très actif fut contraint de démissionner dans les débuts du PSU : il avait refusé de signer la pétition laïque, parce que son fils, handicapé physique, était dans un établissement libre (et pourtant il était connu que les établissements publics pour handicapés physiques n'étaient guère nombreux)." (p. 304).

Conséquemment, peut-on, comme le fait Jean-François Kesler, glorifier le PSU d'avoir été la première expérience de "coexistence entre croyants et incroyants" ? Drôle de "coexistence" en vérité dont Michel Rocard, sans fard et sans gêne, révélait la loi paradoxale : "L'influence des catholiques est à la fois déterminante et nulle" (p. 337). Les cathos ? Influence nulle ! "Coexistence" ? Vous avez dit "Coexistence" ? Et pourquoi pas neutralisation ?

"Pendant longtemps, socialisme a rimé avec anticléricalisme" écrit Jean-François Kesler qui attribue la fin de cette liaison au PSU. Comme si, en 1984 encore, le PS n'avait pas fait montre d'anticléricalisme. Comme si, plus récemment, il n'y avait pas eu des accès d'anticatholicisme dans les esprits dits "socialistes".

En fait René Rémond, à la fin de sa préface, se montre plus nuancé. "Il y a désormais des catholiques laïques et socialistes. Leur passage par le PSU préparait leur adhésion au nouveau Parti socialiste, en particulier au lendemain des Assises du socialisme. Le PS leur devra une partie de son rajeunissement. Le socialisme y a peut-être gagné plus que l'Eglise" (p. 9).

Chiche que, dans la prochaine édition de son *Histoire de l'anticléricalisme*, René Rémond y insérera le PSU comme un de ses grands terrains de manœuvre les plus récents !

La morale de cette histoire est double.

D'une part, une ironie de l'Histoire, cette rusée, a obligé les socialistes à faire "ami-ami" aux militants catholiques. Ce sont les cathos qui ont permis aux socialistes de gagner. Et cela tant Michel Rocard que François Mitterrand l'avaient aperçu de loin.

D'autre part, à ce jeu, le catholicisme a perdu. Véritable "mouvement social" de 1945 à 1968, voire 1975, les "catholiques de mouvement" ont perdu leur rôle leader dans la société française.

La grande flambée catholique des années 30, 40, 50, 60 a trouvé son tombeau. Normal ? La "modernité" gagne toujours. Comment ne pas le constater ? Quel mystère ! Avec un codicille, néanmoins : au prochain round du combat Catholicisme contre Modernité, pas certain que le socialisme soit le "champion" de la modernité.

René PUCHEU

Ed. Privat "Bibliothèque historique", 1990. Préface de René Rémond.

Comme l'avait laissé prévoir Henri Bourbon dans son éditorial "Maintenir" (N° 256-257 de la Revue : octobre-décembre 1989), France-Forum a réuni en un Cahier spécial (n° 260) la série des trois études d'Etienne Borne. "La Déclaration des droits de l'homme, message et monument", "La religion et les religions révolutionnaires", "Un pouvoir sans Etat" - publiées dans ses numéros 250/251, 252/253 et 256/257 sous le titre général "Comprendre la Révolution", ainsi que les autres articles de notre ami consacrés à la Révolution française et parus dans le quotidien "La Croix" ou l'hebdomadaire "La France Catholique" à l'occasion du Bicentenaire.

Ce cahier sera envoyé, à titre gracieux, à ceux de nos abonnés qui en feront la demande.

GOLFE : GUERRE OU PAIX ?

Les délais d'impression de France-Forum contraignent ses responsables à "boucler" fin juillet le numéro de juillet-septembre. Que nos lecteurs ne soient donc pas surpris de ne trouver dans la présente livraison aucun article sur les événements dramatiques, déjà observés ou encore à venir, libérés de la boîte de Pandore imprudemment ouverte par Saddam Hussein en annexant brutalement le Koweït et en se saisissant de plusieurs milliers d'otages. La saine et courageuse réaction, en un premier temps, de la Communauté internationale, y compris une majorité de pays arabes, et les mesures prises concrètement par plusieurs nations, dont la France, pour mettre la force au service du droit inaugurent-elles une ère plus civilisée de l'Histoire du monde ? Ou bien, un tel choc en cet Orient plus inflammable et compliqué que jamais sera-t-il le point de départ d'explosions en chaîne difficilement maîtrisables ? Contrairement à ce qui avait été imprudemment annoncé, l'Histoire continue. Les hommes qui se veulent libres et responsables, les démocraties, seul régime compatible avec la réalisation d'une aussi haute ambition, vont avoir à vivre une période, peut-être longue, d'incertitudes nouvelles, de risques plus grands, de décisions plus difficiles. Le repos du septième jour n'est pas pour demain.

Dès maintenant, France-Forum, sans négliger d'autres problèmes, se prépare à apporter sa contribution à l'effort d'information, de réflexion, d'imagination, de confrontation d'idées, qu'imposent ces défis supplémentaires.

France-Forum

" France-Forum " est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2^e

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE COLBERT

32, Place Colbert - 76130 MONT SAINT-AIGNAN

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

POINT DE VENTE EN ALLEMAGNE : LIBERTAS, M^{me} VIGOUROUX, Hintere Gasse 35/1, D. 7032 SINDELFINGEN

Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.

Directeur de la publication : **René Plantade** — Commission Paritaire n° 60361 — Dépôt légal n° 2319
Composition et Impression : **VIENNE IMPRIM'** — 23, quai Jean Jaurès — 38200 VIENNE — Tél. 74 85 47 06
Photos : Roger-Viollet

ont par leur charisme personnel provoqué des ralliements venus de tous les horizons, suscité d'immenses dévouements, parfois inconditionnels, sans jamais parvenir à vaincre les rancœurs légitimistes, les réserves libérales, les rancunes jacobines. Napoléon et de Gaulle ont fait ce qu'il fallait pour que, après leur mort, un fantôme de grandeur hante une scène publique, devenue sans eux vide, ou pire, ennuyeuse. Tel est l'effet légende.

Une légende n'est pas seulement la projection épique d'une histoire que les distances de mémoire simplifient et transfigurent. Plus encore qu'un brillant épiphénomène qui ne serait que mirage, une légende est aussi un phénomène historique qui s'inscrit dans l'histoire réelle. La nostalgie trop ardente se mue en prophétie, et une prophétie impatiente de se réaliser compte dans le présent et pèse sur l'avenir en annonçant le retour du héros. La France et l'Europe de la Restauration étaient entrées en léthargie, et la légende napoléonienne troublait ce sommeil et entretenait le rêve d'un réveil des nations et des peuples, qui ne manqua pas d'arriver mais tourna plutôt court et mal. Un autre Bonaparte, qui devait la meilleure part de son élévation au souvenir de cette gloire napoléonienne que célébraient avec quelque légèreté les intellectuels libéraux, Victor Hugo en tête, aurait tué définitivement la légende qui l'avait auréolé (le Deux Décembre avait criminalisé le Dix-Huit Brumaire pour le poète des "Châtiments") si un beau mythe n'avait quelque chose d'invulnérable aux vicissitudes.

Aujourd'hui la légende gaullienne sert d'abord de refuge à quelques-uns de ceux qui, en 1981, avaient cru le socialisme capable de régénérer une société mercantile et sans cœur, et qui s'aperçoivent que, une fois maîtres de l'Etat, les socialistes ont perpétué leur pouvoir en assurant la prospérité des affaires, de toutes les affaires, tandis que progressaient dans les esprits la morosité et l'indifférence au bien public. Ces déçus des années Mitterrand en viennent à glorifier la décennie gaullienne (1958-1969) comme un temps heureux où les notables, de droite ou de gauche, ne faisaient pas la loi et où la politique de la France ne se décidait pas à la corbeille, ni à la seule vue des indicateurs économiques. Sur cette lancée, et c'est encore la polarité nostalgie-prophétie, on fait de Charles de Gaulle, qu'on traitait d'homme du passé, un grand homme de l'avenir. "Demain, de Gaulle".

Pourtant le Général avait passé de son vivant pour une grande figure d'ordre et d'autorité, hautement symbolique des interdits et des obligations contre lesquels, en Mai 68, les plus aigus de nos intellectuels réussirent à soulever la jeunesse des écoles, car c'en était assez de dix ans d'ordre moral et civiqué, et allait enfin commencer l'âge des libertés désentravées et de la créativité déchaînée. Qui s'en souvient ? Perdre la mémoire aide au confort de l'esprit. Maintenant, les libertaires de jadis, néophytes du culte gaullien, découvrent la France et en

bons disciples du général croient à la grandeur française.

Dans l'Europe de 1990, coïncidant avec le centenaire gaullien, se produit, comme en 1848, un remuement des nations et des peuples qui, entendant être maîtres de leurs destins, ont brisé le carcan de l'idéologie et de l'Empire communistes. Pour épouser son temps et rompre avec les médiocrités politiciennes, la France, disent nos néo-gaullistes, ne devrait-elle pas redonner vie et vigueur à l'idée nationale ? Manière aussi de prendre distance et hauteur à l'égard d'une extrême droite qui caricature l'idée nationale et la compromet avec des pulsions xénophobes proches parfois du racisme.

La pensée proprement gaulliste s'inscrit dans la tradition d'un nationalisme français qui, chez Barrès et même chez Maurras, n'a jamais été raciste. Mais la résurgence d'un nationalisme, fût-il spiritualisé, est-elle la meilleure manière de répondre aux défis d'un moment historique ? Le génie d'un peuple, même si sa spécificité s'explique autrement que par un bas déterminisme biologique, n'est-il pas souvent dans sa fierté de s'affirmer devant les nations "sûr de lui et dominateur", comme de Gaulle le disait du génie du peuple d'Israël ? Or l'Europe, pour être enfin l'Europe, a besoin prioritairement d'unité, de fédéralisme, de démocratie, toutes valeurs que mettraient en péril, si elles n'étaient apprivoisées, relativisées, humanisées, les poussées de l'instinct national. Pas plus qu'au siècle dernier la légende napoléonienne, la naissante légende gaullienne ne permet de porter remède aux irrationalités de l'histoire. Et risque même de s'en faire complice.

L'histoire ne va pas sans ses grands hommes et cette grandeur, fût-elle à la fois trop mondaine et propice aux embellissements légendaires, résiste bien aux tentations iconoclastes d'un certain esprit janséniste. Il y a certes héros et héros, mais le soldat qui, le 18 juin 40, nia l'évidence de la défaite et brava les fatalités du malheur fut en cela un héros authentique. Héroïsme d'un instant privilégié. Le héros, s'il veut ensuite bâtir de lui-même sa propre histoire, risque d'être inégal à sa première et plus haute inspiration. C'est ainsi que Bonaparte devient Napoléon. Quoi qu'il en soit de ses démesures que la légende travestit, le grand homme de l'histoire reste le témoin d'une liberté capable de forcer l'événement et de briser la clôture du destin. De plus, les peuples sans légendes à vénérer, ni héros à admirer, périraient de froid et de tristesse dans la monotonie des jours. Encore faut-il que la légende ne tourne pas à la mythologie et que ce qu'on admire soit digne d'être admiré. "Loin de moi les héros sans humanité". Bossuet ne visait directement personne, mais il voulait dire que, si les humains ont toujours besoin d'héroïsme, les héros, de leur côté, pourraient avoir parfois besoin de se convertir à l'humanité.

P.S. Dans ma dernière chronique il fallait lire : Péguy (et non pas Mounier détestait Sangnier).

Grands hommes en leurs légendes

par Étienne BORNE

1 989, 1990. Après le bicentenaire de la Révolution Française, le centenaire de Charles de Gaulle qui a fait se lever une armée d'admirateurs posthumes. L'homme n'avait pas cessé, en sa longue et exceptionnelle destinée, d'être un signe de contradiction ; à chaque tournant de sa carrière, il avait dû faire face à des adversaires qui n'étaient pas toujours les mêmes et dont les dissentiments devenaient vite inimitiés inexpiables ; et maintenant, le voici transfiguré en symbole d'unanimité nationale comme si sa mort avait changé et figé sa vie tumultueuse en destin héroïque. Nombre de ceux qui, il y a vingt ans, contribuèrent si fort à le pousser hors de la scène publique, après dix ans de règne, sont les plus ardents zélateurs de ce culte gaullien qui a fait fureur cette année. Pour son centenaire Charles de Gaulle est entré dans une définitive immortalité.

Phénomène de mode superficiel et fugitif, ou bien naissance d'une légende gaullienne semblable à cet imaginaire fascinant et entêté que fut dans l'autre siècle la légende napoléonienne ? En rapprochant Napoléon de Charles de Gaulle on sera accusé de faire du premier Président d'une République remaniée et ajustée à sa taille l'homme du Dix-Huit Brumaire permanent. Soupçon injustifié, car si Napoléon et de Gaulle sont deux grands hommes de l'histoire, le propre de la vraie grandeur est qu'elle n'est comparable qu'à elle-même, quelles que soient les similitudes qui se manifestent en éclairs, de sommet en sommet.

Avant de faire le compte et la critique de quelques trop brillantes analogies, il serait bon de savoir ce que de Gaulle pensait de Napoléon. L'année où nous avons congédié de Gaulle était celle du bicentenaire de la naissance de Bonaparte, et notre ingrate méconnaissance de la grandeur a privé la postérité du discours commémoratif, certainement somptueux, que, s'il était resté au pouvoir, le Général de Gaulle eût prononcé à Ajaccio en août 1969, et qui aurait beaucoup appris aux explorateurs de la pensée et des arrière-pensées de Charles de Gaulle. Irréparable frustration qui nous condamne à de hasardeuses conjectures.

Sans doute, de Gaulle aurait-il pu reprendre à son compte le mot du Premier Consul, se disant solidaire de tout le passé national, de Saint Louis jusqu'au Comité de salut public. Passé qui aujourd'hui englobe aussi Napoléon. Nous savons de plus, au témoignage d'Edmond Michelet, que de Gaulle mettait très haut Péguy, mais serait-il allé jusqu'à avancer comme l'auteur de "Clio", que la Grande Armée, en parcourant l'Europe à grandes enjambées, ne faisait qu'y semer des libertés, qui jaillis-

saient même des fourgons de ses cantinières et des fontes de ses lanciers.

Il n'est pas certain que de Gaulle parlant de Bonaparte eût donné sa caution à une thèse qui pourrait relever d'une illusion épique. Péguy était le dernier témoin de cette légende napoléonienne qui voyait en Bonaparte le plus grand homme de la France révolutionnaire, comme elle conspirant la perte des rois et terreur de tous les anciens régimes. L'histoire de la France impériale ne vérifie pas tout à fait l'édifiante légende. Napoléon fut à la fin plus conquérant que libérateur et il est douteux que l'homme, qui avait réduit au silence toutes les oppositions et encouragé le culte de sa personne impériale et royale, puisse être statufié en héros de la liberté. Les vieux gaullistes ont raison de nous rappeler que, pendant la décennie où il assumait l'Etat, de Gaulle avait contre lui, à l'exception de Malraux et de Mauriac, l'ensemble de l'intelligentsia ; qu'il était âprement discuté dans la presse écrite et qu'il laissait s'exprimer librement, sans censure, les opinions les plus désobligeantes, qui allaient souvent jusqu'à l'outrage.

De Gaulle, à l'évidence, n'a pas été Bonaparte et, si les deux grands hommes sont entrés par effraction dans l'histoire, le 18 juin gaullien assurait la continuité de l'Etat au plus épais d'un malheur national, le 18 Brumaire bonapartiste rompait avec une légalité qui, il est vrai, avait connu d'autres attentats au long de la Révolution. Il reste cependant que Napoléon et de Gaulle ont su toucher les mêmes fibres de la sensibilité nationale en parlant aux Français de grandeur à maintenir ou à retrouver, et ainsi ils ont préparé la promotion de leur histoire en légende. Autre similitude : tous deux ont voulu guérir les éternels Gaulois de leur penchant ancestral pour les querelles intestines, les rhétoriques bavardes, les retournements étourdis, en les invitant au rassemblement de toutes les énergies nationales et en tentant de populariser, non sans mal, un sens romain de l'autorité et de l'Etat.

Leurs pratiques gouvernementales ne sont pas, non plus, sans analogies. Se sachant dépositaires de la souveraineté nationale Napoléon et de Gaulle ont cherché le contact direct du chef de l'Etat et du peuple par le moyen du plébiscite et du référendum. Ils ont abaissé les Assemblées, tolérant mal l'existence d'une représentation dite nationale entre ces deux souverains, le peuple et l'Etat. Redoutant que l'opposition entre une droite et une gauche entraînant une déchirure du tissu national, ils